

Dossier de Demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ELEVAGE DE PORCS A L'ENGRAISSEMENT

SAS AGRIPORC FC

Adresse du siège :
1 La Cudotte
25620 LA CHEVILLOTTE

Adresse du projet :
85 rue des Trois Fontaines
25520 BIAN LES USIERS



Septembre 2022 - V2



Service bâtiment porc
03.81.55.70.50

SOMMAIRE

CHAPITRE A. CONTEXTE DE LA DEMANDE	5
A1. LETTRES AU PRÉFET	5
A2. FORMULAIRE CERFA N°15679*04	9
CHAPITRE B. PIÈCES JOINTES	22
PJ N°1. CARTE AU 1/25 000 DE L'ENVIRONNEMENT	22
PJ N°2. PLAN DES ABORDS DE L'INSTALLATION A L'ECHELLE DE 1/2 500	24
PJ N°3. PLAN D'ENSEMBLE A L'ECHELLE DE 1/500	26
PJ N°4. COMPATIBILITE DES ACTIVITES PROJETEES AVEC L'AFFECTATION DES SOLS	28
PJ N°5. DESCRIPTION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	32
PJ N°6. RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES DES INSTALLATIONS CLASSEES	35
PJ N°7. DOCUMENT INDIQUANT LA NATURE, L'IMPORTANCE ET LA JUSTIFICATION DES AMENAGEMENTS DEMANDES	50
PJ N°8. AVIS DU PROPRIETAIRE	52
PJ N°9. AVIS DU MAIRE	54
PJ N°10. ATTESTATION DE DEPOT DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE	56
PJ N°11. JUSTIFICATION DU DEPOT DE LA DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT	58
PJ N°12. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	60
PJ N°13. NATURA 2000	67
PJ N°14. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	70
PJ N°15. RESUME NON TECHNIQUE	72
PJ N°16. ANALYSE COUTS-AVANTAGES	74
PJ N°17. DESCRIPTION DES MESURES PRISES	76
PJ N°18. INSTALLATIONS DE COMBUSTION MOYENNES RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2910	78
PJ N°19. PRESENTATION DU PROJET ET DES STOCKAGES	80
PJ N°20. VALORISATION DES DEJECTIONS ET PLAN D'EPANDAGE	92
PJ N°21. ANNEXES GESTION DES EFFLUENTS	116
PJ N°22. CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DES PRETEURS DE TERRE	135
PJ N°23. ELEMENTS DU MILIEU NATUREL EN LIEN AVEC L'AGRICULTURE	148
PJ N°24. ÉLEMENTS JUSTIFICATIFS DE LA CAPACITE FINANCIERE	158
PJ N°25. AVIS DU SDIS	162
PJ N°26. FICHES DE DONNEES DE SECURITE	165
CONCLUSION	209

INDEX

Figure 1 : Localisation du projet	23
Figure 2 : Plan des abords de l'installation.....	25
Figure 3 : Plan d'ensemble des dispositions projetées	27
Figure 4 : Situation du projet vis-à-vis de la carte communale	31
Figure 5 : Carte A du SAGE Haut Doubs Haute Loue.....	65
Figure 6 : Vue d'ensemble du périmètre du SAGE Haut Doubs Haute Loue	66
Figure 7 : Localisation des sites Natura 2000 vis-à-vis du projet (Source Géoportail)	68
Figure 8 : Carte géologique simplifiée Bians les Usiers.....	98
Figure 9 : Carte géologique simplifiée Septfontaine.....	99
Figure 10 : Ilots du plan d'épandage de Bians les Usiers	155
Figure 11 : Ilots du plan d'épandage de Septfontaine	156

GLOSSAIRE

AE	Animal Equivalent
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CODERST	Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
DDCSPP	Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
DDT	Direction Départementale des Territoires
DOCOB	Document d'Objectifs
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
N	Azote
NH3	Ammoniac
NH4+	Ammonium
P2O5	Phosphore
PC	Permis de Construire
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SAU	Surface Agricole Utile
SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SIREN	Système d'Identification du Répertoire des Entreprises
SPE	Surface Potentiellement Épandable
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
ZPS	Zone de Protection Spéciale
ZSC	Zone Spéciale de Conservation

Chapitre A. CONTEXTE DE LA DEMANDE

A1. LETTRES AU PRÉFET

a) Lettre de demande d'enregistrement

Préfecture du Doubs
Monsieur le Préfet du Doubs
Bureau de l'Environnement
8 bis rue Charles Nodier
25035 BESANCON CEDEX

Objet : Demande d'Enregistrement d'un élevage de porcs à l'engraissement
Commune de BIAN LES USIERS

Références : Code de l'Environnement Livre V, Titre 1er (art. L 512-7 et suivants et art. R 512-46 et suivants)

BIANS LES USIERS, le 27/06/2022

Monsieur le Préfet,

En application du Code de l'Environnement Livre V, Titre 1er (art. R. 512-46 et suivants), nous soussignés,

DEMANDEUR	SAS AGRIPORC FC
Représenté(e) par	Mr Damien GUYOT et Mr Florent JACQUEMIN-VERGUET
Adresse du siège	1 La Cudotte - 25620 LA CHEVILLOTTE
Adresse du projet	85 rue des Trois Fontaines - 25520 BIAN LES USIERS

Avons l'honneur de solliciter l'enregistrement, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, d'un élevage de porcs à l'engraissement sur la commune de BIAN LES USIERS, 85 rue des Trois Fontaines, par extension d'un atelier engraisseur existant. Par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17/07/1969, Les Fils de F. DORNIER (SAS des Moulins de Bians) est autorisée pour une activité d'élevage porcin de 820 animaux-équivalents porcs, sur le même site. En 2015, Les Fils de F. DORNIER (45%) et La Coopérative Franche Comté Élevage (55%) créent SAS AGRIPORC FC, qui est le nouvel exploitant. Du fait des évolutions réglementaires, le site est désormais enregistré pour cette activité.

Le projet permettra de satisfaire la demande d'une production locale de viande de porcs, pour le groupement de producteurs local Franche Comté Élevage via les établissements LES ELEVEURS DE LA CHEVILLOTTE à VALDAHON, dans le département du Doubs, et de valoriser une production céréalière locale. Les effluents produits (lisier de porcs) seront valorisés selon le plan d'épandage réalisé par la Chambre d'agriculture de Bourgogne Franche Comté, sur le parcellaire mis à disposition par 11 prêteurs de terres. Le parcellaire d'épandage est entièrement situé dans le département du Doubs sur les communes suivantes : Bians les Usiers, Chaffois, Chapelle d'Huin, Dommartin, Evillers, Goux les Usiers, Ouhans, Septfontaine, Sombacour, Vuillecin.

Au terme du projet, SAS AGRIPORC FC sera soumise à la réglementation Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour le niveau suivant :

ACTIVITES & RUBRIQUE	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	NIVEAU DU SITE A TERME
Elevage, vente, transit etc. de porcs 2102 - 2a	<p>Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques :</p> <p>1. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3660 (A)</p> <p>2. Autres installations que celles visées au 1 et détenant :</p> <p>a. Plus de 450 animaux-équivalents (E)</p> <p>b. De 50 à 450 animaux-équivalents (D)</p>	1500 AE Enregistrement

Le site du projet est localisé 85 rue des Trois Fontaines sur les parcelles n°8 - Feuille 1 - Section ZC. Le rayon de 1 km autour du site d'élevage s'étend sur les communes suivantes (Cf. PJ n°1 : Carte IGN 1/25.000) : Bians-les-Usiers, Sombacour

Nous joignons à notre présente demande d'enregistrement :

- Le formulaire CERFA n°15679*04, relatif à l'enregistrement d'une ICPE,
- Le descriptif du contexte de la demande avec le tableau récapitulatif des installations et activités classées,
- La description technique de l'atelier élevage de porcs à l'engraissement au terme du projet,
- L'évaluation préliminaire des incidences Natura 2000,
- La conformité de l'exploitation aux prescriptions de l'arrêté-type du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2102 de la nomenclature des ICPE,
- L'articulation du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° de l'article R-522-17,
- Des documents annexes, incluant notamment les plans relatifs à l'élevage et le plan d'épandage.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

Pour SAS AGRIPORC FC, Mr Damien GUYOT et Mr Florent JACQUEMIN-VERGUET



D. GUYOT



F. JACQUEMIN-VERGUET

b) Dérogation d'échelle

Objet : Demande d'Enregistrement d'un élevage de porcs à l'engraissement
Dérogation d'échelle

Références :

- Décret du 20 mai 1953 modifié, relatif à la nomenclature officielle,
- Code de l'environnement paru au journal officiel le 21 septembre 2000.

BIANS LES USIERS, le 27/06/2022

Monsieur le Préfet,

Conformément code de l'environnement Livre V, Titre Ier et aux dispositions de l'article R.512-46-4, nous soussignées,

DEMANDEUR	SAS AGRIPORC FC
Représenté(e) par	Mr Damien GUYOT et Mr Florent JACQUEMIN-VERGUET
Adresse du siège	1 La Cudotte - 25620 LA CHEVILLOTTE
Adresse du projet	85 rue des Trois Fontaines - 25520 BIAN LES USIERS

Avons l'honneur de présenter une demande d'enregistrement pour un élevage de porcs à l'engraissement. Compte-tenu de la nature des bâtiments et de leur longueur, les échelles de plans évoquées dans le code de l'environnement ne sont pas adaptées à une lecture aisée de notre projet. Conformément à l'article précité, nous avons l'honneur de demander à votre autorité une dérogation d'échelle afin de présenter un plan de masse à une échelle plus adaptée à notre situation. Souhaitant que notre demande aboutisse, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

Pour SAS AGRIPORC FC, Mr Damien GUYOT et Mr Florent JACQUEMIN-VERGUET



D. GUYOT



F. JACQUEMIN-VERGUET

A2. FORMULAIRE CERFA N°15679*04

1. Intitulé du projet

Élevage de porcs à l'engraissement

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

SAS AGRIPORC FRANCHE COMTÉ

N° SIRET

80884734700016

Forme juridique

SAS

Qualité du
signataire

Président

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées :

☒

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

0381557050

Adresse électronique

d.guyot@munotenedormer.fr

N° voie

1

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

La Cudotte

Code postal

25620

Commune

LA CHEVILLOTTE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom

MESSANT Stéphane

Société

Franche Comté Elevage

Service

Bâtiment

Fonction

Conseiller

Adresse

N° voie

1

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

La Cudotte

Code postal

25620

Commune

LA CHEVILLOTTE

N° de téléphone

0381557050

Adresse électronique

s.messant@fceleavage.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

85

Type de voie

rue

Nom de la voie

des Trois Fontaines

Lieu-dit ou BP

Code postal

25520

Commune

BIANS-LES-USIERS

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Le projet de SAS AGRIPORC FC consistera en la démolition des bâtiments existant et construction d'un nouveau bâtiment monobloc destiné à répondre aux chartes qualités en place dans la région, mais aussi en ayant des capacités d'adaptation rapides vis-à-vis des nouvelles exigences réglementaires et des consommateurs. Pour pérenniser son exploitation, et répondre au marché, SAS AGRIPORC FC souhaite évoluer de 820 à 1500 places, en regroupant les deux sites historiques de Bians les Usiers et de Septfontaine.

Les porcs seront vendus localement aux ELEVEURS DE LA CHEVILLOTTE à VALDAHON permettant ainsi de répondre une demande locale qualitative LPF, IGP, Label Rouge, Montagne etc...

L'élevage sera conduit dans le respect des cahiers des charges et démarches suivants :

- LPF (Le Porc Français),
- IGP Porc de Franche Comté,
- IGP Saucisse de Morteau,
- IGP Saucisse de Montbéliard,
- Porc Montagne,

Ces démarches, établies avec le groupement de producteurs Franche Comté Élevage, sont basées sur des critères de qualité et de valeur du bien-être animal, d'environnement, d'autonomie, de prise en compte du coût de production dans la rémunération.

SAS AGRIPORC FC a envisagé son projet en raison de la demande locale de production de porcs à l'engraissement. L'atelier élevage de porcs à l'engraissement, composé d'un bâtiment d'élevage et de ses annexes sera situé sur le même site.

Au terme du projet, l'élevage sera exploité conformément à l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n°2102.

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

4.4 Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA) :

Votre projet est-il soumis à une ou plusieurs rubrique(s) relevant de la réglementation IOTA ? Oui ☐ Non ☒

Si oui :

- la connexité de ces IOTA les rend-elle nécessaires à l'installation classée ? Oui ☐ Non ☐

- la proximité de ces IOTA avec l'installation classée est-elle de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ?
Oui ☐ Non ☐

- indiquez la (ou les) rubrique(s) concernée(s) :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (Intitulé simplifié) avec seuil	Identification des Installations, ouvrages, travaux, activités (IOTA)	Régime

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel, sous réserve des aménagements demandés au point 5.2. Ce document devra également permettre de justifier que votre installation soumise à déclaration connexe à votre activité principale fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.
Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il : Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Massif du Jura
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ? <i>[Site répertorié dans l'inventaire BASOL]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? <i>[R.211-71 du code de l'environnement]</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Vallée de la Loue et du Lison : 5.7 km / Bassin du Drugeon : 6.7 km
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'élevage sera approvisionné par le réseau, la consommation annuelle est estimée à 725 m ³ , dont 141 m ³ pour le lavage qui seront collectés via la récupération des eaux pluviales
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les opérations de terrassement pour la construction du bâtiment d'élevage seront génératrices de déblais. Le niveau du bâtiment a été ajusté de façon à limiter au minimum le terrassement et les matériaux excédentaires, qui seront exportés selon des filières spécialisées
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bâtiment est situé à plus de 5 km de la zone Natura 2000 Vallée de la Loue et plus de 6 km de la zone Natura 2000 Vallée du Drugeon Voir PJ n°13

1

Non concerné

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'élevage est concerné par le risque incendie et le risque de pollution accidentelle. Les éléments sont détaillés dans la PJ n°6
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'élevage est concerné par les risques sanitaires, notamment par l'équarrissage et la gestion des effluents Voir PJ n°6 Voir PJ n°19 (19.6.2, 19.6.3) Voir PJ n°20
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?				
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les trafics sont relatifs aux transports d'animaux, aux livraisons d'aliment et à l'épandage des effluents
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?				
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?				
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6
	Est-il concerné par des vibrations ?				

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6, 19 et 20
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments sont détaillés en PJ n°6
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences du projet, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les probables effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement].


9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A

Le

Signature du demandeur



D-60105

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste	

suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions de l'article 229-6 :	
P.J. n°14. - La description :	<input type="checkbox"/>

<ul style="list-style-type: none"> - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures de surveillance prises en application de l'article L. 229-8. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même article sans avoir à modifier son enregistrement 	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :	
P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :	<input type="checkbox"/>
P.J. n°18. - Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du reporting MCP	

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
P.J. n°19 : Présentation du projet et des stockages	<input type="checkbox"/>
P.J. n°20 : Valorisation des déjections et plan d'épandage	<input type="checkbox"/>
P.J. n°21 : Annexes gestion des effluents	<input type="checkbox"/>
P.J. n°22 : Conventions de mise à disposition des prêteurs de terre	<input type="checkbox"/>
P.J. n°24 : Eléments justificatifs de la capacité financière	<input type="checkbox"/>
P.J. n°25 : Avis du SDIS / P.J. n°26 : Fiches de données de sécurité	<input type="checkbox"/>

Chapitre B. PIECES JOINTES

PJ N°1. Carte au 1/25 000 de l'environnement

Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée

[1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

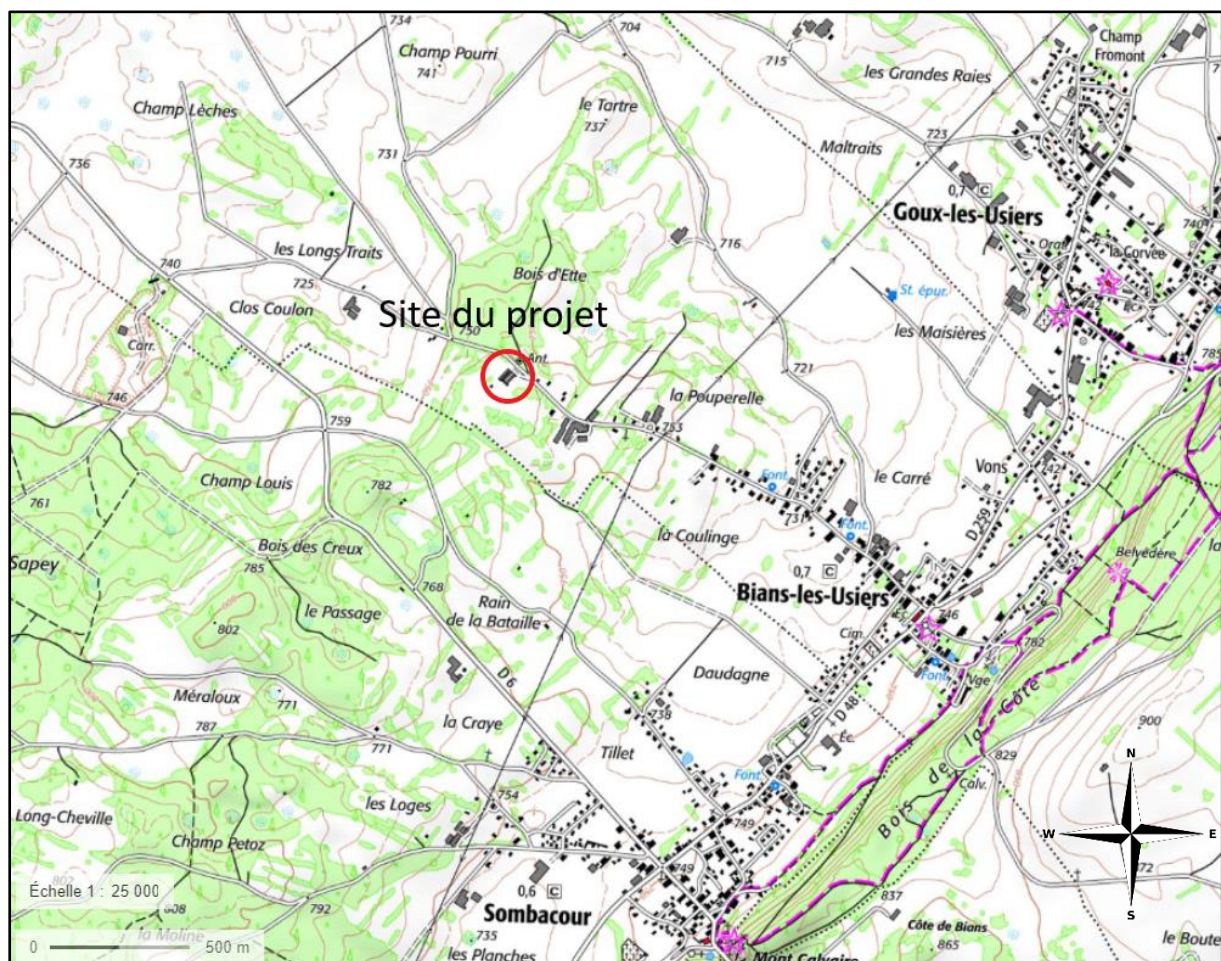


Figure 1 : Localisation du projet

Source : Géoportail

PJ N°2. Plan des abords de l'installation à l'échelle de 1/2 500

Plan des abords de l'installation à l'échelle de 1/2 500

[2° de l'art. R.512-46-4 du code de l'environnement]



Figure 2 : Plan des abords de l'installation

Source : Géoportail

PJ N°3. Plan d'ensemble à l'échelle de 1/500

Plan d'ensemble à l'échelle de 1/500

[3° de l'art. R.512-46-4 du code de l'environnement]

Nous demandons à déroger à la règle des 1/200 et présentons un plan à l'échelle 1/500 afin d'avoir une vue d'ensemble du projet.



Figure 3 : Plan d'ensemble des dispositions projetées

PJ N°4. Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols

Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols

[4° de l'art. R.512-46-4 du code de l'environnement]

La commune de BIANs LES USIERS est en carte communale.
Le projet est situé en zone A (Agricole), spécialement protégée pour l'activité agricole.
Le projet se situe à plus de 750 mètres au Nord Ouest de la dernière limite de zone constructible

Stéphane MESSANT

De: Mairie de Bians <secretariat@mairie-bianslesusiers25.fr>
Envoyé: lundi 19 septembre 2022 15:39
À: Stéphane MESSANT
Objet: RE : PROJET PORCHERIE BIANs
Pièces jointes: IMG_20210331_114659_241.jpg

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour Monsieur,

Voici la carte communale approuvée en octobre 2006, la porcherie est en dehors de la carte communale

Vous en souhaitant bonne réception pour le reste de vos questions ma collègue de la cca800 répondra dans la journée

je vous souhaite une belle suite d'après midi

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugeriez utile.

Cordialement
Coralie

MAIRIE DE BIANs LES USIERS
7 ROUTE DU VAL
25520 BIANs LES USIERS
Tél 0381382030
mairie.bianslesusiers@wanadoo.fr

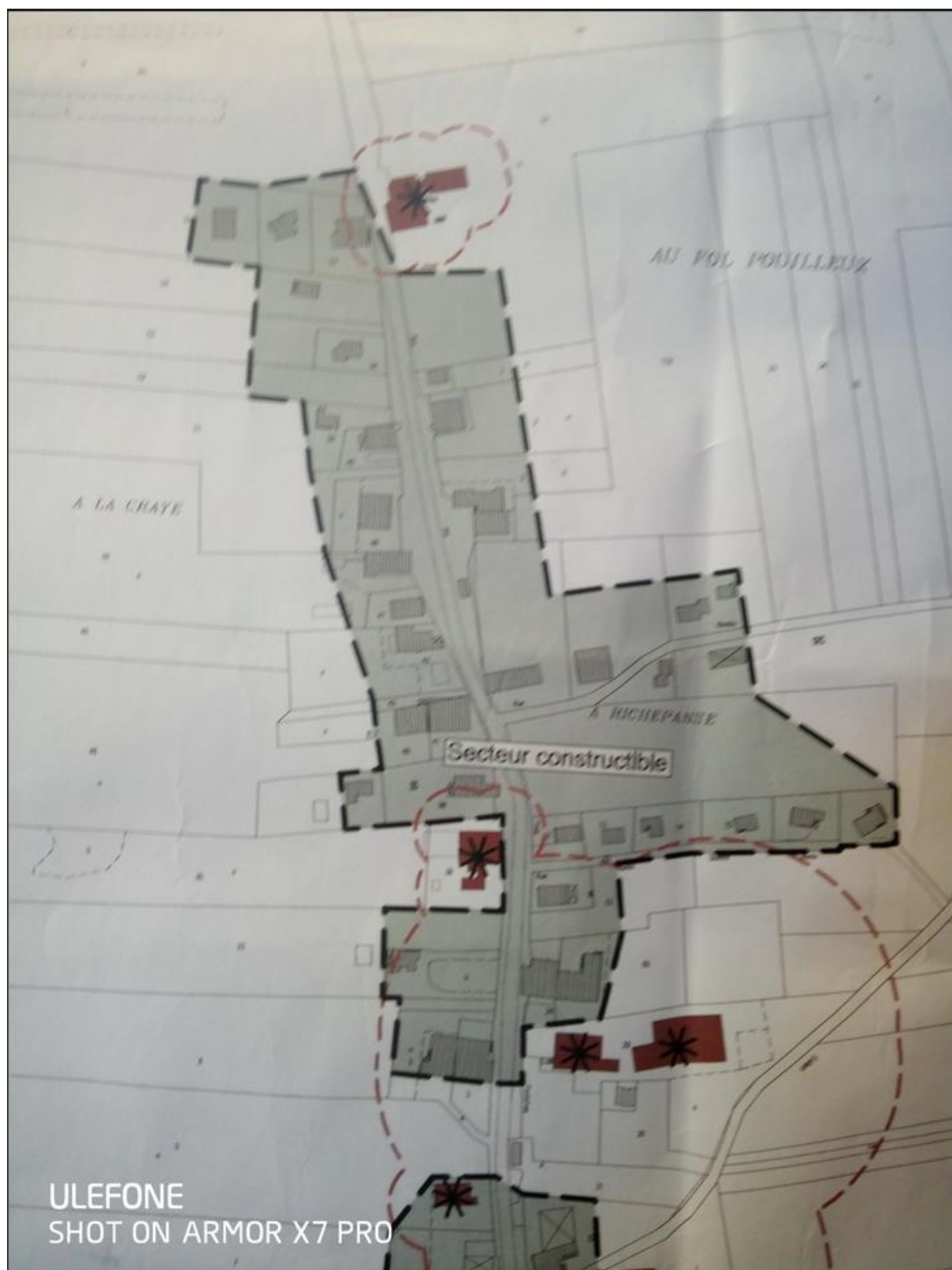




Figure 4 : Situation du projet vis-à-vis de la carte communale

PJ N°5. Description des capacités techniques et financières

Une description des capacités techniques et financières mentionnées
à l'article L. 512-7-3 dont le pétitionnaire dispose

[7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

5.1. Capacités techniques

Les capacités techniques de SAS AGRIPORC FC reposent d'une part sur l'expérience et d'autre part sur la qualification des associées.

5.1.1. Savoir-faire

La porcherie de Bians-les-Usiers est exploitée depuis 1969 par M. Pierre DORNIER, alors gérant de la SARL Les Fils de F. DORNIER

La production de porcs a permis de satisfaire la demande d'une production locale de porcs pour le groupement de producteurs Franche Comté Élevage, notamment en filières IGP Porc de Franche Comté, Saucisse de Morteau et Saucisse de Montbéliard.

Compte-tenu de la vétusté du bâtiment existant, qui est d'ailleurs en arrêt de production depuis fin 2020, et compte tenu de la croissance de la demande, SAS AGRIPORC FC envisage désormais le développement de l'activité par la reconstruction de l'atelier d'engraissement.

Les méthodes de travail et les protocoles pratiqués actuellement sont issus de l'expérience que les exploitants ont développée. Ce savoir-faire contribuera à la réussite du projet pour la performance de l'élevage futur, permettant d'obtenir de bons résultats techniques et économiques.

SAS AGRIPORC FC est également épaulé par un réseau de professionnels et de conseillers techniques, garantissant la conduite de l'élevage dans les meilleures conditions.

5.1.2. Personnel

Pour gérer l'ensemble des tâches au quotidien, SAS AGRIPORC FC pourra s'appuyer sur les qualifications de

- Thomas DORNIER, titulaire d'un BTS Production Animale en 1995, ayant travaillé dans deux maternités collectives de la région pendant plusieurs années, et responsable technique des établissements de SAS AGRIPORC FC depuis plus de 15 ans
- Michel CRETIN, agriculteur, intervenant au quotidien sur les établissements de SAS AGRIPORC FC depuis 3 années

5.2. Capacités financières

Afin d'optimiser la gestion financière du projet, SAS AGRIPORC FC a su s'entourer de prestataires compétents.

Le partenaire bancaire de l'élevage est le suivant :

Crédit Agricole Franche Comté - Agence Besancon Entreprises
25000 BESANCON

Concernant la gestion économique, l'exploitation bénéficie des conseils du cabinet d'experts comptables :

Gilles ROY

Cabinet ACTIS

25660 SAONE

Le Centre de gestion et le partenaire bancaire de SAS AGRIPORC FC ont analysé la pertinence économique du projet sur la base des résultats réalisés par l'exploitation. Ils retiennent que les résultats historiques de l'exploitation démontrent la capacité à générer du revenu avec l'activité d'élevage et n'émettent pas d'objection à la réalisation du projet d'extension. Les documents fournis démontrent la viabilité économique du projet.

L'investissement sera couvert par concours bancaire et par mobilisation de fonds propres d'exploitation.

Les pièces justificatives sont présentées en PJ N°24

PJ N°6. Respect des prescriptions générales des installations classées

Respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé
des installations classées applicables à l'installation

[8° de l'art. R.512-46-4 du code de l'environnement]

L'élevage de SAS AGRIPORC FC doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013. Le tableau ci-dessous reprend chaque article et indique la compatibilité du projet :

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
Article 1	Le projet consiste à passer de 820 à 1500 Animaux-Equivalents, soit une augmentation de 680 Animaux-Equivalents. Avec moins de 2000 places de porcs charcutiers et moins de 750 porcs reproducteurs, l'élevage n'est pas classé IED et est soumis au régime de l'enregistrement. Il doit répondre aux prescriptions techniques de l'arrêté du 27 décembre 2013 (voir CERFA en début de dossier)
Article 2 : Définitions	
Article 3 : Conformité de l'installation	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations
Article 4 : Dossier Installation classée	L'exploitant tient à disposition de l'administration tous les documents permettant de justifier la conformité aux prescriptions techniques : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des animaux, - le registre des risques - les plans des réseaux, - le plan d'épandage, - le cahier d'épandage, - les bons d'enlèvements d'équarrissage.
Article 5 : Implantation	Sur le site d'élevage, les bâtiments et leurs annexes actuels sont implantés à une distance de plus de : <ul style="list-style-type: none"> - 200 m des zones de baignades : aucun lieu public de baignade n'est recensé dans le voisinage proche. - 500 m des zones conchyliques : aucun site de ce type n'est recensé dans le voisinage proche. - 50 m des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture sur un linéaire d'un kilomètre de long : aucun site de ce type n'est recensé dans le voisinage proche - 35 m des puits et des forages : les points d'eau les plus proches sont un étang situé à plus de 1200 m au Nord Est et un étang situé à plus de 1520 m au Sud Est du bâtiment en projet. - 100 m des habitations tiers : le premier tiers est situé à 175 m des bâtiments

Articles 6 : Intégration dans le paysage



En matière de choix d'architecture, les bâtiments et annexes en projet présenteront :

- Une volumétrie sobre, typique des bâtiments agricoles,
- Des hauteurs réduites au minimum du volume nécessaire à l'utilisation du bâtiment,
- Des couleurs dans les tons de gris, beige.
- Des arbres sont déjà existants à l'entrée du site, le long du chemin d'accès, limitant l'impact sur le paysage. Ces derniers seront laissés en place.

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
	<p>L'isolement du site est un atout sur cet aspect. Par ailleurs, la visibilité depuis les tiers est limitée par la présence de haies arbustives et d'arbres, encadrant l'exploitation. Depuis le hameau situé à l'Est, la visibilité est nulle du fait de la présence de nombreux bois et bosquets autour du site qui favorisent également l'intégration paysagère.</p> <p>Outre ces dispositions, le site sera régulièrement entretenu.</p>
Article 7 : Infrastructures agro écologiques	<p>Le projet prévoit une nouvelle construction sur la même emprise que les bâtiments existants.</p> <p>Les aires de circulation ainsi que les abords des bâtiments sont maintenus propres et entretenus en permanence.</p> <p>L'élevage est entouré de végétation masquant la visibilité vis-à-vis des tiers et des axes routiers.</p> <p>Le tiers le plus proche est situé à 175 mètres</p> <p>SAS AGRIPORC FC ne prévoit pas de destruction de talus ni d'abattage d'arbre.</p> <p>Globalement, les éleveurs maintiennent les infrastructures agro-écologiques existantes qui touchent à leur exploitation.</p>
Article 8 : Localisation des risques	<p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion est joint avec la localisation de l'armoire électrique (<i>Voir pièce n°3 : plan d'ensemble au 1/500ème</i>). Il n'y a pas de gaz ni de fioul sur l'exploitation.</p>
Article 9 : État des stocks de produits dangereux	<p>Les fiches de données de sécurité seront disponibles pour les différents produits dangereux disponibles sur l'exploitation.</p>
Article 10 : Propreté de l'installation	<p>L'entretien des locaux et des abords de l'exploitation est assuré par les pétitionnaires et leurs salariés.</p> <p>Les bâtiments sont maintenus en parfait état d'entretien et de propreté afin d'éviter l'accumulation de matières dangereuses, polluantes et de poussières.</p>
Article 11 : Aménagement	<p>Les fondations et le terrassement des bâtiments sont réalisées avec soin, de manière à faire reposer les bâtiments sur un sol dur. L'ensemble de la surface terrassée, devant accueillir le bâtiment est empierré sur une épaisseur de 10 à 15 cm.</p> <p>Le fond des préfosse est en béton armé, dosé à 350 kg, d'environ 12 cm d'épaisseur. La dalle se prolonge sous les murs, en un débord léger vers l'extérieur du bâtiment. Les murs des préfosse sont et seront réalisés en béton banché et armé d'un treillis soudé.</p>

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
	<p>Le sol sur lequel les porcs sont et seront installés est réalisé par un ensemble de caillebotis, qui repose sur un système de poutre et de poteaux en béton armé. L'élévation des bâtiments d'élevage est réalisée en panneaux béton gris.</p> <p>Les stockages de déjections existants sont bâtis (avant le 1^{er} juin 2005) sur des fondations stables reposant sur un substrat dur, imperméable qui ne fissure pas. Les fosses béton sont réalisées en matériau étanche selon les normes en vigueur.</p> <p>Afin de détecter d'éventuelles fuites et pour prévenir tout risque d'accumulation d'eau sous les fosses, un réseau de drains et regards de contrôle est disposé en périphérie avec un exutoire vers le milieu naturel des fosses les plus récentes. Le pétitionnaire vérifie régulièrement ce regard.</p> <p>Les canalisations lisier et le réseau eaux pluviales sont séparés.</p> <p>Les fosses et pré fosses sont couvertes, il n'y a pas de risque de chute. Les regards d'accès aux prés fosses ainsi que le regard de contrôle des drains sont également fermés par un couvercle.</p> <p>La capacité de stockage nécessaire est établie à partir du temps de présence des animaux dans les bâtiments, de la nature de l'effluent d'élevage et permet de respecter les périodes d'interdiction d'épandage et de la gestion des épandages. Le temps de stockage des déjections produites sur cette exploitation permet d'adapter l'épandage en fonction des aléas climatiques et des besoins des cultures (Voir pièce n°18 : Présentation du projet et des stockages).</p>
Article 12 : Accessibilité	<p>L'installation disposera d'un accès permanent existant depuis le chemin « Au Village » accessible par la rue des Trois Fontaines depuis Bians-Les-Usiers. Ce chemin, de 4m de large permettra l'intervention des services d'incendie et de secours. Les voies de circulation sur le site sont stabilisées pour permettre l'accès des camions et leurs manœuvres.</p>
Article 13 : Moyens de lutte contre l'incendie	<p>➤ MOYENS INTERNES D'INTERVENTION</p> <p>Pour la défense incendie, le site sera équipé de plusieurs extincteurs, adaptés à la nature du risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 extincteur CO2 de 2 à 6 kg dans le local technique à proximité de l'armoire électrique, • 2 extincteurs à eau pulvérisée répartis à chaque extrémité du bâtiment, <p>Ces extincteurs seront mis en place et contrôlés régulièrement par un prestataire agréé.</p> <p>La vanne de coupure d'électricité sera installée à l'entrée du bâtiment, dans un boîtier identifié sous verre dormant.</p> <p>Les consignes en cas d'urgence seront affichées près de l'entrée du bâtiment.</p>

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet								
	<p>➤ MOYENS EXTERNES D'INTERVENTION</p> <p>Le centre d'intervention le plus proche est le suivant :</p> <table border="1" data-bbox="689 316 1899 504"> <tr> <td>Localisation</td><td>Centre de Première Intervention du Val d'Usiers, 3 Pl. du Général Lonchamp, 25520 Sombacour</td></tr> <tr> <td>Coordonnées téléphoniques</td><td>Appel d'urgence : 18</td></tr> <tr> <td>Distance centre d'intervention- site</td><td>3 km</td></tr> <tr> <td>Temps d'intervention</td><td>Environ 5 min (indicatif)</td></tr> </table> <p>Afin d'assurer la défense incendie du site, une réserve incendie de 90 m³ permettant d'assurer un débit de 90m³/h pendant 1 heures est sera présente à l'entrée du site. (Voir avis en SDIS en pièce n°25)</p>	Localisation	Centre de Première Intervention du Val d'Usiers, 3 Pl. du Général Lonchamp, 25520 Sombacour	Coordonnées téléphoniques	Appel d'urgence : 18	Distance centre d'intervention- site	3 km	Temps d'intervention	Environ 5 min (indicatif)
Localisation	Centre de Première Intervention du Val d'Usiers, 3 Pl. du Général Lonchamp, 25520 Sombacour								
Coordonnées téléphoniques	Appel d'urgence : 18								
Distance centre d'intervention- site	3 km								
Temps d'intervention	Environ 5 min (indicatif)								
Article 14 : Installations électriques et techniques	<p>Le Tableau Général Basse Tension se trouve dans le local technique du bâtiment P1. (cf figure 3)</p> <p>Les branchements principaux sur le site d'élevage sont équipés de prises de terre. Les installations électriques sont équipées de disjoncteurs différentiels.</p> <p>Les machines et les équipements électriques sont protégés et en bon état, suivant les moyens de sécurité répondant à la législation du code du travail.</p> <p>En cas de panne, l'éleveur intervient pour des réparations simples, et fait appel à leur électricien agréé pour des travaux plus importants.</p> <p>Ayant des salariés, les installations électriques et techniques sont vérifiées tous les ans par la société DS Contrôle.</p> <p>Le décret 2001-1016 rend obligatoire pour les employeurs la tenue d'un document concernant les risques professionnels, dit "document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des salariés". Ce document fait état des risques générés par les travaux exécutés dans l'exploitation ainsi que les mesures existantes ou à venir pour prévenir ou supprimer ces risques. Il sera à réaliser et à mettre à jour régulièrement. En plus de ce document unique, la société dispose des Fiches de Données de Sécurité des produits dangereux utilisés.</p>								

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet										
Article 15 : Dispositif de rétention	<p>Les substances inflammables, produits toxiques ou dangereux utilisées dans l'élevage sont les suivantes et sont stockées dans des conditions sécurisées, de manière à éviter tout risque de déversement accidentel :</p> <ul style="list-style-type: none">- Détergent : DECAPSANE, désinfectant : TH5, souricide : RODILLON, insecticide : QUICK BAYT (Fiches de données de sécurité en PJ N°26)- Stockage en quantité réduite au strict minimum des besoins de l'élevage,- Stockage associé à des bacs de rétention correctement dimensionnés,- Stockage des produits de nettoyage dans une armoire fermée, dans le bâtiment P1.- Stockage des produits vétérinaires dans une armoire fermée et/ou dans des frigos, dans le bâtiment P1.										
Article 16 : Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE, zones vulnérables	La compatibilité avec le SDAGE, le SAGE et les programmes d'actions directives nitrates est expliquée ci-après en pièce n°12.										
Article 17 et 18 : Prélèvement d'eau et ouvrages de prélèvements	<p>➤ PROTECTION DE L'APPROVISIONNEMENT</p> <p>L'approvisionnement du site en eau sera réalisé par le réseau d'adduction publique. L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur qui sera relevé mensuellement.</p> <p>Afin de garantir la préservation de la qualité d'adduction publique, un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour sera installé.</p> <p>➤ RÉCUPÉRATION DES EAUX PLUVIALES</p> <p>Les eaux pluviales de la toiture seront collectées. Ces eaux pluviales serviront au nettoyage des installations. Un circuit séparatif d'alimentation en eau sera installé</p> <p>➤ MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION</p> <p>La consommation annuelle d'eau sera la suivante au terme du projet :</p> <table><tr><th>Abreuvement des animaux</th><th>Nettoyage des bâtiments</th><th>Eaux des S.A.S. sanitaires</th><th>Brumisation</th><th>Consommation totale</th></tr><tr><td>550 m3</td><td>141 m3</td><td>30 m3</td><td>4 m3</td><td>725 m3</td></tr></table> <p>Soit un prélèvement maximum dans le réseau public de 2m3 par jour.</p>	Abreuvement des animaux	Nettoyage des bâtiments	Eaux des S.A.S. sanitaires	Brumisation	Consommation totale	550 m3	141 m3	30 m3	4 m3	725 m3
Abreuvement des animaux	Nettoyage des bâtiments	Eaux des S.A.S. sanitaires	Brumisation	Consommation totale							
550 m3	141 m3	30 m3	4 m3	725 m3							

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
	<p>L'abreuvement des animaux constituera la principale source de consommation d'eau (76 % de la consommation annuelle totale en eau).</p> <p>Afin de limiter les consommations d'eau, 141 m³ d'eaux pluviales serviront au nettoyage des installations, la distribution d'eau pour l'abreuvement sera assurée par des pipettes, situées au-dessus des auges, avec réglage de pression, permettant de limiter le gaspillage d'eau.</p> <p>Un compteur volumétrique en tête de réseau permettra de tenir à jour un registre des consommations. Une consommation d'eau anormalement élevée sera ainsi rapidement détectée ; les mesures de réparation seront mises en œuvre dans les meilleurs délais. L'installation de brumisation sur le quai d'embarquement fera l'objet de contrôles visuels réguliers, réduisant au minimum les consommations.</p> <p>CONCLUSION SUR LA PROTECTION DE L'APPROVISIONNEMENT ET LA MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION</p> <p>Les consommations d'eau sur le site seront nécessaires aux besoins vitaux des animaux et à la maîtrise des conditions sanitaires de l'élevage. Ces consommations seront réduites au minimum des besoins.</p>
Article 19 : création ou cessation de forage	Non concerné
Article 20 : Parcours extérieurs des porcs	Non concerné
Article 21 : Parcours extérieurs des volailles – article sans mesures réglementaires)	Non concerné
Article 22 : Pâturage des bovins	Non concerné

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
Article 23 : Effluents d'élevage	L'élevage n'est pas situé en zone vulnérable (voir pièce n°19 : présentation du projet et des stockages). La capacité de stockage permet d'adapter les épandages aux périodes des besoins des cultures et aux différents types de sol, en fonction des aléas climatiques, permettant de limiter les risques de lessivage et de ruissellement. Aucun effluent n'est rejeté vers les eaux souterraines. (Voir plan des réseaux des effluents sur le plan de masse en pièce n° 3)
Article 24 : Rejet des eaux pluviales	Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales qui seront stockées et utilisées pour le nettoyage. Le surplus échant sera évacué vers le milieu naturel afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.
Article 25 : Eaux souterraines	Aucun effluent n'est rejeté vers les eaux souterraines
Article 26 : traitement des effluents	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement
Article 27-1 : Épandage généralités	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 27-2 : Plan d'épandage	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 27-3 : Interdictions d'épandage et distances	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 27-4 : Dimensionnement du plan d'épandage	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 27-5 : Délais d'enfouissement	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 28 : Stations ou équipements de traitement	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement
Article 29 : Compostage	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement
Article 30 : Site de traitement spécialisé	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
Article 31 : Odeurs, gaz, poussières	<p>LIMITATION DES POUSSIÈRES</p> <p>➤ TRAFFIC Le chemin d'accès au bâtiment sera stabilisé et régulièrement nettoyé permettant d'éviter l'émission de poussières ou le dépôt de boue sur la voie publique dus à la circulation des véhicules. Il permettra l'accès aux bâtiments. Le reste des abords du bâtiment sera immédiatement remis en herbe après les travaux de construction.</p> <p>➤ POUSSIÈRES DANS LE BÂTIMENT Afin de limiter les poussières à la source, plusieurs mesures sont envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'élevage sera effectué exclusivement en enceinte close, - La conception de l'élevage a été prévue pour éviter la production de poussières, l'encrassement, le mauvais fonctionnement ou la détérioration du matériel qui équipe les bâtiments existants et qui équipera l'extension en projet, - L'aliment, sous forme de soupe, limite grandement le dégagement de poussière, - Les activités d'exploration des porcs et leurs déplacements s'effectuent au ras du sol, au niveau des parois pleines sur les 4 côtés du box, limitant les émissions de poussières hors des bâtiments, - La circulation sur le site sera effectuée sur des voies stabilisées et la vitesse limitée à 15 km/h pour limiter l'envol de poussières. - L'entretien régulier du site et des abords évitera toute accumulation de poussière. - La densité d'élevage sera maîtrisée. <p>GESTION DES ÉMANATIONS GAZEUSES</p> <p>➤ MOYENS DE LIMITATION DES ÉMISSIONS GAZEUSES D'ÉLEVAGE Plusieurs facteurs tendront à limiter les émanations gazeuses liées à la respiration des animaux en sortie du bâtiment d'élevage et du lisier, responsables des odeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dilution des rejets grâce à la ventilation dynamique dans l'ensemble des bâtiments porcins extrayant de gros débits d'air, - Site d'élevage éloigné des premiers tiers.

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
	<p>GESTION DES ÉMISSIONS OLFACTIVES</p> <p>➤ ACTIVITÉS D'ÉLEVAGE</p> <p>Les nuisances olfactives dégagées par un élevage porcin sont exclusivement liées aux émanations gazeuses issues de la respiration des animaux et des déjections.</p> <p>Outre les moyens de limitation des émanations gazeuses précités limitant les émissions olfactives, leur réduction repose également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le maintien de bâtiments propres, - Sur le retrait rapide des cadavres : retrait immédiat d'un cadavre, reprise par l'équarrisseur dans les 24H, - Sur une ventilation centralisée des salles d'élevage, - Sur la conception et le fonctionnement de la fosse à lisier qui est couverte. <p>➤ ACTIVITÉS D'ÉPANDAGE DES LISIERS</p> <p>Les émanations potentielles liées à l'épandage du lisier sont limitées par plusieurs facteurs reposant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le volume global d'effluents à épandre réduit - Pour les opérations d'épandage de lisier, SAS AGRIPORC FC sera attentive à ne pas intervenir lors d'évènements venteux marqués ou sur ilot dont les tiers d'habitation voisins seraient sous les vents dominants. - L'épandage des lisiers réalisé par les prêteurs de terre qui disposent d'un matériel adapté <p>CONCLUSION SUR LA GESTION DES EMISSIONS DANS L'AIR</p> <p>La production de poussières par les activités quotidiennes de l'établissement a été étudiée pour être minimum, et compte tenu des mesures mises en place, elle ne provoquera pas de nuisances pour le milieu environnant. Les nuisances olfactives et les rejets gazeux dans l'atmosphère liés aux unités d'élevage et à l'épandage seront limités au maximum.</p> <p>Par ailleurs, l'éloignement physique important du site aux tiers (175 m pour le plus proche) apporte une garantie supplémentaire d'absence d'impact sur le voisinage.</p>

Arrêté ministériel**Compatibilité avec le projet****Article 32 : Bruit****ACTIVITÉS D'ÉLEVAGE**

Le matériel qui équipera le bâtiment d'élevage en projet a été étudié pour être le moins bruyant possible :

- La distribution de l'alimentation est exclusivement réalisée à l'intérieur des bâtiments,
- Le bruit est d'autant plus perceptible que la ventilation est forte et cette dernière est fonction de la température extérieure. Ainsi, elle est minimum en hiver. En été, elle fonctionne de façon plus importante, pour rafraîchir l'ambiance interne, mais dès le coucher du soleil, la température chute et les besoins sont réduits,
- Durant les opérations de nettoyage en fin de bande, l'utilisation de nettoyeurs haute pression sera génératrice d'émissions sonores. Cette opération sera effectuée dans le bâtiment fermé.

Les animaux étant élevés en bâtiment, les bruits qu'ils émettront ne seront pas perceptibles de l'extérieur.

LIMITATION DES NUISANCES SONORES PAR UN SITE ÉLOIGNÉ DES TIERS D'HABITATION

Le document technique « Analyse de l'étude d'impact d'une installation classée d'élevage », publié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, précise les atténuations sonores constatées en fonction de l'éloignement, pour des sources linéaires et ponctuelles :

Distance à la source sonore	Atténuation sonore constatée	
	Source linéaire (bâtiment, animaux, groupe de ventilateurs)	Source ponctuelle (moteur, pompe, etc.)
50 m	11 dB A	14 dB A
100 m	17 dB A	20 dB A
200 m	23 dB A	26 dB A
300 m	26,5 dB A	29,5 dB A

Le tiers le plus proche étant localisé à 175 m du bâtiment d'élevage, l'atténuation des nuisances sonores sera proche de 23 dB (A) pour une source de bruit linéaire, supprimant toute nuisance significative.

Arrêté ministériel**Compatibilité avec le projet****VIBRATIONS MÉCANIQUES**

Sur le site d'élevage, les vibrations mécaniques seront émises par le nettoyeur haute pression. Ces vibrations seront limitées du fait que ces équipements seront employés à l'intérieur du bâtiment, uniquement lors de la mise en place d'une nouvelle bande.

La circulation de tracteurs et camions induites par l'activité d'élevage sera également sources de vibrations. L'impact sera néanmoins négligeable au vu des faibles fréquences de passage (1,1 véhicule par jour en moyenne) et de l'éloignement des habitations tiers (la plus proche à 175 m du bâtiment d'élevage).

BESOINS	MODE DE TRANSPORT	NOMBRE VEHICULES/AN
Livraison aliment	Véhicules poids lourd	52
Reprise équarrisseur	Véhicule poids lourd	25
Lisier	Tonne 15 m3	283
Transport porcs	Véhicule poids lourd	52
TOTAL		412

CONCLUSION SUR LA MAÎTRISE DU BRUIT

Limité au maximum pour assurer une parfaite ambiance aux animaux, affectant surtout l'intérieur des bâtiments, le bruit engendré par l'élevage n'entraînera pas de gêne significative pour le voisinage.

Les valeurs d'émergences sonores de l'arrêté du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne seront donc pas atteintes.

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
<p>Déchets et sous-produits animaux (Articles 33 à 35)</p>	<p>EQUARRISSAGE</p> <p>Chaque jour, l'éleveur visite les bâtiments d'élevage. En cas de mortalité d'un porc, l'exploitant enlève le cadavre directement du bâtiment et l'entrepasse sur une plateforme spécifique pour l'équarrissage dont l'intervention est immédiatement demandée. La plateforme est située à proximité de l'entrée du site. Sa localisation permettra un retrait efficace des animaux.</p> <p>Le service d'équarrissage procède à l'enlèvement des cadavres sur le site à la demande de l'exploitant dans les 48h, il est assuré par SECANIM (Doubs)</p> <p>COLLECTE ET ÉVACUATION DES DÉCHETS VÉTÉRINAIRES</p> <p>L'exploitant stocke les déchets tranchants/piquants dans une boîte prévue à cet effet, qui sont collectés par le vétérinaire pour élimination auprès d'une filière autorisée.</p> <p>COLLECTE ET ÉVACUATION DES DÉCHETS DIVERS</p> <p>Les déchets d'emballages sont produits en très faible quantité et sont triés selon leur nature. Ces déchets sont emmenés à la déchetterie communale.</p> <p>Les opérations de nettoyage en fin de bande sont productrices de déchets, à savoir les contenants des produits d'entretien. Ces contenants, après utilisation, sont valorisés via la filière ADIVALOR, spécialisée pour ce type de collecte, et favorisant une agriculture durable.</p> <p>GESTION DES DÉCHETS EN PHASE TRAVAUX</p> <p>Les opérations de terrassement pour la construction du bâtiment d'élevage seront génératrices de déblais. Le niveau du bâtiment a été ajusté de façon à limiter au minimum le terrassement et les matériaux excédentaires. Les déchets produits lors des travaux seront triés et stockés selon leur type sur le site. Ils seront ensuite exportés selon des filières spécialisées.</p>

Arrêté ministériel	Compatibilité avec le projet
	<p>CONCLUSION SUR LA GESTION DES DECHETS</p> <p>Les déchets produits sur le site seront triés et évacués selon les filières adaptées à leur nature.</p>
Article 36 : Parcours et pâturage pour les porcins	Non concerné
Article 37 : Cahier d'épandage	Les mesures prises au niveau de l'épandage sont expliquées ci-après en pièce n°20
Article 38 : Stations ou équipements de traitement	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement.
Article 39 : Compostage	Les déjections de l'exploitation sont valorisées directement en plan d'épandage sans traitement.
Article 40	Exécution
Article 41	Exécution

Tableau 1 : Compatibilité du projet avec l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013

PJ N°7. Document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés

Si sollicitation d'aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L512-7 applicables à l'installation :

Document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés

[Art. R.512-46-5 du code de l'environnement]

Aucune demande d'aménagement de prescriptions n'est nécessaire mentionnée à l'art. R. 512-46-5 du code de l'environnement.

PJ N°8. Avis du propriétaire

Si projet sur un nouveau site :
Avis du propriétaire sur la remise en état du site lors de l'arrêt
définitif de l'installation

*[1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R.512-6
du code de l'environnement]*

Aucun avis du propriétaire car le projet se fera sur un site existant.

PJ N°9. Avis du maire

Avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur la remise en état du site lors de l'arrêt définitif de l'installation

[1° du I de l'art. 4 du décret n°2014-450 et le 7° du I de l'art. R.512-6 du code de l'environnement]

Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur

Aucun avis du maire car le projet se fera sur un site existant.

PJ N°10. Attestation de dépôt de la demande de permis de construire

Justification du dépôt de la demande de permis de construire

[1° de l'art. R.512-46-6 du code de l'environnement]

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager¹

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

• **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

• **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux² après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.
- Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

• **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

2 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 2020 06 20 22
déposée à la mairie le : 28.06.2022
par : Monsieur Guyot

fera l'objet d'un permis tacite³ à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



3 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

¹ Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

PJ N°11. Justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement

Justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement

[2° de l'art. R.512-46-6 du code de l'environnement]

Le site d'implantation étant non boisé, aucune autorisation de défrichement n'est nécessaire mentionnée au 2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement.

PJ N°12. Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

Éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants :

[9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement

12.1. Compatibilité du projet avec plans et schémas

La compatibilité de ce projet avec les différents plans, schémas, programmes et autres documents de planification mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R. 122-17, ainsi que les mesures fixées par les arrêtés en application de ces plans le cas échéant (prévus à l'article R. 222-36) ont été étudiés. Le tableau suivant synthétise la compatibilité du projet avec ces plans et schémas menée dans les points suivants :

Plans, schémas, programmes et documents de planification existants mentionnés à l'article R. 122-17	Projet concerné (Oui / Non)	Dispositions prises dans le cadre du projet
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L.212-1 et L.212-2 du code de l'environnement	Oui	Le projet est situé dans le secteur du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône–méditerranée. Les objectifs de ce SDAGE ainsi que la comptabilité du projet avec ces objectifs sont étudiés ci-après.
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	Oui	Le projet est concerné par le SAGE Haut Doubs- Haute Loue. Les objectifs de ce SAGE ainsi que la comptabilité du projet avec ces objectifs sont étudiés ci-après.
Schéma régional des carrières mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	Non	Sans objet au regard de l'activité du futur établissement
Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	Non	
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	Non	
Plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	Non	
26° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non	Le projet ne se situe pas dans une zone classée vulnérable
27° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non	

Tableau 2 : Compatibilité du projet avec les Plans/Schémas/Programmes mentionnés à l'article R.122-17

12.2. Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE

Le projet est situé dans le secteur du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-méditerranée et dans le secteur du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Haut-Doubs-Haute-Loue (sous bassin versant du Drugeon).

La loi sur l'eau n° 92-3, du 03 janvier 1992, pose le principe que l'eau fait partie du patrimoine commun et que sa protection est d'intérêt général. La gestion de l'eau et des milieux naturels aquatiques est définie par les SDAGE et les SAGE. Le Comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, auquel est rattaché l'ensemble du territoire de la Franche-Comté, a défini un SDAGE unique pour la région. Le SDAGE Rhône-méditerranée et la directive cadre sur l'eau (DCE) ont fixé un plan d'action pour la période 2016-2021 dans lequel 9 orientations fondamentales (appelé OF) traite les grands enjeux de la gestion de l'eau. Le SAGE Haut-Doubs-Haute-Loue est un document de planification localisé au niveau des sous bassin qui intègre les objectifs du SDAGE et de la DCE.

Le projet de SAS AGRIPORC FC est compatible aux orientations fondamentales du SDAGE Rhône-méditerranée :

OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique

Les effets de cette orientation découlent des mesures prises dans les autres orientations fondamentales :

- Bâtiment d'élevage isolé et équipements modernes permettant des réductions de consommation énergétique,
- Elevage en bâtiment favorable à une consommation optimale d'intrants notamment en termes d'aliments,
- Pratiques d'élevages (alimentation) permettant de réduire les rejets,
- Fosse couverte limitant les rejets dans l'atmosphère et supprimant la collecte d'eaux pluviales dans les fosses,
- Valorisation des effluents permettant une substitution d'engrais minéraux.

OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

Cette orientation vise à mettre en place des pratiques respectueuses de l'environnement en agriculture par :

- Le stockage des effluents dans les fosses à lisier. Ainsi, il n'y a donc aucun rejet vers le milieu naturel au niveau de la porcherie,
- L'élimination dans le plan d'épandage des sols ayant un mauvais pouvoir épurateur,
- L'épandage des effluents se fait sur les surfaces exploitées en prairies,

OF2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

Le principe de non dégradation des milieux aquatiques passe par :

- Le respect d'un plan d'épandage et des contraintes d'épandage,
- L'absence de rejet d'eaux résiduelles dans le milieu naturel.

OF3 – Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau d'assainissement.

Les élevages soumis à la procédure des ICPE intègrent des prescriptions prenant en compte la protection de l'eau.

OF4 - Renforcer la gestion locale de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

Projet non concerné par cette orientation.

OF5 - Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé. Les mesures complémentaires suivantes sont inscrites :

Mesure 5A – Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

Projet non concerné par cette orientation.

Mesure 5B - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

Cette orientation consiste à lutter contre les pollutions agricoles. Sur l'élevage elles se concrétisent par :

- Des fosses permettant une autonomie de stockage de 5 mois et plus,
- Un plan d'épandage avec étude agro-pédologique et avis hydrogéologique,
- La valorisation des effluents de l'élevage se fait sur des prairies. La surface potentiellement épandable est supérieure à la surface minimum nécessaire,
- Respect des équilibres apport-export pour l'azote et le phosphore,

Mesure 5C - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses.

Projet non concerné par cette orientation.

Mesure 5D - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles

Projet non concerné par cette orientation.

Mesure 5E – Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine

Cette orientation vise à assurer sur le long terme la qualité sanitaire de l'eau. Sur l'élevage elle se concrétise par :

- Le traitement des déchets (inertes, DASRI, flacon...) qui sont éliminés dans les filières spécifiques,
- Le stockage des déjections dans des fosses étanches,
- La gestion des épandages sur les parcelles du plan d'épandage,
- Le respect du Code des Bonnes Pratiques Agricoles.

OF6 - Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides

Mesure 6A – Agir sur la morphologie et le découloignement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques.

Projet non concerné par cette orientation.

Mesure 6B – Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides.

Aucune zone humide n'est concernée par le site et le plan d'épandage

Mesure 6C – Intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau.

Projet non concerné par cette orientation.

OF7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

Cette orientation vise à limiter les consommations d'eau et éviter le gaspillage d'eau. Sur l'élevage elle se concrétise par :

- L'utilisation de lactosérum dans l'alimentation des porcs qui se substitue à l'eau de boisson
- L'élevage sur caillebotis et l'utilisation de nettoyeur haute pression qui contribuent à une réduction d'utilisation d'eau pour les lavages des sols.

OF8 – Augmenter la sécurité des populations aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Projet non concerné par cette orientation.

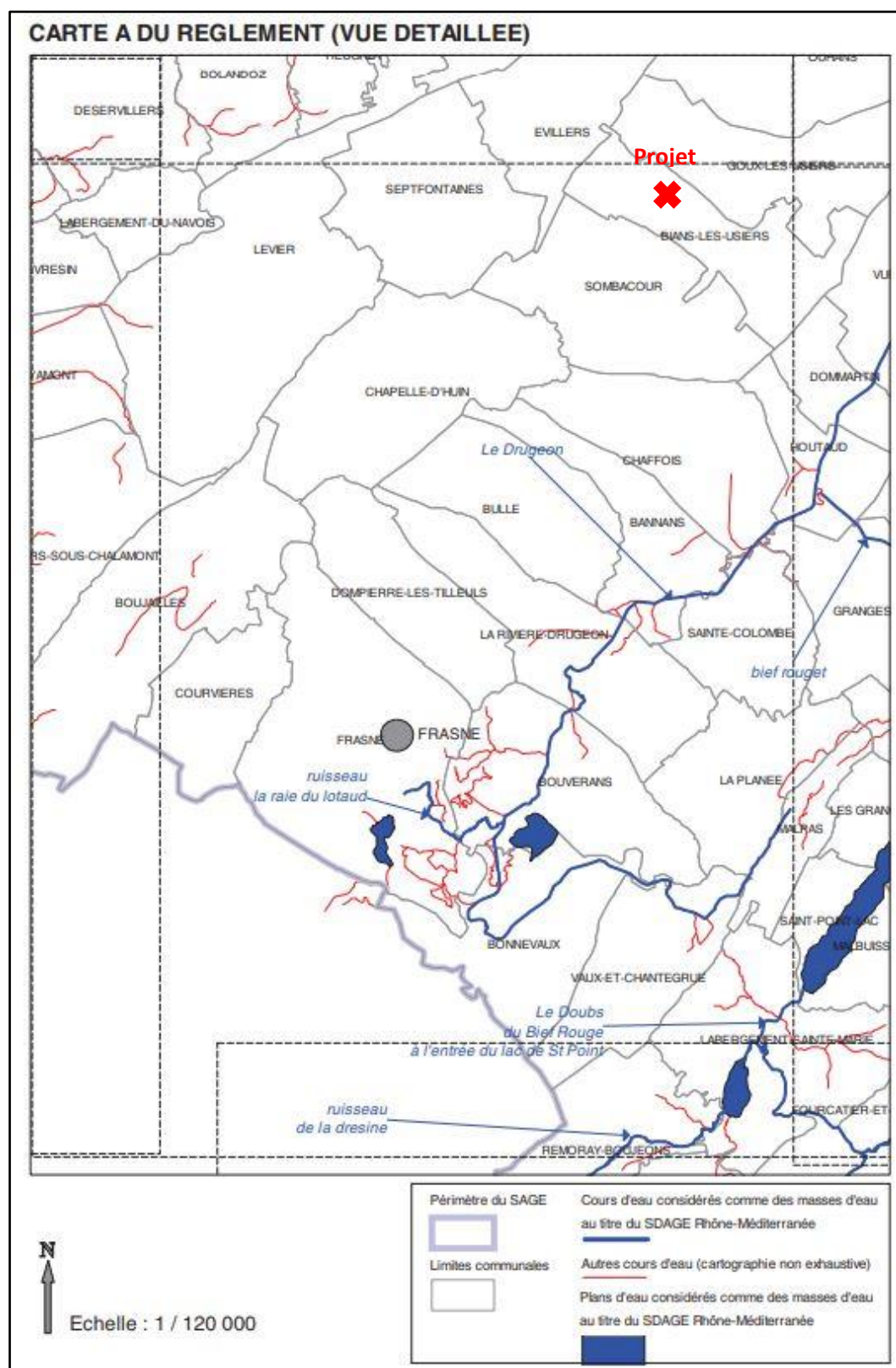


Figure 5 : Carte A du SAGE Haut Doubs Haute Loue



Figure 6 : Vue d'ensemble du périmètre du SAGE Haut Doubs Haute Loue

PJ N°13. Natura 2000

Évaluation des incidences Natura 2000

[Article 1° du I de l'art. R.414-19 du code de l'environnement]

13.1. Présentation des espaces naturels remarquables de l'aire d'étude

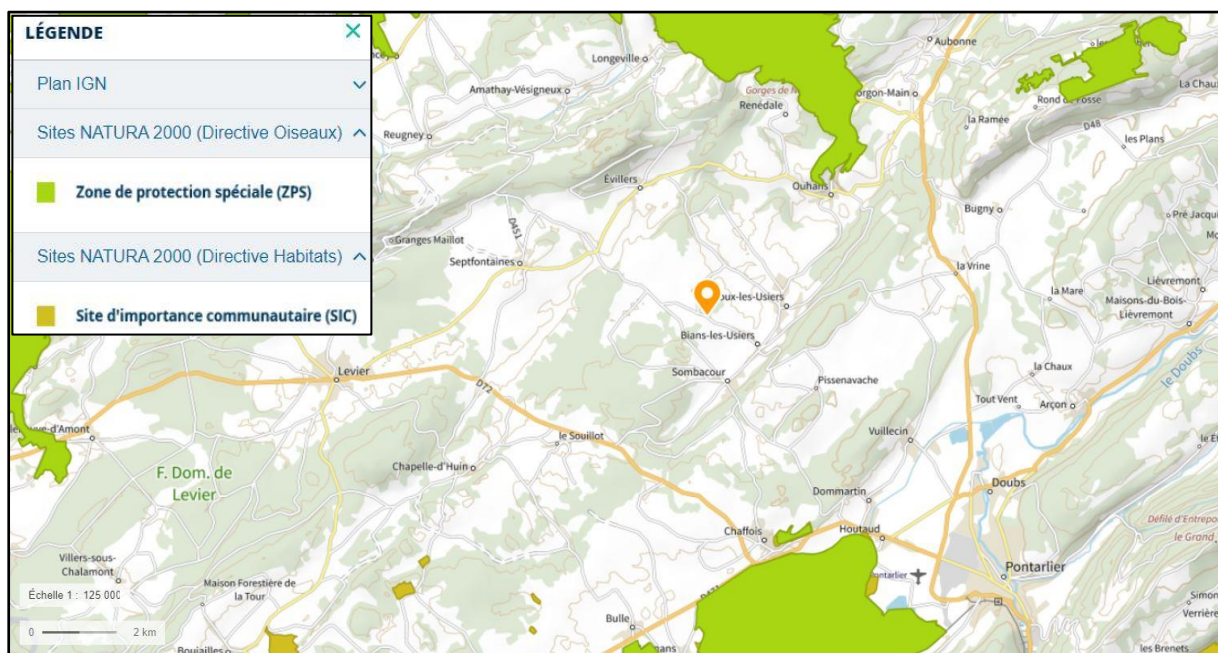


Figure 7 : Localisation des sites Natura 2000 vis-à-vis du projet (Source Géoportail)

Natura 2000 en Franche-Comté

Le réseau franc-comtois de sites Natura 2000 comprend 73 sites en Natura 2000 pour une surface globale de 255 830 ha, soit 15,79 % de la superficie régionale franc-comtoise.

Dans l'environnement du site d'élevage du demandeur et du projet de plan d'épandage, on inventorie les sites Natura 2000 suivants :

Directive	Type	Identifiant	Nom	Superficie (ha)	Distance du projet
Habitat	B (pSIC/SIC/ZSC)	FR4301291	Vallée de la Loue	24 997	5.7 km
Habitat	B (pSIC/SIC/ZSC)	FR4301280	Vallées du Dugeon et du Haut-Doubs	8 334	> 6.7 km
Oiseaux	A (ZPS)	FR4312009	Vallées de la Loue et du Lison	24 997	5.7 km
Oiseaux	A (ZPS)	FR4310112	Bassin du Dugeon	6 520	> 6.7 km

Seul l'ilot MC10 (4.13 ha) est située dans la zone Natura 2000 FR4301280 « Bassin du Dugeon ». Il sera retiré du plan d'épandage

13.2. Champ d'application de l'évaluation des incidences Natura 2000

Le dispositif d'évaluation des incidences Natura 2000 repose sur un système de listes positives (une nationale et des listes locales adoptées au niveau départemental) qui fixent « les documents de planification, programmes ou projets d'activités, de travaux d'aménagements, d'installation, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel » soumis à évaluation des incidences Natura 2000.

Concernant les ICPE (élevages notamment), les règles sont les suivantes :

- Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classée à autorisation (ICPE A) figurent sur la liste nationale, en tant qu'activité soumise à étude d'impact, elles sont de fait soumises à évaluation des incidences, qu'elles soient situées ou non en site Natura 2000 (art. R. 414-19-I, 3° du CE).
- Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classée à enregistrement (ICPE E) et située à l'intérieur d'un site Natura 2000 sont soumises à évaluation des incidences car elles figurent sur la liste nationale (art. R. 414-19-I, 29° du CE). En cas d'application de la procédure de « cas par cas » concluant à une instruction selon celle appliquée aux installations soumises à autorisation, l'évaluation est également réalisée si l'ICPE est située en dehors du site Natura 2000.
- Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classée à enregistrement et située hors site Natura 2000 sont également soumises à évaluation des incidences si elles figurent sur la première liste locale, complémentaire de la liste nationale (art. L. 414-4-III du CE).
- Les dossiers de déclaration d'une ICPE élevage classée à déclaration (ICPE D) sont soumis à évaluation des incidences seulement si les élevages ICPE D figurent sur la première liste locale (cf. art. L. 414-4-III du CE). Si elles y sont soumises, cette liste précise si les élevages ICPE D à l'extérieur d'un site Natura 2000 sont aussi concernés.

Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classée à enregistrement et située **hors** site Natura 2000 ne figurent pas sur la première liste locale du Doubs (arrêté préfectoral du 23 juin 2011 modifié par arrêté préfectoral du 2 août 2018), complémentaire de la liste nationale (art. L. 414-4-III du CE).

13.3. Absence d'incidence Natura 2000

Hormis l'ilot MC10, qui sera retiré du plan d'épandage, le projet de l'exploitant est en dehors de toute zone Natura 2000. Une étude préalable de l'incidence du projet sur cette zone permet de conclure à l'absence d'impact du projet et du plan d'épandage tenant compte des spécificités locales. Par le choix de la localisation du site éloigné, et par les aménagements de l'installation (élevage en intérieur aux normes, produits sur rétention, gestion des effluents, ...), le projet ne remet pas en cause l'intégrité des sites Natura 2000.

PJ N°14. Description des installations

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions
des articles L.229-5 et 229-6

La description

Le projet ne relève pas des dispositions des articles L.229-5 et 229-6

PJ N°15. Résumé non technique

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions
des articles L.229-5 et 229-6

Un résumé non technique

Le projet ne relève pas des dispositions des articles L.229-5 et 229-6

PJ N°16. Analyse coûts-avantages

Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :

Analyse coûts-avantages

Le projet ne concerne pas une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20MW

PJ N°17. Description des mesures prises

Si votre projet concerne une installation d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW :

Description des mesures prises

Le projet ne concerne pas une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20MW

PJ N°18. Installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910

Si votre projet comprend une ou plusieurs installations de
combustion moyennes relevant de la rubrique 2910 :

Indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception
délivré dans le cadre du rapportage MCP

Le projet ne comprend pas une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910

PJ N°19. Présentation du projet et des stockages

19.1. Situation réglementaire

L'atelier d'élevage de porcs à l'engraissement projeté par SAS AGRIPORC FC à BIAN LES USIERS est l'objet de la présente demande d'enregistrement de l'exploitation auprès de la Préfecture du Doubs au titre des ICPE. Les activités concernées par la nomenclature ICPE sont les suivantes :

ACTIVITES & RUBRIQUE	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	NIVEAU DU SITE A TERME
Elevage, vente, transit etc. de porcs 2102 - 2a	<p>Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques :</p> <p>1. Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3660 (A)</p> <p>2. Autres installations que celles visées au 1 et détenant :</p> <p>a. Plus de 450 animaux-équivalents (E)</p> <p>b. De 50 à 450 animaux-équivalents (D)</p>	1500 AE Enregistrement
Silos et installations de stockage 2160	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable :</p> <p>1. Silos plats</p> <p>a. Si le volume total de stockage est supérieur à 15.000 m3 Enregistrement</p> <p>b. Si le volume total de stockage est supérieur à 5.000 m3, mais inférieur ou égal à 15.000 m3 Déclaration (C)</p> <p>2. Autres installations</p> <p>a. Si le volume total de stockage est supérieur à 15.000 m3 Autorisation (3)</p> <p>b. Si le volume total de stockage est supérieur à 5.000 m3, mais inférieur ou égal à 15.000 m3 Déclaration (C)</p>	Silos de stockage aliment (120 m3) Non classé

19.2. Localisation du projet

Le site du projet est localisé : **85 rue des Trois Fontaines - Commune de BIAN LES USIERS
n°8 - Feuille 1 - Section ZC**

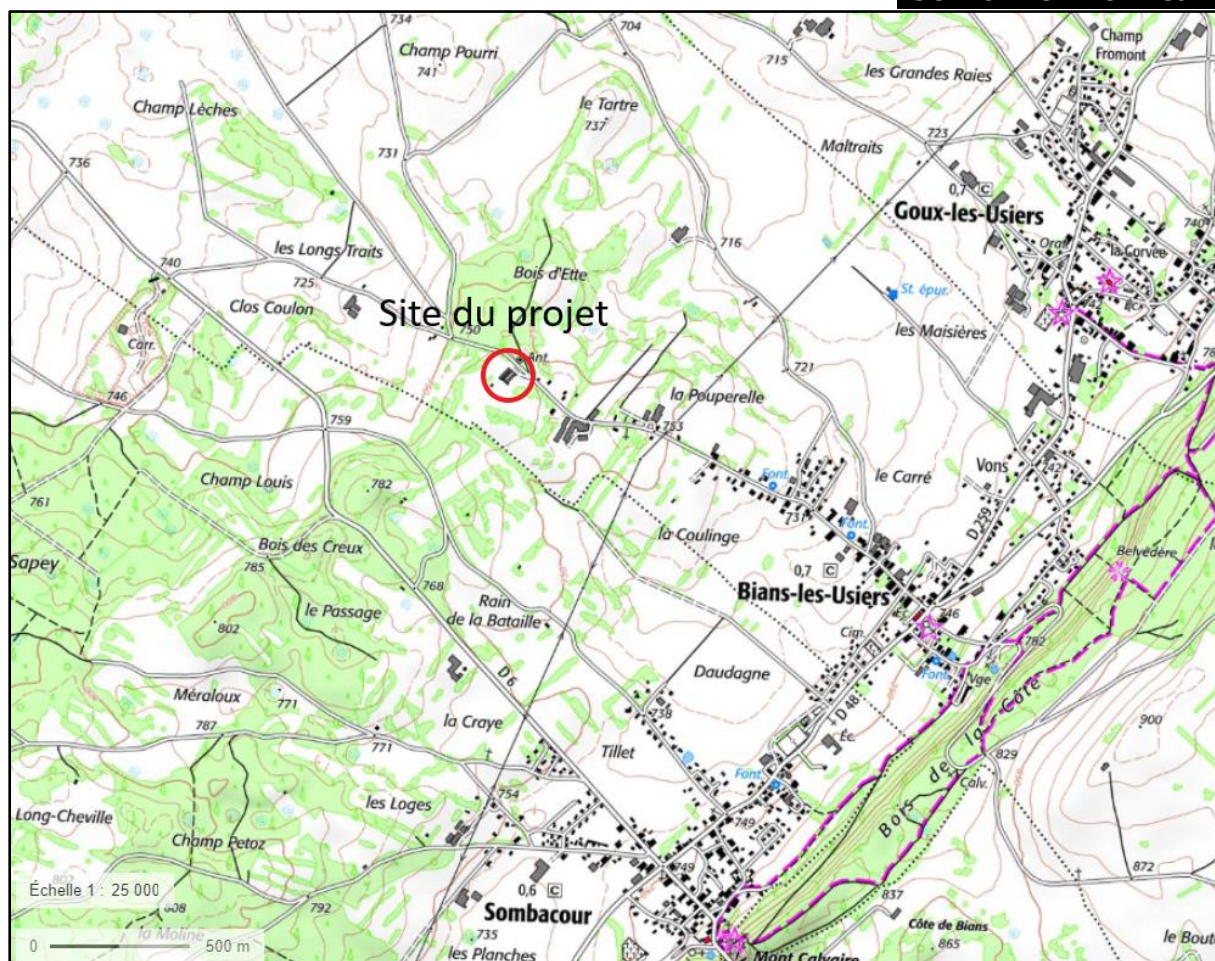
Les parcelles et les bâtiments sont la propriété de la SAS Moulins de Bians et loués via bail précaire à la SAS AGRIPORC FC.

Les communes présentes dans le rayon de 1 km autour des sites de l'élevage (rayon d'affichage de la consultation du public) sont : Bians-les-Usiers, Sombacour

Le tiers d'habitation le plus proche est éloigné de 175 m au Sud Est du site. Les tiers suivants les plus proches sont éloignés à plus 190 m et 400 m, toujours au Sud Est du site

Le périmètre d'épandage s'étend sur les communes suivantes : Bians les Usiers, Chaffois, Chapelle d'Huin, Dommartin, Evillers, Goux les Usiers, Ouhans, Septfontaine, Sombacour, Vuillecin

LOCALISATION DU PROJET



Source : Géoportail

19.3. **Activité existante**

SITE DE BIAN LES USIERS

SAS AGRIPORC FC exploite actuellement un élevage porcin dit engraisseur. L'activité d'élevage porcin est autorisée par arrêté préfectoral du 11/08/1972 pour l'élevage de 820 animaux équivalents en présence simultanée.

L'exploitation est constituée :

- De 3 bâtiments reliés entre eux pour une emprise totale au sol de 1730 m²,
- Ces 3 bâtiments abritent :
 - o 2 salles d'engraissement de 250 places chacune,
 - o 1 salle d'engraissement de 320 places,
 - o Un bureau, 1 local technique, 1 local sanitaire.

L'élevage est conduit dans le respect des chartes de qualité LPF (Le Porc Français), IGP Saucisse de Morteau et IGP Saucisse de Montbéliard, établies avec le groupement de producteurs Franche Comté Élevage.

Cependant, le bâtiment existant est vétuste et nécessite des investissements importants pour pérenniser à la fois le respect des chartes qualité, mais aussi le bien-être des animaux et des hommes qui y travaillent.

C'est pourquoi les associés ont décidé de cesser temporairement l'activité depuis fin 2020

SITE DE SEPTFONTAINE

L'activité d'élevage porcin est autorisée par arrêté préfectoral du 28/10/1983 pour l'élevage de 720 animaux équivalents en présence simultanée.

Le 26/10/2020, l'élevage a été sinistré suite à un incendie.

19.4. **Activité en projet**

Le projet de SAS AGRIPORC FC consistera en la démolition des bâtiments existant et construction d'un nouveau bâtiment monobloc destinés à répondre aux chartes qualités en place dans la région, mais aussi en ayant des capacités d'adaptation rapides vis-à-vis des nouvelles exigences règlementaires et des consommateurs. Pour pérenniser son exploitation, et répondre au marché, SAS AGRIPORC FC souhaite évoluer de 820 à 1500 places, en regroupant les deux sites historiques de Bians les Usiers et de Septfontaine.

Les porcs seront vendus à LES ELEVEURS DE LA CHEVILLOTTE à VALDAHON permettant ainsi de répondre une demande locale qualitative LPF, IGP, Label Rouge, Montagne etc...

L'élevage sera conduit dans le respect des cahiers des charges et démarches suivants :

- LPF (Le Porc Français),
- IGP Porc de Franche Comté,
- IGP Saucisse de Morteau,
- IGP Saucisse de Montbéliard,
- Porc Montagne,

Ces démarches, établies avec le groupement de producteurs Franche Comté Élevage, sont basées sur des critères de qualité et de valeur du bien-être animal, d'environnement, d'autonomie, de prise en compte du coût de production dans la rémunération.

SAS AGRIPORC FC a envisagé son projet en raison de la demande locale de production de porcs à l'engraissement. L'atelier élevage de porcs à l'engraissement, composé d'un bâtiment d'élevage et de ses annexes sera situé sur le même site.

Au terme du projet, l'élevage sera exploité conformément à l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n°**2102**.

BÂTIMENTS EXISTANTS

Les bâtiments existants sont la propriété de la SAS Moulins de Bians et loués via bail précaire à la SAS AGRIPORC FC.

Les bâtiments existants seront désamiantés et démolis, sous la responsabilité de la SAS Moulins de Bians. Seule la fosse couverte d'une capacité de 738 m3 sera conservée

BÂTIMENTS ET OUVRAGES AU TERME DU PROJET

Le tableau suivant présente un récapitulatif des bâtiments et des ouvrages en projet.

Projet	Ouvrage / Bâtiment
1	Construction d'une porcherie pour l'engraissement
2	Construction d'une préfosse de reprise pour le lisier

PORCHERIE

La porcherie aura une surface de 1593 m2, et intégrera les bureaux et les vestiaires. Elle sera aménagée en plusieurs secteurs principaux qui visent chacun à une fonction particulière. Le bâtiment, avec dalle béton et caillebotis présentera les caractéristiques suivantes :

Secteur	Dimensions
Salle d'engraissement	1 190 m ²
Aire d'attente	126 m ²
Bureaux, Locaux techniques	152 m ²
Ventilation centralisée	125 m ²

- Soubassement en béton banché de couleur gris clair,
- Murs d'élévation isolés en béton préfabriqué de couleur gris clair
- Couverture en fibrociment teinte gris naturel, double pente,
- Portes de couleur ivoire
- Fenêtres de couleur blanche
- Bardage métallique ivoire

Des ventilateurs à économie d'énergie équiperont le bâtiment et seront assujettis à la température. Ces derniers seront liés aux ouvertures de sécurité des fenêtres et seront centralisés dans la hotte d'extraction.

Le bâtiment d'élevage respectera strictement les normes en matière de confort des porcs. Le matériel retenu sera choisi pour sa fiabilité, sa robustesse et sa facilité de nettoyage.

19.5. Conduite de l'élevage

19.5.1. Engraissement des porcs

Sur l'exploitation, environ 4200 animaux seront engraisés et expédiés vers l'abattoir régional LES ELEVEURS DE LA CHEVILLOTTE à VALDAHON. Les porcs entrent en engraissement dans le bâtiment prévu à cet effet et reçoivent une alimentation sous forme de soupe, élaborée sur site, permettant une valorisation locale de matière première. La durée d'engraissement des porcs est d'environ 4 mois. Le poids de sortie des porcs sera de 115 kg pour les porcs charcutiers destinés à l'abattoir.

19.5.2. Alimentation des animaux

D'une part, l'approvisionnement en aliment reposera sur l'entreprise SAS Moulins de Bians (Minoterie DORNIER), qui fournira un mélange de céréales produites localement, équilibré et optimisé pour les porcs selon leur âge. D'autre part, la SAS AGRIPORCS FC s'approvisionnera localement en lactosérum collecté dans les fruitières environnantes (La Rivière Dugeon, Bouverans, Bannans).

L'alimentation fournie fait l'objet de nombreuses recherches et mises au point afin de s'adapter aux changements morphologiques des animaux et à leurs besoins. Les aliments sont garantis de composition exclusivement minérale et végétale, sans aucun antibiotique ni facteur de croissance, sans OGM.

Les aliments seront transférés depuis les silos, vers la machine à soupe qui préparera un mélange homogène et adapté aux besoins physiologiques des animaux. La distribution des aliments sera effectuée de manière à garantir une bonne hygiène en limitant le gaspillage.

La consommation totale d'aliment, au terme du projet, sera la suivante :

Poste	Effectif	Consommation journalière	Consommation annuelle
Engraissement	1.500	2.25 kg / porc	1.240 T
TOTAL			1.240 T

NOTA : Les consommations ne tiennent pas compte des pertes de cheptel et des saisies en cours d'élevage.

19.5.3. Abreuvement des animaux

L'alimentation en eau des porcs se fera par des pipettes. Les animaux auront accès à l'eau en permanence. L'alimentation en eau se fera depuis le réseau existant sur le site.

Poste	Effectif	Consommation journalière	Consommation annuelle
Engraissement	1500	1 L/porc	550 m3
TOTAL			550

NOTA : Cette estimation est légèrement majorante car elle ne tient pas compte des périodes de vide sanitaire sans abreuvement.

Afin de suivre au plus près les consommations d'eau de son élevage, SAS AGRIPORC FC disposera d'un compteur volumétrique général située en limite de site.

19.5.4. Ambiance, ventilation, chauffage

Les salles d'engraissement seront ventilées par entrée d'air frais au niveau des combles et extraction sous les caillebotis. Les ventilateurs à économie d'énergie assureront une ventilation dynamique. Le pompage de l'air se fera sous les caillebotis et sera extrait par une gaine d'extraction sous le couloir du bâtiment, favorisant ainsi le renouvellement de l'air et les conditions d'élevage.

L'air sera ensuite extrait en un seul point, par la hotte de ventilation. Cette technique pourra permettre de récupérer des calories grâce à un échangeur de chaleur si cela s'avérait nécessaire. Elle permettra également de traiter l'air extrait si des nuisances olfactives étaient constatées.

Les porcs suivent le rythme naturel de l'éclairement solaire grâce aux fenêtres et la maîtrise de l'ambiance assure le bien-être des sujets.

L'ambiance de la salle d'élevage (température, ventilation, sécurité) est gérée automatiquement par une régulation, reliée à une alarme.

Le bâtiment sera construit avec des matériaux à fort pouvoir isolant et il n'y aura pas besoin de chauffage pour ce stade d'élevage.

19.5.5. Suivi quotidien

Les bâtiments sont visités quotidiennement par l'éleveur, visites durant lesquelles les conditions d'alimentation et l'état sanitaire des animaux sont vérifiés. Cette surveillance est assurée en semaine ainsi que les dimanches et jours fériés.

Un système d'alarme, équipé d'un transmetteur téléphonique, permettra de signaler et surveiller à distance plusieurs paramètres de l'élevage (température, consommation eau-aliment, coupure électrique, etc.)

La bonne conduite de l'élevage reposera sur la planification et la réalisation d'opérations quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles.

Les opérations quotidiennes effectuées seront les suivantes :

- Visite au moins deux fois par jour des différents bâtiments d'élevage,
- Vérification du bon fonctionnement du matériel, contrôle de l'arrivée de l'eau et de l'aliment, de la ventilation et de l'éclairage,
- Contrôle de l'état sanitaire des animaux,

Ces opérations seront assurées tous les jours de la semaine, y compris les jours fériés.

Les opérations hebdomadaires sur l'installation seront les suivantes :

- Nettoyage et désinfection du sas sanitaire,
- Contrôle des appâts rongeurs,
- Contrôle des alarmes.

19.5.6. Soins des animaux

Le suivi vétérinaire et sanitaire des animaux, les visites liées à la prophylaxie obligatoire et aux maladies réglementées sont assurés par le vétérinaire :

Docteur Hubert De Rivoire
Clinique Vétérinaire du Clair Mation
110 Avenue de Parme
01000 BOURG EN BRESSE

Les interventions simples ou non réglementées sont réalisées par l'éleveur, après avis du vétérinaire. L'utilisation des produits vétérinaires par SAS AGRIPORC FC est toujours réalisée sous ordonnance du Cabinet vétérinaire.

Le suivi des animaux pendant l'élevage et le plan de prophylaxie mis en place permettent d'assurer une gestion cohérente et rigoureuse des conditions sanitaires.

En élevage porcin, la mortalité animale est normalement très limitée une fois les animaux sevrés. Les conditions d'élevage dans lesquelles ils évoluent les maintiennent à l'abri des différents stress possibles (protégés des variations importantes de températures et des courants d'air, alimentation naturelle).

Pour les porcs en croissance, la mortalité reste exceptionnelle. Les références habituelles utilisées par la Chambre d'agriculture sont de l'ordre de 2 à 3 %.

Il en résulte une utilisation très réduite d'antibiotiques, utilisés uniquement à titre curatif.

En cas de décès, le cadavre est sorti du bâtiment et l'exploitant transporte le cadavre immédiatement en bac bâchée étanche jusqu'à la plateforme spécifique en attente de la reprise de l'équarrisseur. La plateforme d'équarrissage bétonnée est située à l'entrée du site, permettant un accès facilité par le repreneur.

L'évacuation est assurée par SECANIM, immédiatement contacté après le constat du décès. L'équarrisseur procède à l'enlèvement du (des) cadavre(s) dans les 48 heures suivant l'appel téléphonique.

19.5.7. Lutte contre les nuisibles

Pour lutter contre les rongeurs, un contrat sera signé avec la société Logissain. Des raticides sous forme de boîte d'appât sont mis en place et répartis à différents endroits stratégiques du site (stockage d'aliments, abords des bâtiments).

Une surveillance au quotidien est assurée pour vérifier l'efficacité du plan de dératisation. Les appâts sont posés et renouvelés régulièrement. Des mesures adaptées peuvent être prises si besoin.

19.5.8. Expédition des animaux

Les porcs à l'engraissement seront expédiés par camions adaptés au transport d'animaux vivants, de type semi-remorque. Il faudra compter en moyenne 3 camions sur 2 semaines pour l'enlèvement des animaux d'un lot.

Les porcs charcutiers seront vendus localement au groupement FRANCHE COMTÉ ÉLEVAGE vers l'abattoir LES ELEVEURS DE LA CHEVILLOTTE à VALDAHON à VALDAHON dans le Doubs. Dans les bâtiments les lots se succéderont, tout au long de l'année, avec des vides sanitaires de plusieurs jours entre chaque lot.

Le trafic de poids lourds sera réalisé selon les axes routiers principaux existants, jusqu'au site de l'exploitation.

A leur départ, les porcs charcutiers sont conduits sur le quai d'embarquement en pignon Est de la salle d'engraissement. Le quai d'embarquement est abrité et dispose de caillebotis.

Pour maintenir le calme des porcs sur le quai d'expédition, un dispositif de brumisation émet des jets de brume à intervalle régulier. Ces eaux seront récoltées dans les fosses sous les bâtiments. La consommation en eau pour la brumisation est la suivante :

Matériel	Durée de fonctionnement	Durée de fonctionnement annuel	Consommation annuelle
16 buses à 5 L/h	1 h par semaine	52 heures par an	4 m3/an

19.5.9. Opérations de nettoyage en fin de bande et vide sanitaire

La période de vide sanitaire entre deux bandes d'élevage mettra en œuvre les opérations nécessaires au nettoyage et à la désinfection des locaux. La plus grande partie des opérations sera réalisée par l'exploitant, en interne, selon la procédure décrite ci-après. Cette opération sera consignée dans le registre d'élevage.

Au départ de chaque bande d'élevage, les locaux seront nettoyés selon le même protocole :

- Trempage de la salle / du local
- Décapage à l'eau froide haute pression (sans produit) dans le bâtiment,
- Passage d'un détergent à l'aide d'une station mousse (produits utilisés : DECAPSANE ou équivalent),
- Lavage et rinçage à l'eau haute pression,
- Passage d'un produit désinfectant (produits utilisés : TH5 ou équivalent).

La consommation d'eau pour ces nettoyages au terme du projet sera la suivante :

Poste	Nombre de lots par an	Temps passé par lot (h)	Débit horaire	Consommation annuelle (m3)
Trempage	17.33	1	12 buses x 73L/h	16
Engraissement	17.33	4	1.800 L/h	125
TOTAL				141

Les eaux de nettoyage seront collectées et stockées dans la fosse à lisier.

19.5.10. Procédures d'alarme

En cas de dysfonctionnement de l'élevage, une alarme se déclenchera (renvoi sur téléphone). Cette alarme signalera à l'exploitant les événements suivants :

- Défaut d'électricité dans le bâtiment,
- Absence d'aliments (nourriture/eau),
- Conditions ambiantes anormales.

19.5.11. Entretien du site

Le site et ses abords sont régulièrement entretenus :

- Balayage régulier des couloirs de service, des abords bétonnés des bâtiments,
- Tonte régulière des espaces végétalisés,
- Taille régulière des arbustes et arbres bordant les allées,
- Désherbage des allées si besoin.

19.5.12. Déchets de production

Les déchets principaux de production générés par les activités de SAS AGRIPORC FC seront les suivants :

- Bidons plastiques de produits sanitaires,
- Déchets pharmaceutiques.

Les bidons de produits sanitaires, emballages divers seront repris par le fournisseur ou déposés en déchetterie.

Les déchets pharmaceutiques qui sont des DASRI seront repris par le vétérinaire.

19.6. Les stockages

19.6.1. Silos

Le stockage du lactosérum se fera dans un silo de 30m³

Trois silos de 26m³ permettront également de stocker l'aliment du bétail

La capacité de stockage de l'établissement au terme du projet sera inférieure au niveau de Déclaration au titre de la rubrique 2160, de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

19.6.2. Fosse à lisier

Une fosse couverte existante sur le site est déjà présente, d'une capacité utile de 738 m³

Du fait de l'orientation de l'exploitation, SAS AGRIPORC FC nécessite une capacité de stockage des effluents supplémentaire. Dans ce sens, le projet prévoit la construction d'une préfosse à lisier couverte, située à l'Est du site, qui permettra le stockage des effluents en provenance du bâtiment d'élevage. Cette pré fosse sera étanche, construite en béton et couverte d'une dalle en béton. Elle aura une hauteur de 2.5 m et sera enterrée. Elle aura un volume utile total de 200 m³.

Les matériaux utilisés répondront aux spécifications suivantes :

- Etanchéité de classe A (coefficient de perméabilité inférieur à 10⁻¹⁰ m/s),
- Epaisseur de radier béton supérieure à 15cm,
- Présence d'une feuille de polyéthylène entre couche de forme et radier béton,
- Béton au minimum de classe d'exposition XA2 (norme NF EN 206-1).

Son étanchéité sera contrôlée avant la mise en service.

19.6.3. Équarrissage

En cas de mortalité d'un porc, l'exploitant enlève le cadavre directement du bâtiment concerné et l'entrepose sur une plateforme spécifique pour l'équarrissage dans l'attente du passage de l'équarrisseur dont l'intervention est immédiatement demandée. La plateforme est située à proximité de l'entrée du site. Sa localisation permettra un retrait efficace des animaux.

Le service d'équarrissage procède à l'enlèvement des cadavres sur le site à la demande de l'exploitant dans les 48h, il est assuré par SECANIM (Doubs)

19.6.4. Réserve incendie

En vue d'intervenir au plus vite en cas d'incendie sur le site, une citerne souple incendie de 90 m³ sera installée à l'Est du site, de l'autre côté de la route. Cette réserve permettra d'assurer la défense incendie en cas de départ de feu.

L'espace sera laissé libre à proximité de la réserve. Le chemin d'accès, présent à l'Est est stabilisé et permettra aux véhicules de secours d'accéder à cette aire en toutes circonstances.

PJ N°20. Valorisation des déjections et plan d'épandage

Glossaire

Termes utilisés pour désigner des organismes ou des structures :

- ARS : Agence Régionale de Santé
- CODERST : Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
- DDCSPP : Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
- DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- IFIP : Institut de la filière porcine
- EARL : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
- GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
- SCEA : Société Civile d'Exploitation Agricole
- Prêteur de terre : Agriculteur mettant à disposition une partie ou la totalité des terrains qu'il exploite pour l'épandage d'effluent d'élevage

Termes techniques :

- EFFLUENTS D'ELEVAGE : Ce terme représente les déjections animales collectées dans les bâtiments d'élevage. Ils peuvent contenir de la paille, des restes d'alimentation des animaux et des eaux de lavage. Il peut aussi s'agir de purin, termes caractérisant les urines et/ou la phase liquide s'écoulant d'un tas de fumier. Ils sont collectés dans une fosse ou une fumière où ils peuvent recevoir de l'eau de pluie si les ouvrages de stockage sont à ciel ouvert. On peut avoir des effluents liquides ou solides (si la part de paille présente permet un stockage en tas et nécessite un épandage par épandeur). On retiendra les termes suivants :
 - LISIER : Effluent d'élevage liquide.
 - FUMIER : Effluent d'élevage solide.
 - PURIN : Urines ou phase liquide s'écoulant d'un tas de fumier
 - SAU : Surface Agricole Utile
 - SCOP : Surface en Céréales Oléo-Protéagineux
 - SFP : Surface Fourragère Principale
 - UGB : Unité Gros Bovins
 - SPE : Surface Potentiellement Epandable

Termes utilisés pour les sols

- APP : Aérés Profonds de Plateaux
- ASP : Aérés Superficiels de Plateaux
- ATSP : Aérés Très Superficiels de Plateaux
- MHP : Moyennement Hydromorphes de Plateaux
- FHP : Fortement Hydromorphes de Plateaux
- V : Sols de Versant
- APV : Aérés Profonds de Vallée
- ASV : Aérés Superficiels de Vallée
- MHV : Modérément hydromorphes de Vallée
- FHV : Fortement Hydromorphes de Vallée
- ASCG : Aérés Superficiels de Collines Glaciaires
- MHCG : Modérément hydromorphes de Collines Glaciaires

Termes administratifs

- AEP : Alimentation en Eau Potable
- AOP : Appellation d'Origine Protégé
- ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
- ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

20.1. Gestion de la matière organique

Le plan d'épandage a été établi par la Chambre d'Agriculture du Doubs en 2020, dans le cadre du cahier des charges du plan d'épandage des élevages soumis à autorisation au titre des ICPE.

Les effluents d'élevage sont épandus sur des terrains mis à disposition par des prêteurs de terre. Pour leur développement, les plantes puisent leur nourriture dans le sol. Pour ne pas l'appauvrir ce prélèvement doit être compensé par un apport correspondant en éléments nutritifs : la fertilisation. Les déjections animales contiennent naturellement les principaux éléments nutritifs dont les plantes ont besoin. Leur utilisation comme éléments fertilisants permet ainsi un excellent recyclage par le milieu sol-plantes.

Ce rapport pédologique est destiné à évaluer l'aptitude des sols agricoles à recevoir des effluents d'élevage porcin (lisier) en indiquant pour chaque îlot les périodes les plus propices à l'épandage. Les cartes d'aptitude à l'épandage ont été produites suite à des campagnes de terrain réalisées en 2009 et 2019.

La densité de sondages est modulable selon la complexité rencontrée ; ainsi une zone géo-pédologiquement complexe verra le nombre de sondages augmenter et inversement, des surfaces au relief peu perturbé sur substrat géologique homogène seront renseignées par une densité moindre.

Les tableaux ci-après reprennent pour chacun des îlots les possibilités d'épandages concernant les effluents d'élevage porcin (liquides). Cette aptitude des sols est liée à leurs capacités à transformer les effluents d'élevage apportés. Cette capacité des sols, plus connue sous le vocable de « pouvoir épurateur », est principalement fonction de sa profondeur, de la charge en cailloux, de la texture, du caractère humifère des « couches » de surfaces, de son acidité, de son aération, donc de son régime hydrique, et de l'estimation de son activité naturelle. Le pouvoir épurateur de chaque sol est ainsi évalué par observation intégrant l'ensemble des facteurs précités sous forme de 4 classes : inopérant, faible, moyen et bon.

L'attribution d'une aptitude ou non à épandre dans un îlot sera finalement fonction de la distribution des différents types de sols dans celui-ci et de sa configuration en évitant au maximum des découpages incohérents avec les techniques d'épandages. De plus, elle intègre les dispositions administratives liées aux distances des habitations, points d'eau, fossés, ruisseaux, etc...

20.2. Etude des périmètres d'épandage

20.2.1. Géographie

Les terrains étudiés sont localisés essentiellement sur le plateau de Septfontaines-Ouhans, qui s'appuie au Nord contre le faisceau Salinois, et sur le décrochement de Pontarlier (aisément identifiable près de la Vrène).

Les terrains rencontrés appartiennent en majorité au Jurassique supérieur, généralement fortement karstifié. En surface, de nombreuses dolines et quelques gouffres profonds peuvent être observés.

Dans le faisceau Salinois, les niveaux calcaires forment des bandes en relief généralement boisées tandis que les niveaux marneux s'allongent en combe herbeuse. Les dolines s'alignent alors suivant le contact calcaires-marnes.

Le lisier sera valorisé via un plan d'épandage. Le périmètre d'épandage couvre une superficie de 1394 ha de SAU (Surface Agricole Utile) répartie sur les communes suivantes : Bians les Usiers, Chaffois, Chapelle d'Huin, Dommartin, Evillers, Goux les Usiers, Ouhans, Septfontaine, Sombacour, Vuillecin

Le lisier sera épandu sur les terrains mis à disposition par 11 exploitations agricoles. Pour chaque exploitation, une surface est réservée pour l'épandage des effluents organiques issus des animaux présents ce qui permet de déterminer une surface disponible pour d'autres apports (lisiers de porc...). L'apport d'engrais organique (fumier, lisier...) est primordial dans leur système d'exploitation. Les contraintes suivantes ont été prises en compte :

Éloignement : La totalité des surfaces proposée est située dans un rayon de 7 kilomètres autour de la porcherie, et 91% de la surface se trouve dans un rayon de 5 kilomètres. Le parcellaire est donc très bien regroupé autour des installations d'élevage. La distance ne constitue pas une contrainte pour ces parcelles.

Cours d'eau : Les distances réglementaires d'épandage ont été cartographiées dans le plan d'épandage.

Zones urbanisées : Les îlots situés en limite des villages ont été exclus du plan d'épandage.

20.2.2. Contexte géomorphologique et hydrogéologique

(Source : *Aptitude des terrains agricoles à l'épandage des fertilisants organiques – Domaine hydrologique et pédologique – Chambre Régionale d'Agriculture et DIREN, 1996/97/98/99*).

La carte géologique simplifiée est inspirée des cartes géologiques au 1/50.000ème ; afin d'en simplifier la lecture, **les couches sont regroupées en trois familles principales en fonction de leur comportement vis-à-vis de l'eau**, à savoir :

- **Terrains imperméables (couleur rouge sur la carte).**

Ce sont essentiellement les marnes et les argiles

Horizon	Puissance	Faciès et vulnérabilité
Argovien - Oxfordien	200 m	Marnes et marno-calcaires peu vulnérables

- **Terrains perméables en grand (couleur bleue sur la carte).**

Ce sont exclusivement des calcaires qui ont un comportement spécifique vis-à-vis de l'eau puisque celle-ci y circule rapidement dans des chenaux largement ouverts. Les vitesses mesurées varient de 50 à 300 m/h en général.

On conçoit aisément que, dans ces conditions, franchie la barrière du sol, les pollutions de toute nature rejoignent les émergences dans un laps de temps très court, d'où globalement une très forte vulnérabilité.

Les émergences issues des systèmes karstiques représentent, en nombre des captages, la réserve la plus sollicitée de Franche-Comté pour l'Alimentation en Eau Potable (A.E.P.).

Horizon	Puissance	Faciès et vulnérabilité
Crétacé	100 m	Alternance de calcaires et marnes localement vulnérables
Jurassique supérieur	350 m	Calcaires vulnérables
Jurassique moyen	180 m	Calcaires vulnérables

• **Terrain à perméabilité d'interstices (couleur jaune sur la carte).**

Il regroupe essentiellement les alluvions (sables, graviers, galets) qui tapissent le fond des lits majeurs des principaux cours d'eau et les alluvions glaciaires correspondant à des dépôts morainiques ; dans ces milieux, les eaux souterraines circulent très lentement (quelques mètres par jour). De ce fait les pollutions bactériologiques seront efficacement éliminées et les pollutions chimiques migreront très lentement, mais à l'inverse, ces dernières persisteront très longtemps. Ces aquifères représentent, en volumes prélevés, la première ressource de Franche-Comté.

Horizon	Puissance	Faciès et vulnérabilité
Alluvions glaciaires	5 à 50 m	Sables, graviers et limons peu vulnérables si la distance aux points d'eau est suffisante.
Alluvions récentes	4 à 10 m	Sables, graviers, galets, occupant le fond des vallées. Peu vulnérables en conditions normales d'épandage, mais souvent inondables.

D'un point de vue vulnérabilité aux épandages de produits organiques, on distinguera deux domaines principaux sur lesquels reposent les îlots proposés : Les calcaires du Jurassique Supérieur, très vulnérables, et les terrains imperméables de l'Argovien-Oxfordien.

20.2.3. Données climatiques

Les données climatiques sont extraites de données de Météo France (période 1981-2010).

20.2.3.1. Précipitations

On observe :

- Une pluviosité annuelle moyenne de 1 503 mm,
- Des moyennes de 113,4 mm en Février à 139 mm en Décembre,
- Une variabilité interannuelle forte avec des conséquences importantes sur les séquences de jours disponibles.

Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
La hauteur quotidienne maximale de précipitations (mm)												
Records établis sur la période du 01-01-1877 au 19-01-2014												
52.8	47.2	67.0	51.2	57.0	103.8	59.9	69.8	76.2	59.2	95.7	104.8	104.8
13-2004	27-1987	01-2007	09-2006	12-1995	09-1953	21-1957	07-1978	25-1987	08-2012	11-1950	09-1954	1954
Hauteur de précipitations (moyenne en mm)												
117.4	106.6	113.9	113.4	147.2	131.2	119.9	127.9	127.3	131.9	127.6	139.0	1503.3

20.2.3.2. Températures

On observe :

- Une température moyenne de 8,2°C,
- Des températures maximales moyennes de + 4,2°C en Janvier à + 23°C en Juin,
- Des températures minimales moyennes de - 4,5°C en Janvier à + 11°C en Juillet,
- Des amplitudes de température importantes tout au long de l'année.

Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
La température la plus élevée (°C)												
												Records établis sur la période du 01-05-1921 au 19-01-2014
20.1	21.0	24.1	26.8	31.4	32.9	36.7	36.8	30.0	29.4	22.0	20.3	36.8
30-2002	29-1960	17-2004	25-2007	25-2009	28-2005	31-1983	13-2003	17-1975	07-2009	10-1984	16-1989	2003
Température maximale (moyenne en °C)												
4.2	5.3	8.6	12.2	16.8	20.1	23.0	22.7	18.7	14.8	8.3	4.7	13.3
Température moyenne (moyenne en °C)												
-0.2	0.6	3.7	6.9	11.3	14.5	17.0	16.6	13.1	9.5	3.9	1.0	8.2
Température minimale (moyenne en °C)												
-4.5	-4.2	-1.2	1.6	5.9	8.9	11.0	10.6	7.5	4.3	-0.4	-2.8	3.1
La température la plus basse (°C)												
												Records établis sur la période du 01-05-1921 au 19-01-2014
-32.0	-26.2	-21.7	-10.5	-5.0	-2.0	0.8	0.1	-3.3	-9.7	-16.4	-23.2	-32.0
12-1987	01-2003	02-2005	13-1986	04-1967	03-1980	07-1962	31-1995	30-1995	25-2003	30-2010	27-1962	1987

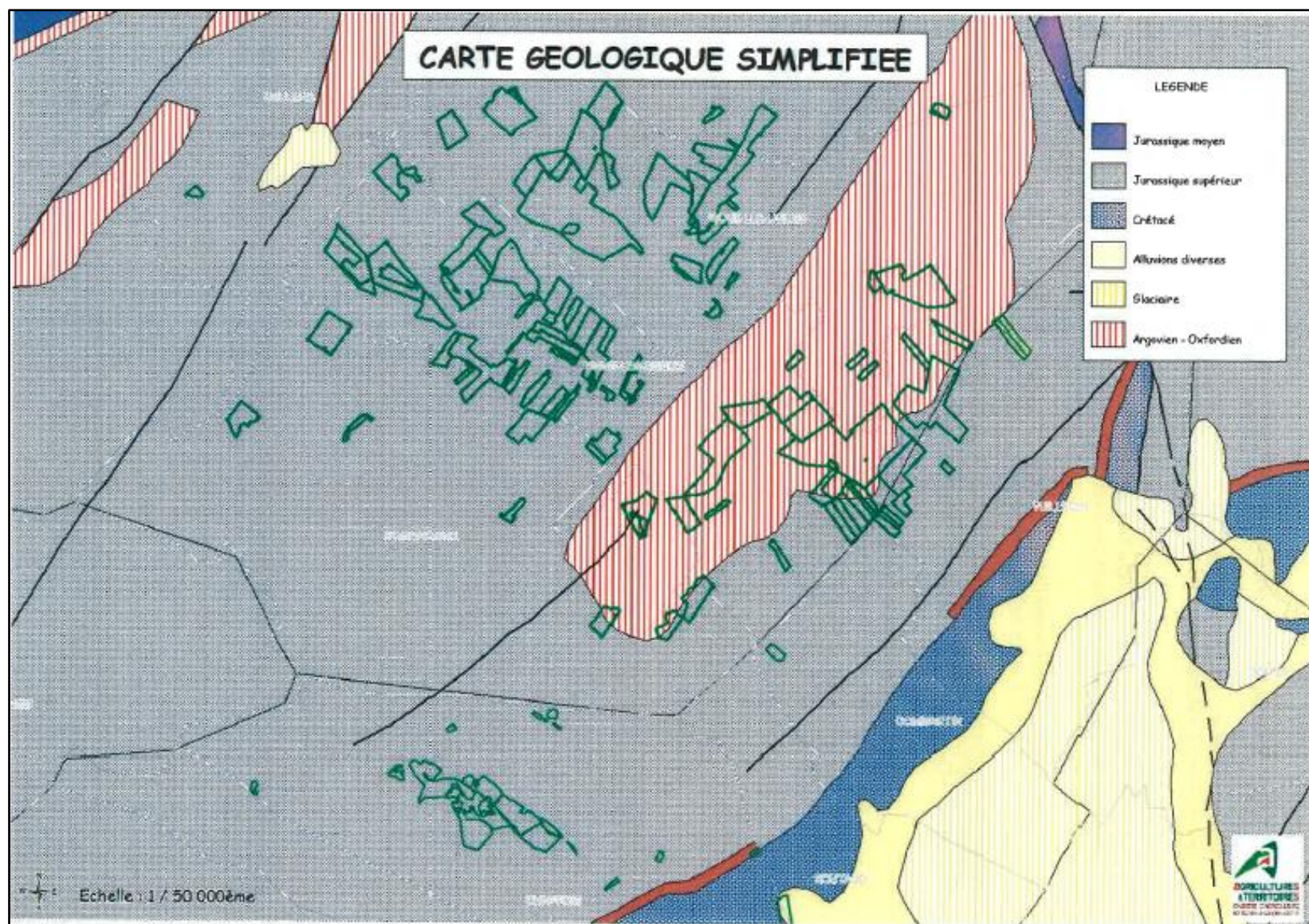


Figure 8 : Carte géologique simplifiée Bians les Usiers

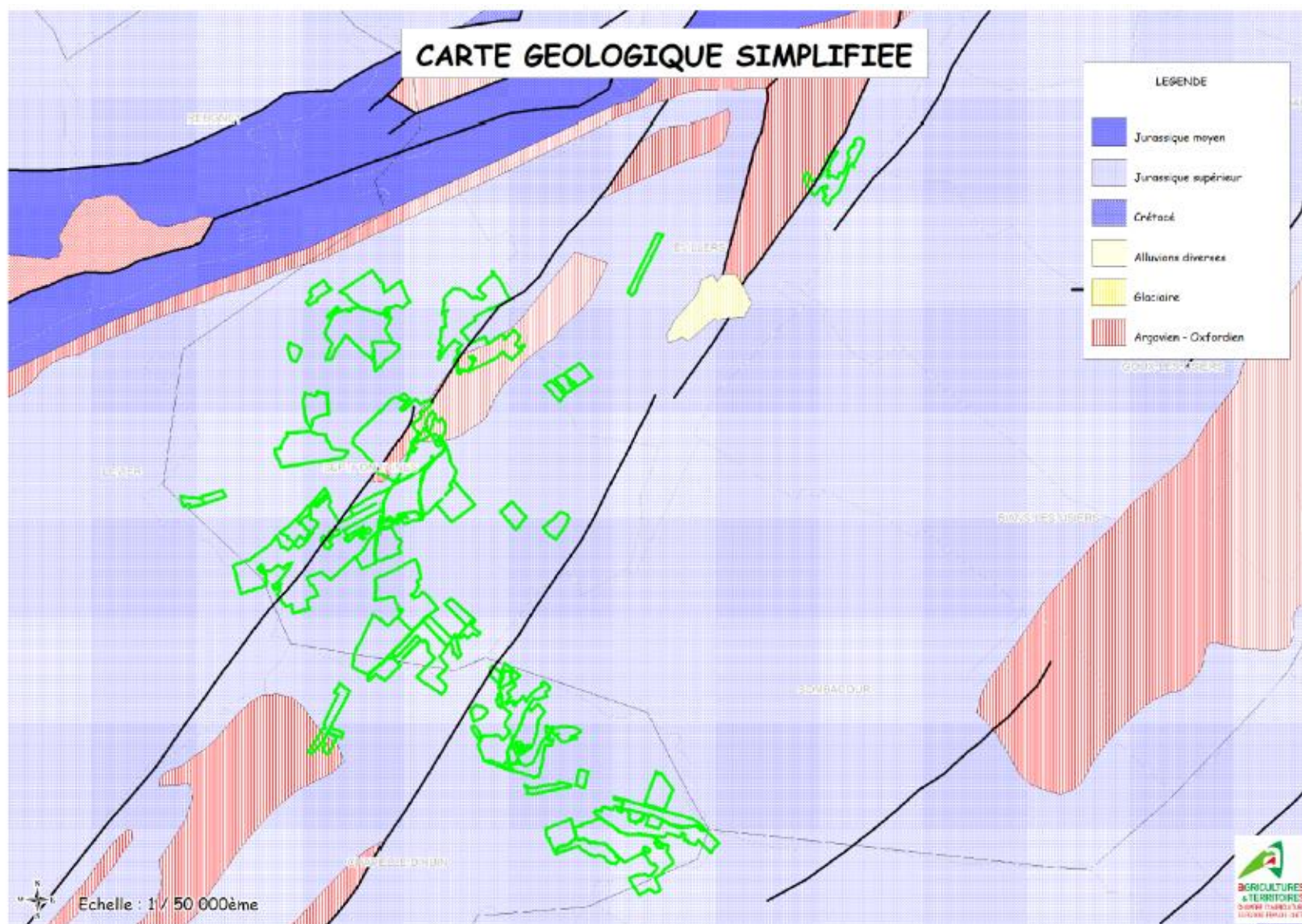


Figure 9 : Carte géologique simplifiée Septfontaine

20.2.4. Contexte pédologique

Fortement tributaires du substratum géologique, les sols vont se distribuer selon une « compartimentation » similaire à celle présentée pour la géologie mais avec une variabilité « intra-compartiment » plus importante.

L'aptitude des sols est liée à leurs capacités à retenir puis transformer l'effluent organique apporté sans risque de pollution de surface ni souterraine. Cette capacité des sols, plus connue sous le vocable de « pouvoir épurateur » est principalement fonction de sa profondeur, de la charge en cailloux, de la texture, du caractère humifère des "couches" de surface, de son acidité, de son aération, donc de son régime hydrique, et de l'estimation de son acidité naturelle : le pouvoir épurateur de chaque sol est ainsi évalué par observation intégrant l'ensemble des facteurs précités. Pour chaque catégories de sol, des périodes d'épandages sont déterminées, en intégrant que tout épandage de produit liquide ne peut se faire que sur sol ressuyé et en dehors des périodes de fortes pluies et qu'ils sont interdit sur sol enneigé ou gelé (sol pris en masse par le gel). La notion d'épandage « pratiquement toute l'année » est la traduction d'une période où l'on observe une pousse végétative des cultures correspondant à une activité microbiologique du sol.

Les sols rencontrés correspondent à des sols de plateaux :

- **Sols Aérés Profonds de Plateaux (APP)**

Ils sont caractérisés par des sols aérés, profonds, à texture dominante limono-argileuse. Les profondeurs rencontrées se situent aux alentours de 50 à 60 cm. Ces sols occupent essentiellement les points bas du paysage, avec un enrichissement en limon dans les creux. L'accumulation de terre offre aux racines un grand volume de terre prospectable. Aussi la couverture pédologique de ces sols est suffisante pour permettre une bonne valorisation agronomique des épandages. Ces sols sont peu sensibles au risque d'infiltration rapide.

Les épandages peuvent se faire « pratiquement toute l'année » pour le lisier.

- **Sols Aérés Superficiels de Plateaux (ASP)**

Ils sont caractérisés par des sols aérés, superficiels à texture limono-argileuse, voire argilo-limoneuse, décarbonatée. Les profondeurs se situent entre 20 et 35 cm. Ces sols occupent l'essentiel des ressauts et replats du paysage. Ils présentent un risque d'infiltration rapide en hiver et lors des fortes précipitations (orages) et sont sensibles au déficit hydrique. Les épandages peuvent se faire pendant la période végétative (sauf en cas de déficit hydrique) pour le lisier.

- **Sols Aérés Très Superficiels de Plateaux (ATSP) ou ATSP**

Des sols aérés mais plus superficiels que les précédents (profondeur située autour de 20 cm) à texture généralement argilo-limoneuse et souvent humifère (riche en matière organique) peuvent être couramment rencontrés. Les sols sont sensibles au déficit hydrique (qui entraîne un arrêt temporaire de la végétation) et au risque d'infiltration rapide en hiver.

Les épandages sont interdits pour le lisier.

• **Sols Modérément Hydromorphes de Plateaux (MHP)**

Ils sont caractérisés par des sols généralement profonds (environ 60 cm), à texture dominante limono-argileuse. Ces sols sont localisés sur les quelques zones qui sont caractérisées par un soubassement géologique peu perméable, constitué de niveaux argileux ou marneux.

Les pentes étant faibles pour les îlots concernés par ce type de sol, les risques d'entraînement par ruissellement sont très faibles. Ces sols peuvent éventuellement se fissurer en période de déficit hydrique : il convient donc de gérer le risque climatique lié aux phénomènes orageux en évitant si possible les épandages pendant la période d'arrêt de la végétation.

Les épandages de lisier peuvent se faire de la fin du printemps au début de l'automne lorsque le sol est suffisamment ressuyé.

20.2.5. Aspects réglementaires (cadre général)

Les grands points à retenir pour l'épandage des effluents d'élevage sont détaillés ci-dessous. Ils sont extraits des arrêtés du 27 décembre 2013 pour les ICPE « élevage soumis à enregistrement ».

20.2.5.1. Interdictions et contraintes d'épandages

Interdictions et contraintes d'épandages	
Conditions climatiques	Epandages interdits sur : <ul style="list-style-type: none"> - Sols pris en masse par le gel (sauf pour les fumiers et compost) - Sols enneigés - Sols inondés ou détrempés - Pendant les périodes de fortes pluviosités
Agronomique	Epandages interdits sur : <ul style="list-style-type: none"> - Sols non cultivés en vue d'une production agricole - Toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuse - Sols de forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau
Eléments de l'environnement	Epandages interdits à moins de : <ul style="list-style-type: none"> - 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines et des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages (à l'exception des piscines privées) sauf pour les composts élaborés qui peuvent être épandus à 50 mètres - 35 mètres des berges des cours d'eau, cette distance est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres est implantée de façon permanente en bordure de cours d'eau. Dans le cas de cours d'eau alimentant une pisciculture, cette distance est portée à 50 mètres des berges des cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre en amont de la pisciculture (règle ICPE élevage).
Enfouissement	Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement : <ul style="list-style-type: none"> - Dans les 24 heures pour les fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement après un stockage d'au minimum 2 mois ou pour les matières issues de leur traitement - Dans les 12 heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement

	NB : Cette obligation ne s'applique pas aux composts élaborés et lors des épandages de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel
Délais	Sur les surfaces fourragères, respecter un délai entre les épandages et la remise à l'herbe des animaux ou la récolte du fourrage de : - Trois semaines minimum - 1,5 mois en filières AOC ou AOP

20.2.5.2. Distances à respecter vis-à-vis des tiers

Distances minimales à respecter entre les parcelles d'épandages et toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou terrains de camping, à l'exception des terrains de camping à la ferme				
Catégorie d'effluents	Conditions d'épandages			
	Distance minimale d'épandage	Injection directe dans le sol	Rampe avec pendillard	Buse palette
Composts élaborés avant épandage (2 retournements minimum et température de 50°C pendant 15 jours ou 50°C pendant 6 semaines)	10 m	NC	NC	NC
Fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement après un stockage d'au minimum 2 mois	15 m	NC	NC	NC
Autres fumiers (frais)	50 m	15 m	NC	NC
Fientes à plus de 65% de matière sèche				
Lisiers et purins		15 m	50 m	100 m
Effluents d'élevage après traitement pour atténuer les odeurs				
Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents				
Digestats de méthanisation		15 m	50 m	NC
Autre cas	100 m	NC	NC	NC

Pour cette étude, les catégories d'effluents à prendre en compte sont les effluents d'élevage porcins sous forme de lisier.

20.2.5.3. Document de suivi des épandages

Un cahier d'épandage est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- La date de l'apport.
- La météo.
- L'identité de la parcelle réceptrice, la culture implantée et le rendement.
- La nature du produit, la quantité et la surface épandue.
- La quantité épandue par hectare.
- Les éléments fertilisants et dose apportée (en kg/ha).
- Le mode d'épandage, délai enfouissement et traitement (s'il existe).

Pour les épandages sur les terres mises à disposition par des prêteurs de terres, des bordereaux d'enlèvement, cosignés entre l'exploitant et le prêteur de terres, sont établis à la fin du chantier d'épandage. Ils sont joints au cahier d'épandage.

20.3. Les cartes d'aptitude des sols agricoles à l'épandage

Comme nous l'avons vu précédemment, l'aptitude des sols est liée à leur pouvoir épurateur. Les terrains ont été classés en différentes catégories en fonction du pouvoir épurateur et du contexte réglementaire :

- **Parcelles interdites à l'épandage** pour raison réglementaire, pédologique ou hydrogéologique : parcelles en **ROUGE ou ROSE**.
- **Parcelles d'excellence**. Il s'agit de parcelles d'épandage ayant une profondeur suffisante et un bon pouvoir épurateur. Les épandages peuvent être réalisés sans risque tout en respectant les conditions climatiques et en adaptant les doses au potentiel agronomique : parcelles en **VERT**.
- **Parcelles sous conditions**. Il s'agit de parcelles (plus légères ou hydromorphes) ayant un pouvoir épurateur inférieur aux parcelles d'excellence. Les épandages peuvent être réalisés à certaines périodes de l'année tout en respectant les conditions climatiques et en adaptant les doses au potentiel agronomique : parcelles en **JAUNE ou BLEU**.

Couleur sur la carte	Epandage	Observations
Rouge	Interdit	A proximité de sources temporaires A moins de 10 m des fossés A moins de 15 m des tiers A moins de 35 m des ruisseaux
Quadrillé rouge	Possible	De 15 à 50 m des tiers si enfouissement direct dans le sol
Hachurage rouge	Possible	A partir de 50 m des tiers pour du fumier frais, des effluents d'élevage après traitement pour atténuer les odeurs, du digestat, des eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents A partir de 50 m des tiers pour des effluents d'élevage brut si utilisation d'une rampe d'épandage avec pendillard
Rose	Inapproprié	Unités où dominant des situations pédologiques, topographiques ou hydrogéologiques peu compatibles avec l'apport d'effluents organiques Sols très superficiels ou très hydromorphes, versant pentu, zone à relief très accidenté avec affleurements rocheux, zones de mouillères, dolines, ...
Vert	Parcelles d'excellence : - Bon pouvoir épurateur - Profondeur généralement suffisante <i>Epandage possible pratiquement toute l'année sous réserve d'un sol ressuyé. Attention aux conditions de praticabilité en sortie d'hiver pour les îlots modérément hydromorphes</i>	
Jaune	Parcelles sous conditions : Sols séchant, souvent humifères. Réserve hydrique faible <i>Préférer les épandages durant la période végétative au printemps et au début de l'automne. Interdiction d'épandage pendant l'arrêt de la végétation en été</i>	
Bleu	Parcelles sous conditions : Sols fortement hydromorphes ayant un engorgement temporaire et présentant un risque de ruissellement. Démarrage tardif de la végétation <i>Epandage pendant la période estivale</i>	

20.4. Liste des parcelles du plan d'épandage

Nom de l'exploitant	N° Ilot	Surface exploitée	Type de Sol	Sondage par ilot	Surface		Surface		Surface		Couvert Végétal	Causes d'Exclusion Remarques
					Epandable	Exclue	Epandable	Exclue	Epandable	Exclue		
					(100m des Tiers)		(50m des Tiers)		(15m des Tiers)			
EARL FERME MAUGAIN	FM1	20,17	ATSP, APP, ASP	6	11,18	8,99	13,13	7,04	14,74	5,43	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines, tiers
EARL FERME MAUGAIN	FM2	31,00	ATSP, ASP	10	2,62	28,38	2,62	28,38	2,62	28,38	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines
EARL FERME MAUGAIN	FM3	8,43	ATSP	1	0,99	7,44	0,99	7,44	0,99	7,44	Prairie	Affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM4	7,17	ASP, ATSP	5	0,98	6,19	2,60	4,57	3,05	4,12	Prairie	Tiers, sol superficiel, affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM5	7,69	ATSP, ASP	5	5,03	2,66	5,03	2,66	5,03	2,66	Prairie	Sol superficiel, affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM6	7,24	ATSP	3	0,00	7,24	0,00	7,24	0,00	7,24	Prairie	Dolines, affleurements, sol superficiel
EARL FERME MAUGAIN	FM8	22,12	ATSP, ASP	9	10,27	11,85	10,36	11,77	10,43	11,69	Prairie	Sol superficiel, affleurements, tiers
EARL FERME MAUGAIN	FM9	2,12		0	0,00	2,12	0,00	2,12	0,00	2,12	Prairie	Sol superficiel, affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM10	0,55	APP	1	0,55	0,00	0,55	0,00	0,55	0,00	Prairie	
EARL FERME MAUGAIN	FM11	1,36	APP	1	1,19	0,17	1,19	0,17	1,19	0,17	Prairie	Affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM12	9,25	APP, ASP, ATSP	5	7,75	1,50	7,75	1,50	7,75	1,50	Prairie	Sol superficiel, dolines
EARL FERME MAUGAIN	FM13	1,62		0	0,00	1,62	0,00	1,62	0,00	1,62	Prairie	Affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM14	2,93	APP	2	2,36	0,57	2,75	0,18	2,93	0,00	Prairie	Tiers
EARL FERME MAUGAIN	FM15	9,90	ATSP	4	0,00	9,90	0,00	9,90	0,00	9,90	Prairie	Sol superficiel, affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM17	1,76	ASP	1	1,76	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00	Prairie	
EARL FERME MAUGAIN	FM18	0,70	ASP	2	0,70	0,00	0,70	0,00	0,70	0,00	Prairie	
EARL FERME MAUGAIN	FM19	0,90	APP	1	0,90	0,00	0,90	0,00	0,90	0,00	Prairie	
EARL FERME MAUGAIN	FM21	2,00	APP	2	0,94	1,06	1,82	0,18	2,00	0,00	Prairie	Tiers
EARL FERME MAUGAIN	FM22	6,88	APP, ASP	4	5,68	1,20	6,52	0,36	6,88	0,00	Prairie	Tiers
		143,79			52,90	90,89	58,66	85,13	61,52	82,27		

EARL FERME MAUGAIN	FM16	20,11	ASP, APP	5	9,35	10,76	9,35	10,76	9,35	10,76	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines
EARL FERME MAUGAIN	FM28	14,08	ASP, ATSP	6	5,10	8,98	5,10	8,98	5,10	8,98	Prairie	Sol superficiel, affleurements
EARL FERME MAUGAIN	FM33	0,20	APP	1	0,20	0,00	0,20	0,00	0,20	0,00	Prairie	
6AEC DU MONT ROCHER	6M1	3,20	ATSP	1	0,00	3,20	0,00	3,20	0,00	3,20	Prairie	Sol superficiel, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M2	31,09	ATSP	3	0,00	31,09	0,00	31,09	0,00	31,09	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M3	45,36	ATSP, APP, ASP	7	8,84	36,52	9,79	35,57	10,06	35,30	Prairie	Sol superficiel, pente, affleurement, dolines, tiers
6AEC DU MONT ROCHER	6M4	25,77	ASP, ATSP, APP	14	22,75	3,02	22,75	3,02	22,75	3,02	Prairie	Doline, sol superficiel
6AEC DU MONT ROCHER	6M6	25,86	ASP, ATSP	14	22,90	2,96	22,90	2,96	22,90	2,96	Prairie	Sol superficiel, affleurements
6AEC DU MONT ROCHER	6M7	88,48	MHP, ATSP, ASP, APP	40	64,89	23,59	64,89	23,59	64,89	23,59	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines, mouille, bois
6AEC DU MONT ROCHER	6M8	20,00	ATSP	1	0,00	20,00	0,00	20,00	0,00	20,00	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines

6AEC DU MONT ROCHER	6M9	18,37		0	0,00	18,37	0,00	18,37	0,00	18,37	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M11	4,38	ATSP, ASP	2	2,67	1,71	2,67	1,71	2,67	1,71	Prairie	Sol superficiel, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M12	4,01	ASP, ATSP	2	0,00	4,01	0,00	4,01	0,00	4,01	Prairie	Sol superficiel, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M14	0,82	ASP	1	0,00	0,82	0,00	0,82	0,82	0,00	Prairie	
6AEC DU MONT ROCHER	6M15	4,84	ASP	3	3,38	1,46	3,38	1,46	3,38	1,46	Prairie	Affleurement, dolines
6AEC DU MONT ROCHER	6M17	1,99	ASP, ATSP	1	1,99	0,00	1,99	0,00	1,99	0,00	Prairie	
6AEC DU MONT ROCHER	6M18	4,60	APP, ASP	3	4,27	0,33	4,27	0,33	4,27	0,33	Prairie	Doline
6AEC DU MONT ROCHER	6M19	26,66	ATSP, APP, ASP	6	6,68	18,97	6,68	18,97	6,68	18,97	Prairie	Dolines, sol superficiel, affleurements
6AEC DU MONT ROCHER	6M21	1,98	ATSP	1	0,00	1,98	0,00	1,98	0,00	1,98	Prairie	Sol superficiel
6AEC DU MONT ROCHER	6M22	2,40	ASP	2	1,68	0,82	2,10	0,30	2,40	0,00	Prairie	Tiers
6AEC DU MONT ROCHER	6M24	4,18	ATSP	2	0,00	4,18	0,00	4,18	0,00	4,18	Prairie	Dolines, sol superficiel, affleurements
6AEC IOTTI DES SEPTILLEULS	6T1	21,84	ATSP, ASP, MHP, APP	12	16,63	6,21	16,63	6,21	16,63	6,21	Prairie	Bâtiment, affleurements, sol superficiel
6AEC IOTTI DES SEPTILLEULS	6T2	3,39	ATSP, ASP	3	2,26	1,13	2,26	1,13	2,26	1,13	Prairie	Sol superficiel, doline
6AEC IOTTI DES SEPTILLEULS	6T3	40,21	APP, ASP, ATP, MHP	17	12,94	27,27	14,37	26,84	16,17	26,04	Prairie	Sol superficiel, affleurements
6AEC IOTTI DES SEPTILLEULS	6T4	7,18		0	0,00	7,18	0,00	7,18	0,00	7,18	Prairie	Sol superficiel, affleurements, doline
6AEC IOTTI DES SEPTILLEULS	6T5	1,98	ATSP	1	0,00	1,98	0,00	1,98	0,00	1,98	Prairie	Sol superficiel, affleurements
		421,57				186,33	235,24	189,23	232,34	191,12		230,45

6AEC DES CHAMPS NOEL	6N42	6,02	ASP	4	6,02	0,00	6,02	0,00	6,02	0,00	Prairie	Affleurements
6AEC DES CHAMPS NOEL	6N46	4,47	APP	3	3,96	0,61	4,29	0,18	4,47	0,00	Prairie	Tiers
6AEC DES CHAMPS NOEL	6N50	12,71	ASP, ATSP, APP	8	7,44	6,27	7,44	6,27	7,44	6,27	Prairie	Doline, sol superficiel, affleurements, pente
		23,20				17,42	5,78	17,75	5,45	17,93		5,27

Commune	Nom de l'exploitant	N° Ilot	Surface exploitée	Type de Sol	Sondage par Ilot	Surface		Surface		Surface		Couvert Végétal	Causes d'Exclusion Remarques
						Epanachable	Exclue (100m des Tiers)	Epanachable	Exclue (50m des Tiers)	Epanachable	Exclue (15m des Tiers)		
BIANS-LES-USIERS	EARL GRILLET	E62	4,29	APP	2	3,03	1,26	3,03	1,26	3,03	1,26	Prairie	Dolines, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB2	62,18	MHP, APP, ASP	10	24,64	37,54	24,64	37,54	24,64	37,54	Prairie	Sol superficiel, affleurements, dolines, mouille, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB5	2,95	ASP	2	2,95	0,00	2,95	0,00	2,95	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB6	4,71	APP, ASP	3	4,63	0,08	4,63	0,08	4,63	0,08	Prairie	Doline
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB7	4,34	APP, ASP	3	4,34	0,00	4,34	0,00	4,34	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB8	4,39	APP	1	1,34	3,05	1,34	3,05	1,34	3,05	Prairie	Doline
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB10	4,31	ASP	2	3,87	0,44	3,87	0,44	3,87	0,44	Prairie	Dolines
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	FB31	1,31		0	0,00	1,31	0,00	1,31	0,00	1,31	Prairie	Sol superficiel, affleurements
BIANS-LES-USIERS	BERNE Fabrice	GE11	0,22		0	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,22	Prairie	Dolines
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC1	0,63		0	0,00	0,63	0,00	0,63	0,00	0,63	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC2	3,71	AS, ASP	2	3,13	0,58	3,43	0,28	3,71	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC3	3,66	APP	2	2,44	1,22	3,03	0,63	3,66	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC4	2,04	APP	2	1,41	0,63	1,73	0,31	2,04	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC5	1,08		0	0,00	1,08	0,00	1,08	0,00	1,08	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC6	11,61	APP, ASP	7	10,39	1,22	11,49	0,12	11,61	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC7	5,42	ATSP	3	0,00	5,42	0,00	5,42	0,00	5,42	Prairie	Affleurements, sol superficiel
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC8	3,92	APP, ASP	3	3,92	0,00	3,92	0,00	3,92	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC9	1,36	ASP	1	1,36	0,00	1,36	0,00	1,36	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC10	2,25	ASP	2	2,25	0,00	2,25	0,00	2,25	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC11	10,2	ASP, APP	6	10,20	0,00	10,20	0,00	10,20	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC12	13,55	APP, ASP	6	11,47	2,08	11,47	2,08	11,47	2,08	Prairie	Dolines, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DE LA COMBE	GC13	3,89	ASP	2	3,89	0,00	3,89	0,00	3,89	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	GN8	0,84	ATSP	1	0,00	0,84	0,00	0,84	0,00	0,84	Prairie	Sol superficiel, affleurements
BIANS-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	GN9	34,18	APP, MHP	20	27,18	7,00	27,18	7,00	27,18	7,00	Prairie	Dolines, pente, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	GN12	3,11	ASP, APP	2	3,11	0,00	3,11	0,00	3,11	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD1	5,77	APP	4	2,13	3,64	4,21	1,56	5,77	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD3	9,32	ASP	3	2,55	6,77	2,55	6,77	2,55	6,77	Prairie	Sol superficiel, affleurements
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD4	17,71	ASP	7	9,76	7,95	10,39	7,32	10,87	6,84	Prairie	Sol superficiel, affleurements, tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD6	18,03	APP, ATSP	10	18,03	0,00	18,03	0,00	18,03	0,00	Prairie	

BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD7	0,58	ATSP	1	0,00	0,58	0,00	0,58	0,00	0,58	Prairie	Sol superficiel, affleurements
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD10	7,32	APP, ASP	4	7,32	0,00	7,32	0,00	7,32	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD17	22,94	APP, ASP	14	22,94	0,00	22,94	0,00	22,94	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD20	3,57	APP	3	2,93	0,64	3,46	0,11	3,57	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD21	10,54	ASP	7	10,54	0,00	10,54	0,00	10,54	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD22	6,76	ASP	5	0,00	6,76	0,00	6,76	0,00	6,76	Prairie	Dolines, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD28	16,01	ASP	10	0,00	16,01	0,00	16,01	0,00	16,01	Prairie	Dolines, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DORNIER	GD30	14,03	ASP, ATSP	8	6,96	7,07	6,96	7,07	6,96	7,07	Prairie	Dolines, sol superficiel, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE1	1,04	APP	1	0,00	1,04	0,21	0,83	1,04	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE2	1,13	APP	1	0,12	1,01	0,49	0,64	1,13	0,00	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE3	0,99		0	0,00	0,99	0,00	0,99	0,00	0,99	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE4	1,04	ATSP	1	0,00	1,04	0,00	1,04	0,00	1,04	Prairie	Sol superficiel
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE5	18,71	ASP	4	5,43	13,28	5,43	13,28	5,43	13,28	Prairie	Sol superficiel, affleurements, pente
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE6	2,07	ASP	2	2,07	0,00	2,07	0,00	2,07	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE7	3,88	ATSP, ASP	3	3,45	0,43	3,45	0,43	3,45	0,43	Prairie	Sol superficiel
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE8	7,73	ATSP	3	0,00	7,73	0,00	7,73	0,00	7,73	Prairie	Doline, sol superficiel
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE9	9,93	ASP	4	4,69	5,24	4,69	5,24	4,69	5,24	Prairie	Sol superficiel, dolines
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE10	6,64	APP	4	6,64	0,00	6,64	0,00	6,64	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE11	1,76	ASP	1	1,76	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00	Prairie	
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE14	9,77	APP, ASP	6	9,51	0,26	9,51	0,26	9,51	0,26	Prairie	Dolines, avis hydrogéologique
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE17	2,87	ASP, APP	2	2,77	0,10	2,77	0,10	2,77	0,10	Prairie	Doline
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE19	1,07		0	0,00	1,07	0,00	1,07	0,00	1,07	Prairie	Tiers
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE20	9,62	APP, ATSP	5	6,70	2,92	6,70	2,92	6,70	2,92	Prairie	Doline, sol superficiel
BIANS-LES-USIERS	GAEC DU BOIS D ETTE	GE21	6,78	APP	4	6,78	0,00	6,78	0,00	6,78	0,00	Prairie	
			50,58%	407,76		258,63	149,13	264,76	143	269,72	138		

GOUX-LES-USIERS	EARL GRILLET	E66	0,82	ATSP	1	0,00	0,82	0,00	0,82	0,00	0,82	Prairie	Sol superficiel
GOUX-LES-USIERS	EARL GRILLET	E611	17,16	ASP, ATSP	11	3,66	13,50	3,66	13,50	3,66	13,50	Prairie	Sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	EARL GRILLET	E615	1,71	ATSP, ASP, APP	2	1,71	0,00	1,71	0,00	1,71	0,00	Prairie	
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ1	5,16	ASP, ATSP	3	1,97	3,19	3,49	1,67	4,05	1,11	Prairie	Sol superficiel, tiers
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ3	5,09	ATSP	6	0,00	5,09	0,00	5,09	0,00	5,09	Prairie	Pente, sol superficiel
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ6	1,53		0	0,00	1,53	0,00	1,53	0,00	1,53	Prairie	Sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ7	7,38	ASP	1	0,83	6,55	0,83	6,55	0,83	6,55	Prairie	Pente, sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ8	3,29	ATSP	2	0,00	3,29	0,00	3,29	0,00	3,29	Prairie	Sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ9	5,78	ATSP	3	0,00	5,78	0,00	5,78	0,00	5,78	Prairie	Doline, sol superficiel
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ10	0,4		0	0,00	0,40	0,00	0,40	0,00	0,40	Prairie	Sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ11	27,64	ASP, ATSP	14	15,96	11,68	15,96	11,68	15,96	11,68	Prairie	Sol superficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	GQ12	24,91	APP, ASP, ATSP	9	23,71	1,20	23,71	1,20	23,71	1,20	Prairie	Dolines, sol superficiel

GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q13	1,84	APP	1	1,84	0,00	1,84	0,00	1,84	0,00	Prairie	
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q14	1,83	APP	2	1,83	0,00	1,83	0,00	1,83	0,00	Prairie	
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q15	18,26	ASP, ATSP	7	6,35	11,91	6,35	11,91	6,35	11,91	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q16	8,06	ASP, ATSP	5	4,16	3,90	4,16	3,90	4,16	3,90	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q17	0,65	ASP	2	0,17	0,48	0,49	0,16	0,65	0,00	Prairie	Tiers
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q21	3,4	ATSP	1	0,00	3,40	0,00	3,40	0,00	3,40	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q22	10,18	ATSP	5	0,00	10,18	0,00	10,18	0,00	10,18	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	GAEC 4 CHEMINS	6Q27	0,68	ATSP	1	0,00	0,68	0,00	0,68	0,00	0,68	Prairie	Sol supeficiel
GOUX-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	6N21	65,52	ASP, ATSP	12	16,16	49,36	16,16	49,36	16,16	49,36	Prairie	Sol supeficiel, affleurements, dolines, tiers
GOUX-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	6N28	4,61	ASP	2	1,53	3,08	1,53	3,08	1,53	3,08	Prairie	Sol supeficiel, affleurements, dolines
GOUX-LES-USIERS	GAEC DES CHAMPS NOEL	6N30	7,57	APP	5	7,57	0,00	7,57	0,00	7,57	0,00	Prairie	
GOUX-LES-USIERS	MICOTTI Christophe	MC3	3,68	APP, ATSP, ASP	3	1,39	2,29	1,39	2,29	1,39	2,29	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	MICOTTI Christophe	MC4	0,56	ASP	2	0,56	0,00	0,56	0,00	0,56	0,00	Prairie	
GOUX-LES-USIERS	MICOTTI Christophe	MC6	16,16	APP, ASP, ATSP	5	5,53	10,63	5,53	10,63	5,53	10,63	Prairie	Sol supeficiel, affleurements
GOUX-LES-USIERS	MICOTTI Christophe	MC8	0,9	ATSP	0	0,00	0,90	0,00	0,90	0,00	0,90	Prairie	Sol supeficiel
GOUX-LES-USIERS	MICOTTI Christophe	MC12	1,51	APP	2	1,51	0,00	1,51	0,00	1,51	0,00	Prairie	
			30,55%			246,28		96,44	149,84	98,28	148,00	99,00	147,28

OUHANS	GAEC 4 CHEMINS	6Q19	0,38	ATSP	1	0,00	0,38	0,00	0,38	0,00	0,38	Prairie	Sol supeficiel
OUHANS	GAEC 4 CHEMINS	6Q23	1,49	ASP	1	0,69	0,80	0,73	0,76	0,73	0,76	Prairie	Sol supeficiel, affleurements, tiers
OUHANS	GAEC DU BOIS D'ETTE	6E16	1,91	ATSP	1	0,00	1,91	0,00	1,91	0,00	1,91	Prairie	Sol supeficiel
			0,47%			3,78		0,69	3,09	0,73	3,05	0,73	3,05

EVILLERS	GAEC DORNIER	6D9	1,41	ASP, APP	0	1,41	0,00	1,41	0,00	1,41	0,00	Prairie	Affleurements
			0,17%			1,41		1,41	0	1,41	0		

SOMBACOUR	GAEC DE LA COMBE	6C14	13,01	ASP, APP	7	0,00	13,01	0,00	13,01	0,00	13,01	Prairie	Captage
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D23	2,3	APP	2	1,27	1,03	1,75	0,55	2,30	0,00	Prairie	Tiers
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D24	6,47	ASP	5	6,47	0,00	6,47	0,00	6,47	0,00	Prairie	
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D25	12,15	ASP, ATSP	7	10,00	2,15	10,00	2,15	10,00	2,15	Prairie	Sol supeficiel
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D27	9,01	APP, ASP	6	7,78	1,23	8,89	0,12	9,01	0,00	Prairie	Tiers
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D31	5,41	ASP	3	5,19	0,22	5,19	0,22	5,19	0,22	Prairie	Affleurements
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D32	8,56	APP, ASP	2	3,08	5,48	3,08	5,48	3,08	5,48	Prairie	Sol supeficiel, dolines
SOMBACOUR	GAEC DORNIER	6D33	1,87	APP	1	1,87	0,00	1,87	0,00	1,87	0,00	Prairie	
SOMBACOUR	GAEC DU BOIS D'ETTE	6E12	1,81	ASP	2	1,30	0,51	1,65	0,16	1,81	0,00	Prairie	Tiers
SOMBACOUR	GAEC DU BOIS D'ETTE	6E13	1,3	ASP	0	1,30	0,00	1,30	0,00	1,30	0,00	Prairie	
			7,68%			61,89		38,26	23,63	40,2	21,69	41,03	20,86

VUILLECIN	EARL GRILLET	EG18	3,35	APP, ASP	2	3,26	0,09	3,26	0,09	3,26	0,09	Prairie	Doline
VUILLECIN	BERNE Fabrice	FB9	2,54	APP, ASP	2	2,54	0,00	2,54	0,00	2,54	0,00	Prairie	
VUILLECIN	BERNE Fabrice	FB11	1,76	APP	1	1,76	0,00	1,76	0,00	1,76	0,00	Prairie	
VUILLECIN	GAEC 4 CHEMINS	GQ18	3,55	ASP	2	2,65	0,90	2,65	0,90	2,65	0,90	Prairie	Dolines
VUILLECIN	GAEC DU BOIS D'ETTE	GE15	2,83	APP, ASP	2	2,83	0,00	2,83	0,00	2,83	0,00	Prairie	
VUILLECIN	GAEC DU BOIS D'ETTE	GE18	1,03	ASP	1	0,56	0,47	0,56	0,47	0,56	0,47	Prairie	Doline
			1,87%	15,06		13,60	1,46	13,60	1,46	13,60	1,46		

CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC1	17,32	ASP, ATSP	16	7,47	9,85	7,47	9,85	7,47	9,85	Prairie	Sol supérieur, Affleurements
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC2	10,56	ASP, ATSP	7	0,45	10,11	0,45	10,11	0,45	10,11	Prairie	Dolines, Sol supérieur, Affleurements
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC3	6,09	ASP	5	5,51	0,58	5,51	0,58	5,51	0,58	Prairie	Dolines, Sol supérieur
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC4	1,46	ASP, ATSP	3	0,74	0,72	0,74	0,72	0,74	0,72	Prairie	Sol supérieur
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC5	13,75	ASP, ATSP	17	8,46	5,29	8,46	5,29	8,46	5,29	Prairie	Dolines, Sol supérieur, Affleurements, avis hydrogéologique
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC6	7,38	APP, ASP, ATSP	5	3,83	3,55	3,83	3,55	3,83	3,55	Prairie	Sol supérieur, Affleurements
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC7	0,5	ASP	2	0,50	0,00	0,50	0,00	0,50	0,00	Prairie	
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC8	1,61	ASP, ATSP	3	1,40	0,21	1,40	0,21	1,40	0,21	Prairie	Sol supérieur, Affleurements
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC9	0,19		0	0,00	0,19	0,00	0,19	0,00	0,19	Prairie	Fossé
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC10	4,13	MHP	2	4,13	0,00	4,13	0,00	4,13	0,00	Prairie	
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC11	0,59	APP	1	0,04	0,55	0,34	0,25	0,59	0,00	Prairie	Tiers
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC12	0,56	ASP	2	0,35	0,21	0,51	0,05	0,54	0,02	Prairie	Affleurements, Tiers
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC13	0,74	ASP	1	0,61	0,13	0,61	0,13	0,61	0,13	Prairie	Fossé
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC14	0,94	ASP, ATSP	2	0,57	0,37	0,57	0,37	0,57	0,37	Prairie	Sol supérieur
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC15	0,42	ASP	2	0,42	0,00	0,42	0,00	0,42	0,00	Prairie	
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC16	0,66	ASP	2	0,37	0,29	0,37	0,29	0,37	0,29	Prairie	Dolines
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC17	0,08	ASP	1	0,08	0,00	0,08	0,00	0,08	0,00	Prairie	
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC20	0,69	ASP, ATSP	4	0,43	0,26	0,43	0,26	0,43	0,26	Prairie	
CHAFFOIS	Michel CRETIN	MC21	0,13	APP, ASP	2	0,13	0,00	0,13	0,00	0,13	0,00	Prairie	
			8,41%	67,80		35,49	32,31	35,95	31,85	36,23	31,57		

DOMMARTIN	Michel CRETIN	MC18	2,11	ASP+MHP+ATSP	2	1,83	0,28	1,83	0,28	1,83	0,28	Prairie	Sol supérieur
			0,26%	2,11		1,83	0,28	1,83	0,28	1,83	0,28		
				1394,65		703,00	691,65	722,4	672,22	734,12	690,49		

20.5. La Surface Potentiellement Épandable (S.P.E.)

Sur la surface cartographiée, la SPE (en ha) par commune se répartit de la manière suivante :

Communes	Surface cartographiée	SPE (à 100 m des tiers)	SPE supplémentaire (de 50 à 100 m des tiers) Avec pendillard	SPE supplémentaire (de 15 à 50 m des tiers) Avec enfouissement direct
BIANS LES USIERS	407,76	258,63	6,13	4,96
CHAFFOIS	67,80	35,49	0,46	0,28
CHAPELLE-D'HUIN	143,79	52,90	5,76	2,86
DOMMARTIN	2,11	1,83	0,00	0,00
EVILLERS	24,61	18,83	0,33	0,18
GOUX LES USIER	246,28	98,28	1,84	0,72
OUHANS	3,78	0,69	0,04	0,00
SEPTFONTAINE	421,57	186,33	2,90	1,89
SOMBACOUR	61,89	38,26	1,94	0,83
VUILLECIN	15,06	13,60	0,00	0,00
TOTAL	1394,65	703,00	19,40	11,72

La SPE pour des épandages de lisier est de :

- 703,00 ha à plus de 100 m des tiers (soit 50% de la surface cartographiée).
- 265,64 ha à plus de 50 m des tiers (soit 52% de la surface cartographiée).
- 270,57 ha à plus de 15 m des tiers (soit 53% de la surface cartographiée).

La répartition de la SPE par catégorie en fonction du pouvoir épurateur et du contexte réglementaire est la suivante :

Répartition de la SPE				
Surfaces totales	Couleur sur la carte	à 100m des tiers	de 50 à 100m des tiers	de 15 à 50m des tiers
D'excellence (379,98 ha)	vert	362,42 ha		
	fond vert rayé rouge		+ 11,19 ha	
	fond vert quadrillé rouge			+ 6,37 ha
Sous conditions (363,94 ha)	jaune ou bleu	350,38 ha		
	jaune ou bleu rayé rouge		+ 8,21 ha	
	jaune ou bleu quadrillé rouge			+ 5,35 ha

20.6. Conseil et pratiques d'épandage

20.6.1. Les facteurs de l'épandage

Divers facteurs influent sur la valorisation des épandages, entre autres :

- **Le type de sol**, qui détermine le pouvoir épurateur et les périodes de pousse. De plus, certains sols peuvent poser des problèmes de praticabilité en automne ou au printemps.
- **La nature des effluents d'élevage**, à travers sa consistance, sa teneur en azote et le rapport entre les différentes formes d'azote. Les effluents riches en azote minéral (lisier, purin, digestat) ont un effet plus rapide mais leur épandage présente un risque plus important de générer un excès de nitrates dans le sol. Ils devront donc être épandus dans des conditions permettant une fixation rapide des éléments minéraux (sol ressuyé, période de pousse active, hors période de déficit hydrique sur sol superficiel, enfouissement avant semis pour des apports sur culture).
- **Les conditions météorologiques** qui, après épandage, vont conditionner non seulement la valorisation des matières épandues, mais également le risque de lessivage et de ruissellement des éléments minéraux si les précipitations sont importantes.
- **La nature des cultures** qui valorisent plus ou moins bien le digestat et/ou les effluents d'élevage. On cherchera toujours, en fonction des disponibilités, à apporter le produit le mieux valorisé par chaque culture. On privilégiera les épandages de produit liquide sur les prairies fauchées.
- **L'enfouissement du digestat et/ou des effluents d'élevage** sur sols nus, qui permet d'éviter le ruissellement et augmente la fixation des éléments minéraux. L'épandage sur prairie est difficilement compatible avec un enfouissement excepté avec du matériel permettant un enfouissement direct.

20.6.2. Conseils d'utilisation relatifs aux types de sols

Le choix de la période d'épandage sera modulé en fonction des deux catégories de parcelles aptes à l'épandage et de l'activité biologique du sol et végétative des plantes.

- **Parcelles d'excellence** : (parcelles en **VERT** sur la carte).

La couverture pédologique est suffisante pour permettre une bonne valorisation agronomique des épandages. Par conséquent, les épandages sont possibles sans risque tout en respectant les conditions climatiques.

- **Parcelles sous conditions** : (parcelles en **JAUNE** ou **BLEU** sur la carte).

Il s'agit de parcelles (plus légères ou hydromorphes) et ayant un pouvoir épurateur inférieur aux parcelles d'excellence :

- Parcelles en **JAUNE** - Préférer les épandages durant la période végétative au printemps et au début de l'automne. Interdiction d'épandage pendant l'arrêt de la végétation en été.
- Parcelles en **BLEU** - Epandage pendant la période estivale.

20.6.3. Raisonnement de l'épandage

Les apports en éléments minéraux aux cultures doivent correspondre aux exportations. Cet objectif est d'une part **économique** (réduction des consommations d'engrais) et d'autre part **environnemental** puisqu'il permet d'éviter l'accumulation dans le sol d'éléments minéraux susceptibles d'être lessivés et de polluer les ressources aquifères.

La **valeur des effluents d'élevage** doit être prise en compte dans la fertilisation des cultures et venir en déduction des apports sous forme minérale pour limiter les risques de pollution et les gaspillages.

La **totalité des unités d'azote n'est pas disponible la première année**. Le graphique ci-dessous rend compte de la répartition des différentes formes d'azote en fonction de la nature des produits organiques.

Fumier de bovins	10 %	20 %	70 %
Boue de STEP	10 à 20 %	30 à 40 %	50 %
Lisier de bovins	40 %	30 %	30 %
Digestat	50 %		50 %
Lisier de porcs	60 %	20 %	20 %
Fientes de volailles	70 %	20 %	10 %
Purin de bovins	80 %		20 %

Effet direct		Azote directement disponible pour la plante «équivalent à azote minéral »
Effet direct		Azote organique libéré dans l'année pour les plantes
Arrière effet		Azote organique libéré les années suivantes pour les plantes

Le raisonnement relatif à la fertilisation s'applique aussi bien à l'azote qu'au phosphore et au potassium, présents en quantités non négligeables dans les effluents d'élevage. Le phosphore et le potassium contenus dans les déjections animales sont disponibles en totalité l'année de l'apport.

Les épandages sur les surfaces autorisées doivent permettre de réduire la fertilisation minérale sur ces parcelles et donc de réaliser des économies sur le coût de la fertilisation. De plus, ils apportent au sol des éléments secondaires et des oligo-éléments, absents ou rares dans les engrais de synthèse. Une répartition sur l'ensemble des terrains de l'exploitation permet de réduire le risque de carence ou d'excès.

Concernant les parcelles pâturées, il convient de respecter un délai sanitaire allant de 3 semaines minimum à 6 semaines (délai inscrit dans les cahiers des charges des produits AOP fromage) entre l'épandage et la mise à l'herbe du troupeau. Il faut également tenir compte, dans la fertilisation, des déjections des animaux au pâturage.

20.6.4. Périodes d'épandage

Le tableau ci-après représente à titre indicatif les périodes d'épandages qui sont déconseillées (en jaune) ou possibles (en vert) suivant le type de couvert végétal, les stades ou les périodes culturales. Les périodes sont adaptées à la zone et l'altitude et sont modulables en fonction des conditions climatiques.

	Périodes ou stades végétatifs				
Prairies fauchées	Hivernale	Dès la reprise de la végétation	4 à 6 semaines avant la récolte des foins	Après la fenaison	A l'automne pendant la période végétative
Prairies Pâturées	Hivernale	Dès la reprise de la végétation	Pendant le pâturage	A l'automne pendant la période végétative	
	Périodes ou stades culturaux				
Culture de printemps (maïs, orge, betterave ...)	Hivernale	Avant semis	Sur culture en place (avec matériel spécifique)	Avant déchaumage	Interculture
Culture d'automne (Orge, blé, triticale ...)	Avant semis	Hivernale		Avant déchaumage	Interculture
Périodes possibles		Avec du matériel spécifique		Périodes déconseillées	

20.7. Système d'exploitation

20.7.1. Cheptel et effluents produits

PROJET : SAS AGRIPORC FC
Nombre de places : 1 500
Nombre de porcs produits / an : 4 203

Effluents produits	Volume	Unité	Référence
Truies allaitantes	6,48	m3 / place / an	Calcul des capacités de stockage des effluents d'élevage ruminant, équin, porcin, avicole et cunicole / IDELE / Septembre 2018
Truies gestantes	4,32	m3 / place / an	Calcul des capacités de stockage des effluents d'élevage ruminant, équin, porcin, avicole et cunicole / IDELE / Septembre 2018
Porcelets en Post sevrage	0,86	m3 / place / an	Calcul des capacités de stockage des effluents d'élevage ruminant, équin, porcin, avicole et cunicole / IDELE / Septembre 2018
Porcs à l'engrais	2,08	m3 / place / an	Calcul des capacités de stockage des effluents d'élevage ruminant, équin, porcin, avicole et cunicole / IDELE / Septembre 2018 (2,84m3/place/an alimentation au lactosérum)
Volume effluent annuel	4 252,66	m3 / an	
Azote (N)	14 255,00	kg / an	Corpen / RMT Elevage-Environnement - Bilan Réel Simplifié "Porc"
Phosphore (P ₂ O ₅)	7 534,00	kg / an	Corpen / RMT Elevage-Environnement - Bilan Réel Simplifié "Porc"

20.7.2. Stockage des effluents d'élevage.

Au terme du projet, la quantité d'effluents produits annuellement sur le site d'élevage sera de 4253 m3 de lisier (porcs).

L'exploitation disposera de préfosse sous les animaux (1.263 m3 utiles), d'une préfosse couverte (200 m3 utiles) permettant de collecter le lisier issus des bâtiments d'élevage et les eaux de nettoyage, et d'une fosse couverte existante (738 m3).

La capacité totale de stockage sera de 2.201 m³, soit 6.2 mois. L'autonomie de stockage recommandée sur le secteur est de 5 mois.

Stockage des effluents	Volume	Unité
Fosse ouverte existante	-	m ³
Fosse couverte existante	738,00	m ³
Fosse ouverte projet		m ³
Fosse couverte à créer	200,00	m ³
Sous animaux existant		m ³
Sous animaux projet	1 262,93	m ³
TOTAL	2 200,93	m³
Capacité de stockage	6,21	mois

20.7.3. Organisation des épandages.

Les épandages sont réalisés par les prêteurs de terres ou par un prestataire de service. La capacité des tonnes à lisier varie de 15 à 25 m³ ; Elles sont équipées majoritairement de système de répartition classique (buse palette). A la fin du chantier d'épandage, un bordereau d'enlèvement des effluents est rempli avec chaque prêteur de terres. Ce bordereau permet renseigner le cahier d'épandage.

20.7.4. Situation des prêteurs de terre

La situation des prêteurs de terre est décrite en annexe. La surface « réservée » pour chaque exploitation est déterminée en fonction du système d'exploitation bovin (fumier ou lisier) et du cheptel présent. Le % de SAU mise à disposition est également pris en compte dans le calcul. Les dernières colonnes du tableau permettent de voir :

- la quantité de lisier épandable par les prêteurs de terre,
- la SPE disponible pour chaque prêteur de terre.

Le calcul est basé sur le phosphore (élément limitant) pour du lisier ayant comme caractéristique agronomique 4,144 kg d'azote et 2,771 kg de phosphore par m³.
Les prêteurs de terre peuvent mettre à disposition 315 ha.

20.7.5. SPE utilisée par année culturale

La SPE utilisée lors d'une année culturale pour épandre la totalité des lisiers **est d'environ 210 ha**, ce qui représente un apport moyen de **10 m³ par ha** et par an en fonction des prairies.

Les apports de lisier par ha et par an sont déterminés en fonction des exportations calculées en référence aux rendements observés. Les apports notés dans la colonne « quantité épandue » sont des quantités maximums possibles exprimées en m³ pour le lisier.

	Rendement (en M.S.)	Quantité épandue	Azote (kg N)		Phosphore (kg de P ₂ O ₅)	
			Apport	Export	Apport	Export
Prairie pâturée	5,2 tonnes	13 m ³	54	129	36	36
Prairie fauchée	6,3 tonnes	14 m ³	58	137	40	40
Prairie fauchée puis pâturée	7 tonnes	16 m ³	66	153	45	45

Les apports sont définis sur la base du bilan de phosphore ; ils sont inférieurs aux exportations des plantes.

La SPE disponible est suffisante pour l'épandage.

20.8. Conclusion

La SPE est suffisante pour permettre une bonne valorisation du digestat et/ou de l'effluent d'élevage :

- Ils représentent un réel intérêt agronomique.
- Les doses apportées sont en corrélation avec les besoins des prairies du secteur. Elles se substituent à l'apport d'engrais minéraux.
- Les apports azotés sont inférieurs au maximum toléré par la réglementation.

Les surfaces non retenues pour l'épandage concernent les zones proches des habitations, à pente forte, les terrains ayant un faible pouvoir épurateur, les secteurs proches d'une source ou d'un point d'eau...

Les préconisations précitées permettent une bonne pratique des épandages dans le respect le milieu.

PJ N°21. Annexes gestion des effluents

Bilan azoté et phosphore, Lexique pédologique, Zone humide et aptitude à l'épandage, Annexe réglementaire, Avis hydrogéologique, Modèles

21.1. Bilan azoté et phosphore

21.1.1. Quantité d'azote et de phosphore disponible

Origine des effluents	Type	Volume	Azote	Phosphore
Elevage de Bians Les Usiers	Lisier	4 253 m3	14 255 kg	7 534 kg

21.1.2. Rendement moyen

Culture	2015	2016	2017	2018	2019	sur 5 ans	sur 3 ans
Prairie pâturée	6,0	5,5	5,5	4,0	4,5	5,1	5,2
Prairie fauchée	7,0	6,5	6,5	6,0	6,5	6,5	6,3
Prairie fauchée puis pâturée	8	7	7,5	6,5	7	7,2	7,0

Moyenne calculée sur 5 années et 3 années en excluant les valeurs maximale et minimale

21.1.3. Assolement

Prairies ou cultures	Assolement (ha)	Rendement / ha en tonnes	Exportation de N *		Exportation de P2O5 *	
			par ha	totale	par ha	totale
Prairie pâturée	663	5,2	129,2	85 660	36,2	24 001
Prairie fauchée	331	6,3	136,7	45 248	40	13 240
Prairie fauchée puis pâturée	331	7,2	152,5	50 478	44,5	14 730
	1325					

* Norme CORPEN

21.1.4. Utilisation de la SPE lors d'une année culturale

Surface proposée pour l'épandage du lisier :	1 395	
Surface apte à l'épandage de lisier :	703	
Surface disponible (en fonction des autres apports) :	315	
Surface utilisée lors d'une campagne culturale :	210	Soit 66 % de la SPE
Surface en réserve :	105	Soit 34 % de la SPE
Volume de lisier par hectare et par an (en m3) :	10	

21.1.5. Bilan

		Azote	Phosphore
Sur la totalité de l'assolement	1325 ha	181 352	51 948
Sur la SPE disponible pour l'épandage du lisier	703 ha	43 113	12 350
Sur la SPE recevant du lisier lors d'une année culturale	210 ha	28 742	8 233
Bilan		14 487	699

21.1.6. Pression par ha de SPE recevant du lisier

	Apporté	Exporté	Bilan
Azote (N)	68	137	-69
Phosphore (P2O5)	36	39	-3

21.2. Zones humides et aptitude à l'épandage

21.2.1. Définition

Dans le code de l'environnement, la définition des zones humides est la suivante : les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Art. L.211-1). L'hydromorphie des sols résulte de la définition qu'un gradient d'humidité minimale ou périodique est exigé. L'humidité est la caractéristique centrale des zones humides. Il faut que les terrains en question soient en contact avec l'eau : rentrent ainsi dans la définition, les terrains « habituellement inondés ou gorgés d'eau (...) de façon permanente ou temporaire » (Art. L.211-1 du code de l'environnement). Le critère retenu est celui de la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle (Art. R.211-108 du code de l'environnement). L'engorgement des sols par l'eau peut se révéler dans la morphologie des sols sous forme de traits appelés « traits d'hydromorphie ».

Les sols de zones humides se caractérisent généralement ainsi par la présence d'un ou plusieurs traits d'hydromorphie suivants :

- **des horizons histiques**, (Les horizons histiques sont des horizons holorganiques entièrement constitués de matières organiques et formés en milieu saturé par la présence d'eau durant des périodes prolongées (plus de six mois dans l'année).
- **des horizons rédoxiques**, (Un horizon de sol est qualifié de rédoxique lorsqu'il est caractérisé par la présence de traits rédoxiques couvrants plus de 5 % de la surface de l'horizon observé sur une coupe verticale. Les traits rédoxiques résultent d'engorgements temporaires par l'eau avec pour conséquence principale des alternances d'oxydation et de réduction).
- **des horizons réductiques**, (Les horizons réductiques résultent d'engorgements permanents ou quasi permanents, qui induisent un manque d'oxygène dans le sol et créent un milieu réducteur riche en fer ferreux ou réduit).

21.2.2. Aptitude à l'épandage

La phase sur le terrain, permet aux pédologues de relever des traits d'hydromorphie dans le sol et de donner une aptitude à ces sols caractérisés par les sigles (MHP, MHV ou MHCG) pour Modérément Hydromorphe de Plateaux, de Vallée ou de Collines Glaciaires et (FHP, FHV ou FHCG) pour Fortement Hydromorphe de Plateaux, de Vallée ou de Collines Glaciaires. Ces catégories de sols qui ne répondent pas à la définition des zones humides décrite ci-dessus, peuvent recevoir des effluents d'élevage sous certaines conditions décrites dans le rapport agropédologique. Ces sols sont en couleur bleu sur les cartes. Les épandages devront donc être réalisés essentiellement en période estivale.

De même que, si des secteurs sont repérés comme très fortement hydromorphes, quelle que soit leur surface, qu'il soit répertorié ou pas en zone humide, ces secteurs seront classés en rouge sur les cartes d'épandage (interdiction pédologique) et exclus de tout épandage de lisier.

Le plan d'épandage prend bien en compte toutes les caractéristiques du sol, les aspects réglementaires propres aux îlots concernés et les contraintes relatives aux types de sols.

21.3. Lexique pédologique

Catégories de sols : Regroupement de types de sols selon 3 critères :

- L'appartenance à l'un des 5 types de Paysages franc-comtois retenus (Vallée, Plateau, Versant, Colline Glaciaire, Terrasse Glaciaire).
- L'épaisseur de sol prospectable par les racines.
- L'aération ou l'hydromorphie (engorgement temporaire ou permanent des sols).

Chailles : Cailloux non calcaires de 1 à plusieurs cm irréguliers de teinte brunâtre et d'aspect rugueux se distinguant des silex par une cassure mate et non translucide.

Circulation latérale : Il s'agit de l'ensemble des situations qui privilégient une circulation des eaux à la surface du sol vers les eaux superficielles (installation de nappes perchées temporaires, inondation...).

Circulation verticale : Ce risque concerne l'ensemble des situations qui privilégient une circulation verticale rapide (suite à de fortes averses) au travers d'un réseau de macro-fissures (= fentes de retrait) partant de la surface et traversant une ou plusieurs couches constitutives du sol : elles se forment en période de déficit hydrique et dépendent de la nature et du taux d'argile.

Effervescence à l'acide chlorhydrique : Permet de reconnaître au champ la présence de calcaire en quantité suffisante pour que ce dernier soit nommé dans la granulométrie. L'acide chlorhydrique dilué à 10 % (HCl) versé à l'aide d'une pipette sur de la terre fine sans cailloux et contenant des fines particules de calcaire fait effervescence (apparition de bulles plus ou moins grosses accompagnées d'un léger crépitement). On estime que l'effervescence apparaît à partir d'un taux de CaCO_3 supérieur à 1,5 %.

Homogène : En dehors de l'horizon de surface (toujours plus foncé que les autres), il y a très peu de discontinuité de couleur sur l'ensemble du sol.

Horizon (d'un sol) : Terme utilisé pour désigner les différentes couches (ou niveau) qui constituent un sol.

Lessivage hivernal : Il correspond à l'entraînement en profondeur des nitrates pendant les phases de drainage climatique dues aux pluies d'automne et d'hiver (période où les précipitations sont supérieures à l'évapotranspiration). Le phénomène concerne les nitrates présents dans les sols au début de la période de drainage hivernal.

Mouillère : Partie de champ ordinairement humide par l'émergence diffuse d'eau à la surface du sol.

Murget : Nom local désignant un petit mur délimitant des parcelles et réalisé en pierres sèches. Les pierres et cailloux utilisés proviennent de l'épierrage manuel des champs.

Pénétration à la tarière : Indication de la plus ou moins grande facilité (ou difficulté) à effectuer le sondage à la tarière à main.

PH eau : Cologarithme de la concentration des ions H^+ dans une solution aqueuse de sol. Il mesure l'acidité ($\text{PH} < 7$) ou la basicité ($\text{PH} > 7$).

Plateau : Paysage se présentant sous forme d'une surface étendue de terrain présentant des irrégularités topographiques et délimités ou entaillés par des vallées.

Pouvoir épurateur : Il s'agit de l'évaluation de la capacité d'un sol à transformer un effluent organique : cette capacité est principalement fonction de sa profondeur, charge en cailloux, texture de surface, de son acidité, du caractère humifère des "couches" de surface, de son aération, donc de son régime hydrique et de l'estimation de son activité naturelle. (Le pouvoir épurateur est évalué par observation intégrant l'ensemble des facteurs précités et évalué sous forme de 4 classes : **inopérant, faible, moyen et bon**).

Produits solides : Ils correspondent aux fumiers et effluents organiques assimilés classés comme "fertilisants organiques de type I" à $C / N > 8$.

Produits liquides : Ils correspondent aux lisiers et purins et effluents organiques assimilés classés comme "fertilisants organiques de type II" à $C / N < 8$.

Réserve Hydrique d'un sol ou Réserve en Eau ou Réserve Utile : Elle exprime en mm l'eau utilisable théoriquement par la plante. Elle dépend de nombreux facteurs (pourcentage de cailloux, humidité au point de flétrissement, humidité du sol, humidité à la capacité au champ).

Situation du sol dans le paysage : Correspond à une observation visuelle du sol dans le paysage et en particulier sa situation topographique, éventuellement son aspect de surface...

Sous-sol : Matériau pédologique ou géologique situé immédiatement sous le sol.

Sol : Formation résultant de l'altération de roches sous-jacentes ou de l'apport de matériaux d'origine diverse et caractérisée par plusieurs niveaux nommés horizons.

Sol aéré : Sol au travers duquel la circulation de l'air et de l'eau s'effectue normalement : aucun signe ne traduit un arrêt temporaire de cette circulation.

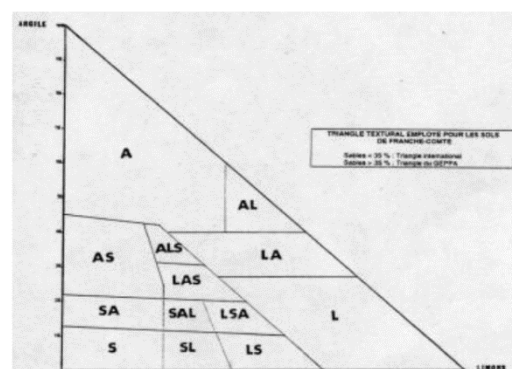
Sol profond : Sol dont la profondeur prospectable par les racines est en tout cas supérieure à 35 cm et souvent voisine ou supérieure à 60 cm.

Sol superficiel : Sol dont la profondeur prospectable par les racines est en tout cas inférieure à 35 cm et souvent voisine ou inférieure à 20 cm.

Tarière : Outil privilégié d'observation des sols sous forme d'une grande vrille et permettant de prélever des "carottes de sol" à différente profondeur.

Sol hydromorphe : Sol au travers duquel la circulation de l'air et de l'eau s'effectue plus ou moins difficilement : observation de taches et/ou veinules de couleur (rouille, brunâtre, bleutée, verdâtre...) qui traduisent un engorgement temporaire ou permanent du sol.

Texture : La texture d'un sol est la proportion des différentes fractions (argiles, limons, sables) de la terre fine ; sur le terrain elle s'apprécie au toucher (voir "test de l'anneau"). Elle est déterminée par report de la composition granulométrique sur un triangle de texture.



Terrasse alluviale (sols de) : Sols constitués à partir de dépôts d'origine alluviale.

Type de formation (d'un sol) : Désignation du principal mode de formation d'un sol (placage, colluvion, terrasse alluviale, altérite argileuse / calcaire, gréseuse, argile de décarbonatation).

Test de l'anneau : Test permettant d'apprécier au toucher la texture d'un sol sur le terrain:

<u>Test</u>	<u>Signification</u>
Réalisation du "boudin" impossible	Domaine sableux
Réalisation du "boudin" possible mais anneau impossible	Texture limoneuse (l)
Anneau se fissurant au 3/4 de la fermeture	Texture limono-argileuse (la)
Anneau réalisable	Texture argileuse (al à a)

Remarques : toucher soyeux-talqueux et salissement jaunâtre de la main : abondance de limons ;
toucher rugueux et / ou crissement à l'oreille : abondance de sables.

Ruissellement : Il est fonction de la pente, de la texture et de la présence ou non d'un couvert végétal et correspond à un écoulement instantané et temporaire des eaux sur un versant à la suite d'une averse.

Stratégie d'épandage : Elle est une indication de période pour une valorisation optimale du produit organique épandu pour la fertilisation d'un couvert végétal implanté ou à planter. Elle n'a pas de valeur réglementaire. Les repères calendaires utilisés sont des dates moyennes qui pourront être modulées en fonction des données climatiques du moment.

Vallée : Paysage se présentant sous forme de dépression allongée, façonnée par un cours d'eau : sa surface topographique est formée de replats situés au niveau des cours d'eau ou de replats et pentes situés à des altitudes supérieures correspondant à d'anciennes terrasses.

Versant : Paysage se présentant sous forme de surface étendue comprise entre le faite d'un relief et la zone basse voisine ; les formes de versants sont variées : planes, avec ou sans rupture de pente, concaves, convexes ou une combinaison de ces formes.

21.4. Annexe réglementaire

Extrait de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant les règles techniques relatives à l'épandage auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins et de porcs relevant du régime de l'enregistrement

Article 26

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :

- Dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28
- Par compostage dans les conditions prévues à l'article 29
- Sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30
- Pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Article 27-1

Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- La stagnation prolongée sur les sols
- Le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage
- Une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Article 27-2

a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :

- Identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers
- Identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités
- Calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents.

b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :

- Les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation
- L'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie
- Les assolements, les successions culturales, les rendements moyens
- Les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités le cas échéant sur les cultures et les prairies
- Les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants
- Les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3.

c) Composition du plan d'épandage.

Le plan d'épandage est constitué :

- D'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3
- Lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées
- D'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune
- Des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4
- L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

d) Mise à jour du plan d'épandage.

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

Article 27-3

a) Généralités.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :

- sur sol non cultivé
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts)
- sur les sols enneigés
- sur les sols inondés ou détrempés
- pendant les périodes de fortes pluviosités
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par aspiration est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.

b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

<i>CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités</i>	<i>DISTANCE minimale</i>	<i>CAS particuliers</i>
<i>Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29</i>	<i>10 mètres</i>	
<i>Fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois</i>	<i>15 mètres</i>	
<i>Autres fumiers. Lisiers et purins. Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 29 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais. Digestats de méthanisation. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.</i>	<i>50 mètres</i>	<i>En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.</i>
<i>Autres cas</i>	<i>100 mètres</i>	

c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources)
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

Article 27-4

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres. Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

Article 27-5

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :

- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement. Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :
 - aux composts élaborés conformément à l'article 29
 - lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

21.5. Avis hydrogéologique

Jean-Pierre METTETAL
Docteur en Géologie appliquée

6 rue Abbé Sieyès - 25000 BESANÇON
06.31.33.80.38 jp.mettetal@sfr.fr

Besançon, le 11 août 2020

EXPLOITATION AGRIPORC Franche-Comté
Élevage de Bians-les-Usiers

PLAN D'ÉPANDAGE - AVIS HYDROGÉOLOGIQUE

Visite des parcelles le 6 août 2020

Rappel – Rapport Chambre Régionale d'Agriculture.

Le plan d'épandage de l'exploitation Agriporc Franche-Comté concerne les communes de Bians-les-Usiers, Chaffois, Dommartin, Chapelle d'Huin, Evillers, Goux-les-Usiers, Ouhans, Sombacour et Vuillecin, pour une surface totale exploitée de 806,09 ha.

Géographie - Géologie - Hydrogéologie

Le secteur étudié intéresse deux unités géologiques distinctes :

- le Plateau de Levier, au Nord-Ouest, structure tabulaire d'altitude moyenne 700 m, c'est le Val des Usiers,
- la Haute-Chaine, au Sud-Est, à plus de 900 m d'altitude, il s'agit d'une structure plissée constituée d'une vaste voûte anticlinale (anticlinal de Pissenavache) coiffée entre deux minces synclinaux crétacés ; cette structure domine le Val des Usiers, elle est limitée au Nord-Ouest par le Mont St Séverin et au Sud-Est, par la Côte du Fol.

Les terrains rencontrés sont essentiellement constitués par les horizons calcaires du Jurassique Supérieur, interrompus par les niveaux marneux de l'Argovien formant une dépression bien visible dans la topographie au Sud-Est de Pissenavache : Combe Bateau, Combe la Noire.

Pédologie (Chambre Régionale d'Agriculture BFC)

Les horizons pédologiques sont soit profonds (APP, épandages possibles pratiquement toute l'année), soit superficiels (ASP, épandages possibles du printemps à l'automne) soit aérés très superficiels (ATSP) épandages interdits.

Les parcelles épandables sont faciles à repérer, elles sont plus vertes en période caniculaire et elles sont systématiquement placées dans les secteurs déprimés, là où se sont accumulées des colluvions et des argiles de décalcification à l'origine de sols un peu plus profonds que sur les zones de relief ; il n'en reste pas moins que tout ce secteur reste très sensible en matière d'épandages de produits organiques.

Alimentation en eau potable :

L'alimentation en eau potable du secteur est assurée essentiellement par le Syndicat de Vuillecin, à partir de deux puits implantés dans la plaine de l'Arlier, non concernés, mais également par les sources du "Rein", captées par la commune de Sombacour, leurs périmètres de protection ont été évités. A noter que la commune de Ouhaus assure son alimentation en eau potable à partir de la source de la Loue.

Hydrogéologie :

La totalité des parcelles concernées est située dans le bassin versant de la Loue qui assure l'alimentation en eau potable de plus de 100 000 habitants, soit directement (Ouhaus, Besançon), soit indirectement à partir de sa nappe d'accompagnement : SIEHL, Quingey, Lombard, etc... Les nombreux essais de traçages ont montré l'extrême vulnérabilité des systèmes karstiques de ce plateau.

Visite des parcelles :

Les paysages des deux secteurs concernés sont marqués par la présence de très nombreux phénomènes karstiques : dolines, gouffres, vallées sèches ; l'étude prend bien compte de ces particularités locales : les dolines sont soigneusement repérées et clairement annotées "épandages interdits".

Une exception toutefois, la parcelle GD28, sur la commune de Bians les Usiers, est, par erreur, classée dans les "parcelles d'excellences" épandable toute l'année alors qu'elle est, dans sa partie basse, à l'est, marquée par la présence de nombreuses dolines parfois très profondes et escarpées; idem pour la GD 22, mitoyenne dans sa partie Nord. Ces classements erronés devront être remplacés par une interdiction stricte.

De plus, l'extrémité Nord de la MC5 sur la commune de CHAFFOIS où il est possible d'observer, en bordure de route, une dépression modeste mais bien marquée (doline) qui devra être éliminée.

Concernant le secteur de "la Vrène", sur la commune de Bians les Usiers, au Nord Est de Pissenavache, dans la partie haute, les terrains supportés par le Rauracien sur les marnes de l'Argovien, sont fortement marqués par la présence de très nombreuses dolines profondes : ilots EG2, FB2, GC 12, GD22, GD28, GD30, GE14, GN9... il s'agit là de dolines d'effondrement (pentes abruptes et affleurements rocheux) et non de dissolution, moins vulnérables ; cette particularité conduit à s'interroger sur la pertinence d'épandages sur des parcelles où les mesures de précautions nécessaires réduiront fortement les secteurs utilisables ? Afin de limiter les risques de pollution, il sera nécessaire de regrouper les zones à forte densité de phénomènes karstiques et de les interdire, comme cela est fait sur le Nord de la parcelle FB2 ; les secteurs conservés devront être marqués en jaune et n'être sollicités qu'en dernier recours !

Conclusion :

Moyennant la prise en compte de ces remarques, je propose de donner un avis favorable à ce dossier pour ce qui concerne les eaux souterraines et l'alimentation en eau potable.

L'hydrogéologue

J.P. METTAL

Jean-Pierre METTETAL
Docteur en Géologie appliquée
6 rue Abbé Sieyès - 25000 BESANÇON
06.31.33.80.38 jp.mettetal@sfr.fr

Besançon, le 11 août 2020

SAS AGRIPORCS - 25260 La Chevillote
Elevage Septfontaines

PLAN D'EPANDAGE - AVIS HYDROGEOLOGIQUE

Visite des parcelles le 6 août 2020

Rappel – Rapport Chambre Régionale d'Agriculture.

Le plan d'épandage de l'élevage de Septfontaine concerne les communes de Chapelle d'Huin, Septfontaines et Evillers pour une surface exploitée de 588 ha.

Géographie - Géologie - Hydrogéologie

Le secteur étudié intéresse une seule unité géologique, il s'agit du Plateau de Levier, structure tabulaire d'altitude moyenne 750 m. Les terrains rencontrés sont essentiellement constitués par les horizons calcaires du Jurassique Supérieur, fracturés par des accidents majeurs SW-NE.

Pédologie

Les horizons pédologiques sont soit profonds (APP, épandages possibles pratiquement toute l'année), soit superficiels (ASP, épandages possibles du printemps à l'automne) soit aérés très superficiels (ATSP) épandages interdits.

Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable du secteur est assurée essentiellement par le Syndicat de Vuillecin, à partir de deux puits implantés dans la plaine de l'Arlier, mais également par les sources du "Rein", captées par la commune de Sombacour. A noter que la commune de Ouhans assure son alimentation en eau potable à partir de la source de la Loue.

Hydrogéologie :


La totalité des parcelles concernées est située sur le bassin versant de la Loue qui assure l'alimentation en eau potable de plus de 100 000 habitants, soit directement (Ouhans, Besançon), soit indirectement à partir de sa nappe d'accompagnement : SIEHL, Quingey, Lombard, etc... Les nombreux essais de traçages ont montré l'extrême vulnérabilité des systèmes karstiques concernés.

Visite des parcelles :

Les paysages de ce plateau sont marqués par la présence de très nombreux phénomènes karstiques : dolines, gouffres, vallées sèches ; l'étude prend bien compte de ces particularités locales : les dolines sont soigneusement repérées et clairement annotées "épandages interdits". Les sols les plus profonds sont systématiquement présents dans les parties déprimées du plateau, là où se sont accumulés les produits d'altération des calcaires qui ont permis la formation de sols un peu plus profonds. Les variations de la végétation témoignent bien de ce phénomène.

Un site particulier retient l'attention, il s'agit de la vallée sèche, orientée NNE – SSW, au Sud du village, là où sont installés : la station d'épuration, le circuit de kart et la fromagerie ; on y observe une quantité importante de profondes dolines d'effondrement, à flancs escarpés dont la morphologie témoigne d'une évolution récente, voire actuelle ; malgré des sols profonds, je suggère que les parcelles GT2 et GM15 soient retirées du plan d'épandage.

En conclusion, sous réserve de la prise en compte de ces remarques et des conclusions du rapport de la Chambre Régionale, je propose de donner un avis favorable à ce dossier pour ce qui concerne les eaux souterraines et l'alimentation en eau potable.

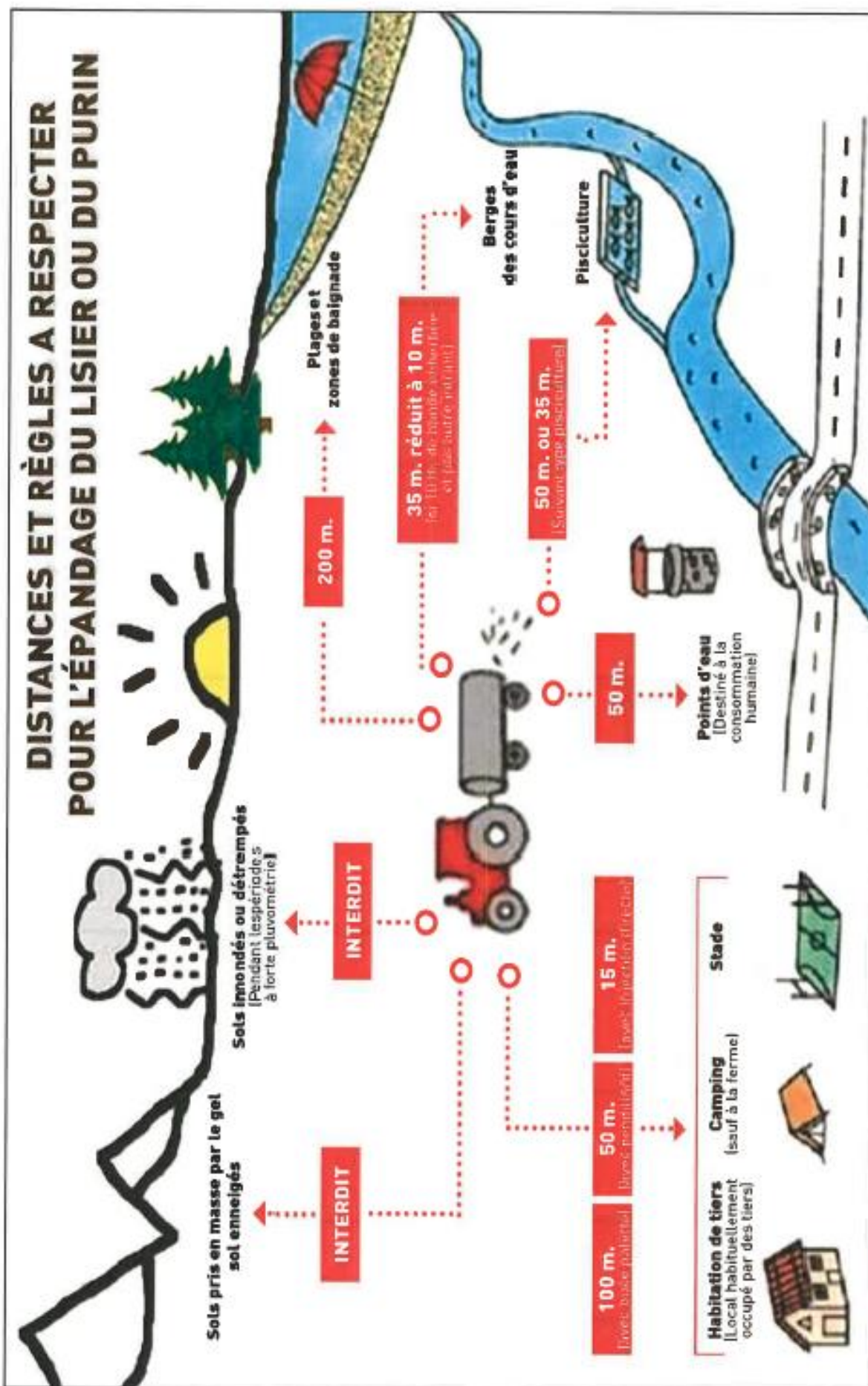
L'hydrogéologue,

J.P. METTETAL

21.6. Modèles de cahier d'épandage et bordereaux

CAHIER D'EPANDAGE **(Modèle)**

Si vous exploitez une porcherie de plus de 50 équivalents animaux (*), votre élevage est soumis à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cadre, vous devez posséder un plan d'épandage des déjections, et tenir à jour un cahier d'épandage des déjections qui atteste du respect du plan d'épandage (identification des parcelles ayant effectivement reçu des déjections et quantités apportées). Ce document est vérifié systématiquement dans le cadre de contrôles.

- (*) Calcul des équivalents animaux en fonction des animaux présents :
- Un reproducteur (truie ou verrat) = 3 équivalents porcs
 - Un porcelet en post sevrage = 0,2 équivalent porc
 - Un porc à l'engraissement = 1 équivalent porc



CAHIER D'EPANDAGE

[illegible]

BORDEREAU D'ENLEVEMENT DES EFFLUENTS

(Modèle)

Lorsque les épandages sont réalisés sur des terres mises à disposition, la réglementation prévoit que des bordereaux d'enlèvement des effluents soient remplis en fin du chantier d'épandage.

BORDEREAU D'ENLÈVEMENT DES EFFLUENTS

PRODUCTEUR DES EFFLUENTS :
 TYPE D'EFFLUENTS : VALEUR DE L'AZOTE :
 DESTINATAIRE DES EFFLUENTS :
 PRESTATAIRE DE SERVICE :

PARCELLE D'ÉPANDAGE (commune et n° parcelle ou n° ilot)	SURFACE ÉPANDUE	DATE D'ÉPANDAGE	QUANTITÉS ÉPANDUES Lisier, fumier... (m3 ou tonne)	QUANTITÉS ÉPANDUES Azote (kg)

Signature		
Producteur des effluents	Destinataire des effluents	Prestataire de service

PJ N°22. Conventions de mise à disposition des prêteurs de terre

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre **BERNE Fabrice** à **BIANS LES USIERS** désigné "le prêteur de terre",
Et **AGRIPORC Franche Comté** exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 89 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de..... soitKg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, lot, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tienne compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Fait à en deux exemplaires,
Le prêteur de terre, *Bians les Usiers, le 31-03-2020* L'éleveur,


D. GUYOT
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DORNIER à BIAN LES USIERS désigné "le prêteur de terre",
Et AGRIPORC Franche Comté exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 210 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

• Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

• Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de..... soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, lot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

• Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

• Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

• Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

• Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.


Le prêteur de terre,

Fait à en deux exemplaires,

L'éleveur,


J. Dornier

Bian les Usiers, le 31-03-2020


D. CUYOT
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DE LA COMBE

à BIAN LES USIERS

désigné "le prêteur de terre"

Et AGRIPORC Franche Comté

exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur",

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 95 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

• Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

• Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, lit, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

• Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

• Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'lit, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

• Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

• Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Fait à en deux exemplaires,

Le prêteur de terre,
GAEC de la Combe
26 rue des 3 Fontaines
25520 BIAN LES USIERS
SIREN 309 989 713
T.V.A. FR 81 309 989 713

Bian les Usiers, le 31/03/2020

L'éleveur,

D. GUYOT
Agricole FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DES CHAMPS NOEL à BIANLS LES USIERS désigné "le prêteur de terre",
Et AGRIPORC Franche Comté exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 200 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de..... soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,

Fait à en deux exemplaires,

L'éleveur,



Bianls les Usiers, le 30.03.2020



D GUYOT

AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DU BOIS D'ETTE

à BIAN LES USIERS

désigné "le prêteur de terre",

Et AGRIPORC Franche Comté

exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 90 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat... (préciser le type et volume))

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,

Fait à

en deux exemplaires,

Biens de l'Union, le 31-03-2020

L'éleveur,

D. GUYOT
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DES 4 CHEMINS

à GOUX LES USIERS

désigné "le prêteur de terre".

Et AGRIPORC Franche Comté

exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 165 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

• Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

• Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, litot, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

• Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

• Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

• Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

• Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,
GAEC des 4 Chemins
101 Grandeville
25520 GOUX LES USIERS
Tél. 06 76 51 45 32
gaec4chemins@yahoo.fr

Fait à en deux exemplaires,

Bour les Usiers le 31-03-2020

L'éleveur,

D. Guyot
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre **EARL GRILLET** à **GOUX LES USIERS** désigné "le prêteur de terre",
Et **AGRIPORC Franche Comté** exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 80 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser la type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.



Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Fait à en deux exemplaires,
Le prêteur de terre, *Goux les Usiers, le 31-03-2010* L'éleveur,
 
D. GUYOT
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre MICOTTI Christophe à GOUX LES USIERS désigné "le prêteur de terre",
Et AGRIPORC Franche Comté exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 161 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de la vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,

Fait à

en deux exemplaires,

Bray les Usiers, le 31-03-2020

L'éleveur,

D. GUYOT

AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre EARL FERME MAUGAIN

à CHAPELLE D'HUIN

désigné "le prêteur de terre",

Et AGRIPORC Franche Comté

exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 200 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention

Le prêteur de terre,


Fait à en deux exemplaires.
Brousses les Vignes 63103 Lbs
L'éleveur,

D. GUYOT
Pour AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC DU MONT ROCHER à SEFONTAINE désigné "le prêteur de terre",
Et AGRIPORC Franche Comté exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 252 UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de 150 m³ soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Fait à en deux exemplaires,

Le prêteur de terre,

F. GAUTHIER le 31/03/2016

F. GAUTHIER GAEC DU MONT ROCHER

L'éleveur,

D. GUYOT

D. GUYOT
Agric. de Fr.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre GAEC IOTTI DES SEPTILLEULS

à SEPPONTAINE

désigné "le prêteur de terre",

Et AGRIPORC Franche Comté

exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir 75 UGB correspondant à l'effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

• Modifications substantielles du système d'exploitation
Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

• Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat... (préciser le type et volume)
Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)
Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandue...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

• Fosse de stockage
L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent 5 mois.

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)
L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

• Cahier d'épandage
L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

• Epandage des effluents d'élevage
L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

• Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,

Fait à

en deux exemplaires,

Brais les Usiers, le 31-03-2020

L'éleveur,




D. GUYOT
AGRIPORC FC

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS AGRICOLES
POUR L'EPANDAGE D'EFFLUENT D'ELEVAGE DE PORC

Entre **CRETIN Michel** à **CHAFFOIS** désigné "le prêteur de terre",
Et **AGRIPORC Franche Comté** exploitant de la porcherie désigné "l'éleveur".

Engagement du prêteur de terre

Le prêteur de terre s'engage à mettre à la disposition de l'éleveur en vue de l'épandage des effluents d'élevage de porcs, les parcelles de terrain agricole de son exploitation référencées au plan d'épandage. Le prêteur de terre déclare détenir **63** UGB correspondant à effectif moyen pondéré au 1^{er} janvier de l'année de la signature de la convention. Cet effectif fait référence pour évaluer la quantité d'azote produite sur son exploitation.

• Modifications substantielles du système d'exploitation

Le prêteur de terre s'engage à informer l'éleveur de toutes modifications substantielles de son système d'exploitation (augmentation de l'effectif bovin, changement de mode de logement des animaux avec changement de type d'effluent, diminution de la SAU) pouvant affecter la SPE nécessaire à l'épandage des effluents en propre.

• Importation d'autres effluents (déjection, boue, digestat...) (préciser le type et volume)

Le prêteur de terre déclare importer sur son exploitation la quantité suivante de soit Kg d'azote.

Le prêteur de terre déclare avoir pris connaissance du plan d'épandage (liste des parcelles et cartographie) et de la réglementation en vigueur relative aux épandages des effluents d'élevage. Il s'engage à les respecter. Aucun épandage ne sera réalisé en dehors de ces parcelles. L'épandage est interdit :

- Sur sol non cultivé, sur toutes les légumineuses sauf exceptions
- Sur les sols pris en masse par le gel et sur les sols enneigés,
- Sur les sols inondés ou détrempés, pendant les périodes de fortes pluviosités,

Les épandages d'effluent liquide sur terre nue devront être suivis d'un enfouissement sous 12 heures

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

Le prêteur de terre s'engage à renseigner le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage établi après chaque épandage. Le prêteur de terre fournit les données nécessaires (date d'apport, ilot, volume et surface épandu...) à l'établissement du cahier d'épandage.

Engagement de l'éleveur

• Fosse de stockage

L'éleveur s'engage à disposer d'un stockage des effluents d'élevage permettant une autonomie conforme à la réglementation et qui tiens compte des particularités climatiques soit dans le cas présent **5** mois.

• Bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage (cosigné par l'éleveur et le prêteur de terre)

L'éleveur s'engage à conserver le bordereau d'enlèvement des effluents d'élevage pendant la durée de la convention.

• Cahier d'épandage

L'éleveur s'engage à renseigner le cahier d'épandage qui est consultable à la porcherie et tenu à la disposition de l'inspecteur des établissements classés. Il précise : la date de l'apport et la météo, l'ilot, la culture implantée et le rendement, la nature du produit, la surface et les quantités épandues, les éléments fertilisants, les conditions d'épandage (enfouissement, type de traitement s'il existe).

• Epandage des effluents d'élevage

L'éleveur s'engage à gérer l'enlèvement des effluents d'élevage en concertation avec le prêteur de terre, en respectant la réglementation en vigueur, et de façon à assurer la meilleure adéquation possible entre le fonctionnement de la porcherie et les valorisations agronomiques sur les terrains agricoles.

Remarque : en cas de prestation de service pour l'épandage réalisé par un tiers, c'est l'éleveur qui reste responsable de l'épandage.

• Modifications

L'éleveur s'engage à déclarer au à la M. le Préfet toute modification du plan d'épandage (suppression de zone autorisée par de nouvelle construction d'habitation, extension du plan d'épandage par ajout de nouvelles parcelles, retrait de parcelles d'épandage...) et à en informer le prêteur de terre par la fourniture du dossier d'épandage remis à jour.

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de l'arrêté ou du récépissé validant le nouveau plan d'épandage et ce pour une durée de 3 ans et se renouvelle par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties six mois avant la date de renouvellement de la convention.

Le prêteur de terre,



Fait à en deux exemplaires,

CHAFFOIS
le 31/03/2020

L'éleveur,



D. GUYON

PJ N°23. Éléments du milieu naturel en lien avec l'agriculture

23.1. SOURCES, CAPTAGES AEP (Source : Captages AEP – DDASS du Doubs)

En l'absence de périmètres de protection définis et reconnus, le respect des distances réglementaires (35 m) est de rigueur vis à vis des sources, captages et autres points d'eau.

L'ilot GC14 est concerné par le périmètre de captage rapproché de Sombacour.

Note sur les périmètres de protection de captage (Source - Document DDASS)

La législation prévoit que tous les captages d'eau potable doivent bénéficier de périmètres de protection. Il s'agit de protéger les ressources en eau exploitées pour l'alimentation humaine contre les pollutions accidentelles ou chroniques.

Un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique définit 3 types de périmètres, suite à des études hydrogéologiques :

- *Un périmètre immédiat : d'une superficie de quelques ares, il a pour objet de protéger les ouvrages de captage contre toute infiltration directe de substances polluantes dans le captage et contre les actes de malveillance. Il doit être acquis en pleine propriété par la collectivité maître d'ouvrage et toute activité y est interdite.*
- *Un périmètre rapproché : les parcelles comprises dans ce périmètre, d'une superficie de plusieurs hectares, sont soumises à des servitudes limitant ou interdisant les activités ou les constructions susceptibles de provoquer une pollution. Ainsi, dans cette zone, l'épandage de certains produits (produits phytosanitaires, boues de station d'épuration, effluents agricoles) peut être soumis à certaines restrictions plus sévères que la réglementation générale, voire même à des interdictions.*
- *Un périmètre éloigné : facultatif, il correspond à l'ensemble du bassin versant du point d'eau. Il a pour but simplement de signaler aux différents utilisateurs de ces terrains la sensibilité de cette zone.*

Après concertation avec les différentes personnes concernées (collectivités, services de l'état, exploitants et propriétaires des terrains, un projet de définition des périmètres et de leurs servitudes est soumis à enquête publique, puis à l'avis du CODERST, pour aboutir finalement à un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique qui les institue officiellement.

La mise en place de cette protection peut entraîner des modifications sur la pratique des épandages dans certains secteurs à proximité et en amont des captages d'eau potable. Dans certain cas les plans d'épandage existants seront réactualisés en tenant compte de ces périmètres.

23.2. MILIEUX NATURELS (Source : inventaires des ZNIEFF de Franche-Comté – DREAL de Franche-Comté / Ministère de l'environnement).

Les zones sensibles et vulnérables correspondent aux **zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)** localisées sur fond IGN au 1/125.000. Elles sont issues d'un inventaire régional des zones naturelles commandité par le Ministère de l'Environnement auquel participe la DIREN de Franche-Comté. Rappelons qu'une ZNIEFF se définit par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs.

Les zones sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux, rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limités, et les épandages y sont déconseillés.

Les ZNIEFF à proximité sont les suivantes :

Type	Identifiant	Nom	Superficie (ha)	Distance du projet
1	430020415	SOURCE DE LA LOUE ET GORGES DE NOUAILLES	231	5.7 km
1	430030002	LE SEUT ET LES VARDES	50	6 km
1	430020470	LE MORAY	72	> 6 km
1	430002285	ZONES HUMIDES ENTRE CHAFFOIS, HOUTAUD, GRANGES-NARBOZ ET SAINTE COLOMBE	1154	> 6.7 km
1	430030019	LES PRÉS AMBERT	9	> 7 km
2	430002280	VALLEE DE LA LOUE DE LA SOURCE A ORNANS	8809	5.7 km
2	430002282	BASSIN DU DRUGEON	6632	> 6.7 km

Compte tenu de l'éloignement, le projet n'aura pas d'impact sur ces zones

23.3. ARRÊTÉ DE PROTECTION DU BIOTOPE

Un arrêté de protection de biotope s'applique à la protection de milieux peu exploités par l'homme et abritant des espèces animales et/ou végétales sauvages protégées. Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Les objectifs sont la préservation de biotope (entendu au sens écologique d'habitat) tels que dunes, landes, pelouses, mares,... nécessaires à la survie d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-6 du code de l'environnement ; et plus généralement l'interdiction des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux.

Les arrêtés de protection du biotope à proximité sont les suivants :

Identifiant	Nom	Superficie (ha)	Distance du projet
FR3800749	Corniches Calcaires Du Département Du Doubs	1829	5.7 km
FR3800743	Ecrevisse À Pattes Blanches Et Faune Patrimoniale Associée (25)	3639	> 6 km
FR3800632	Bassin Du Drugeon Du Doubs	2942	> 6.7 km

Compte tenu de l'éloignement, le projet n'aura pas d'impact sur ces arrêtés de protection

23.4. ZONES HUMIDES

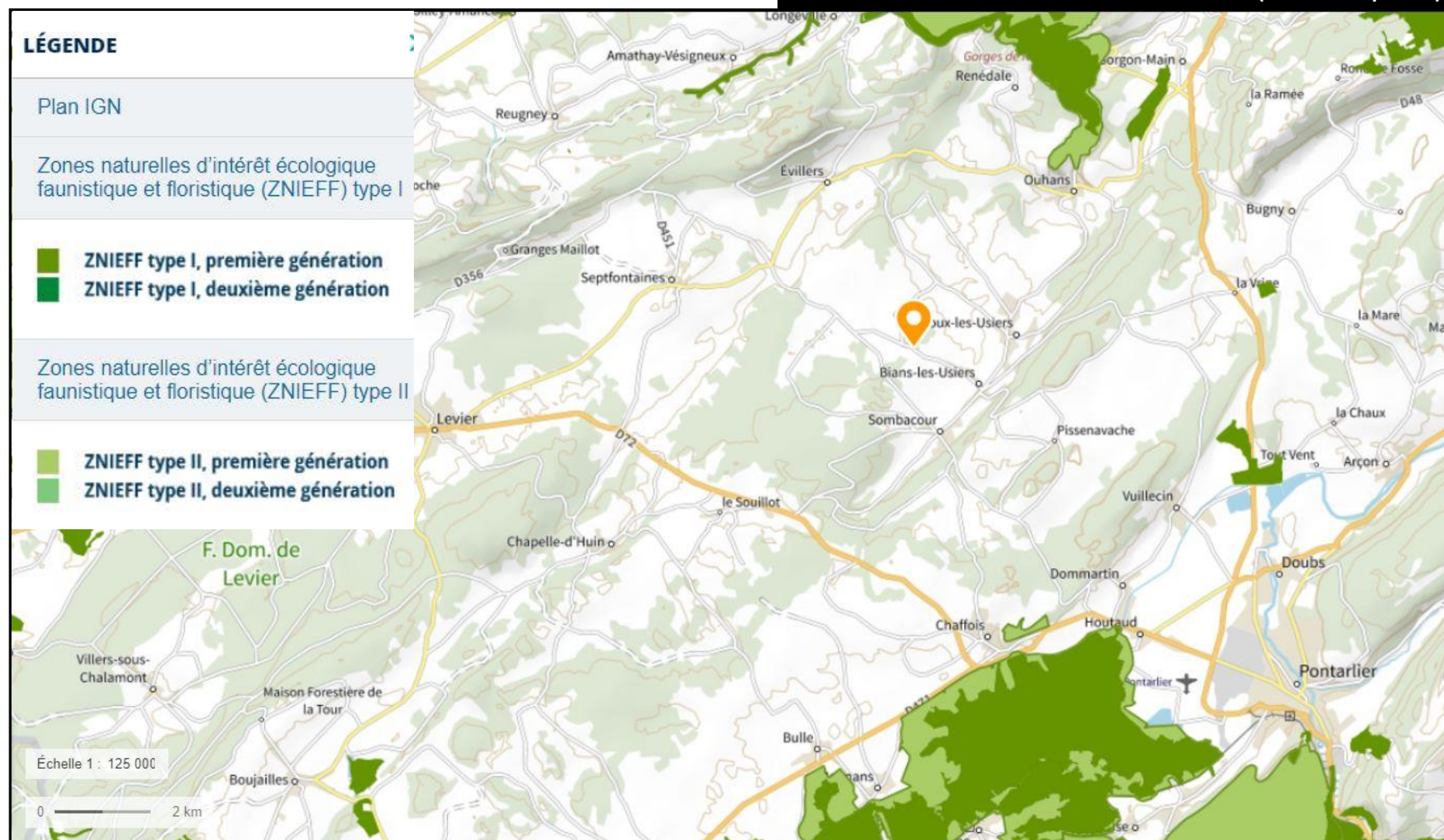
Les zones humides répertoriées dans la base Sigogne (Sigogne est une démarche d'inventaire des milieux humides dans le département du Doubs, qui a pour objectif de compléter l'inventaire des milieux humides de la DREAL Bourgogne Franche-Comté) ont été pris en compte dans la présente étude.

L'ilot MC10 est concerné par une zone humide Sigogne et sera retiré du plan d'épandage.

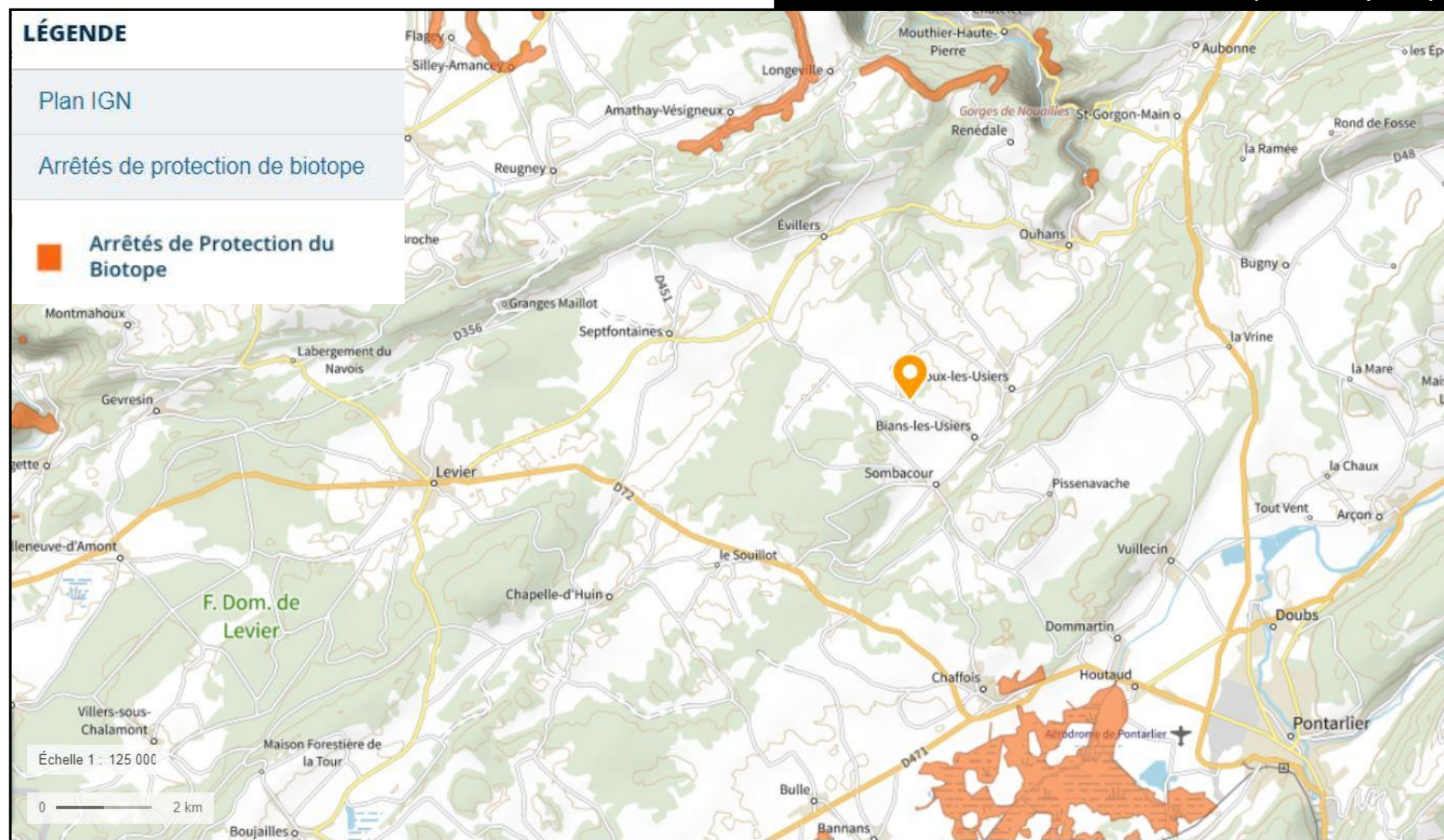
23.5. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI)

La zone d'étude n'est pas concernée par un plan de prévention des risques d'inondation approuvé par arrêté préfectoral.

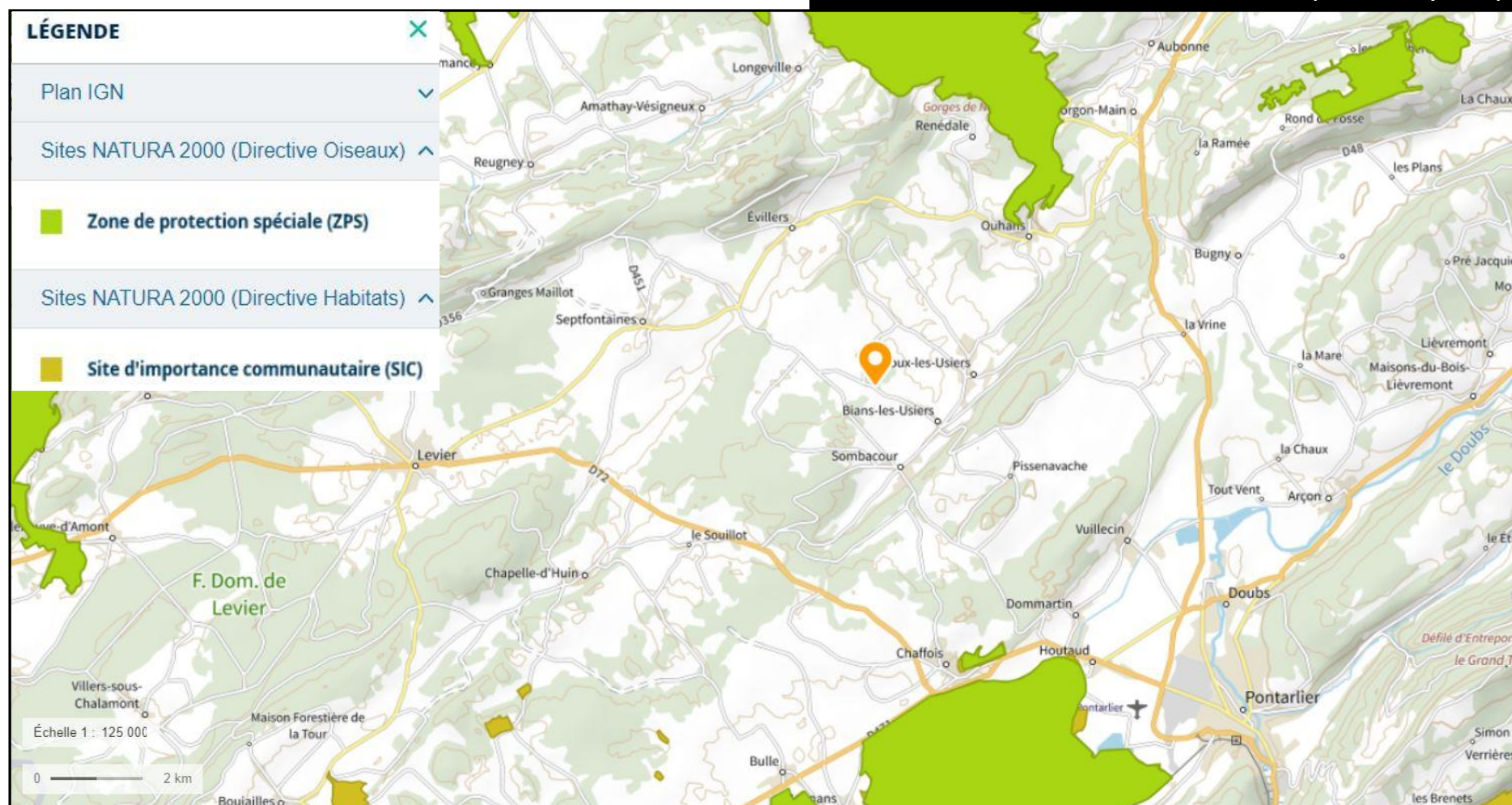
LOCALISATION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL (Source Géoportail)



LOCALISATION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL (Source Géoportail)



LOCALISATION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL (Source Géoportail)



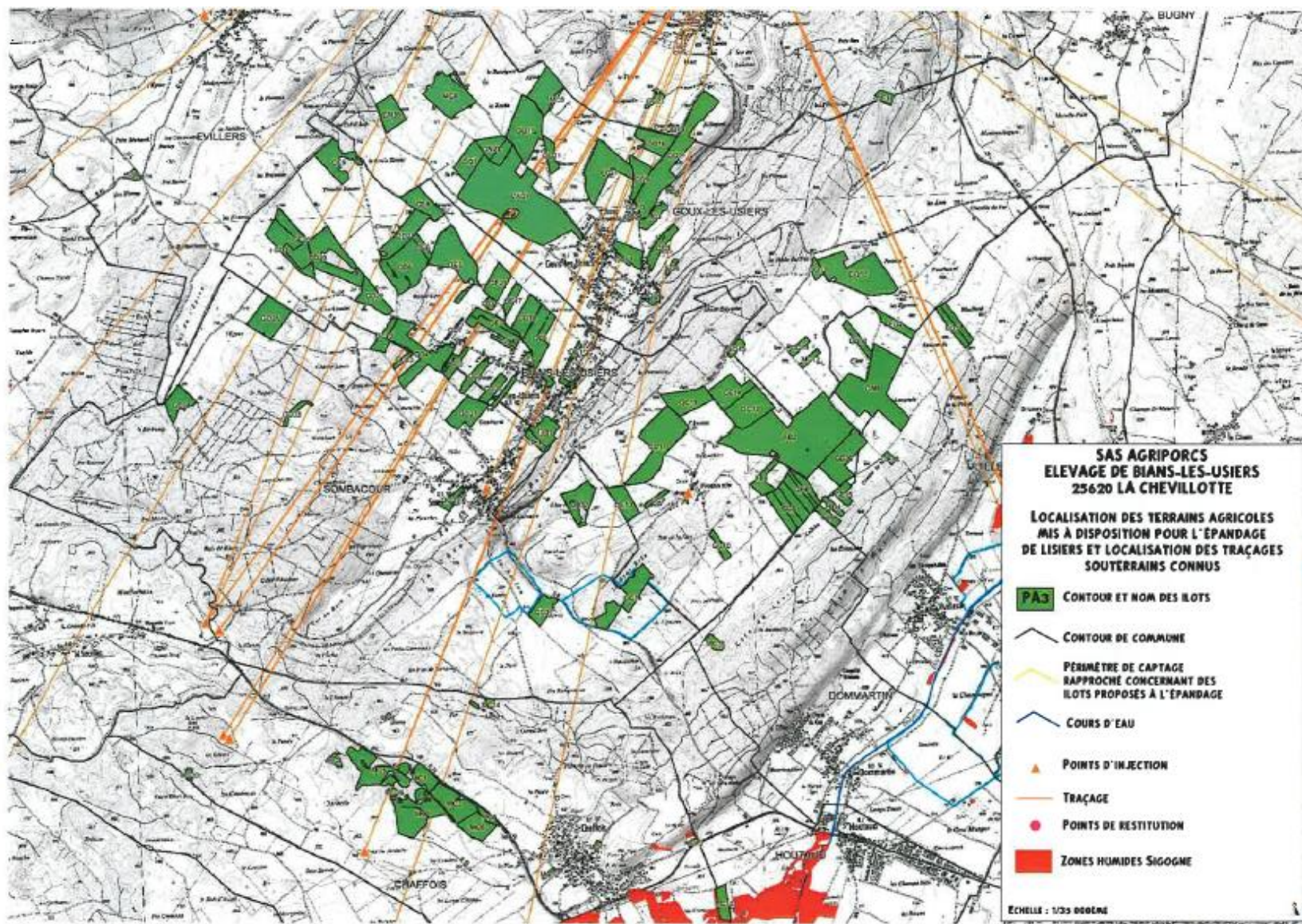


Figure 10 : Ilots du plan d'épandage de Bians les Usiers

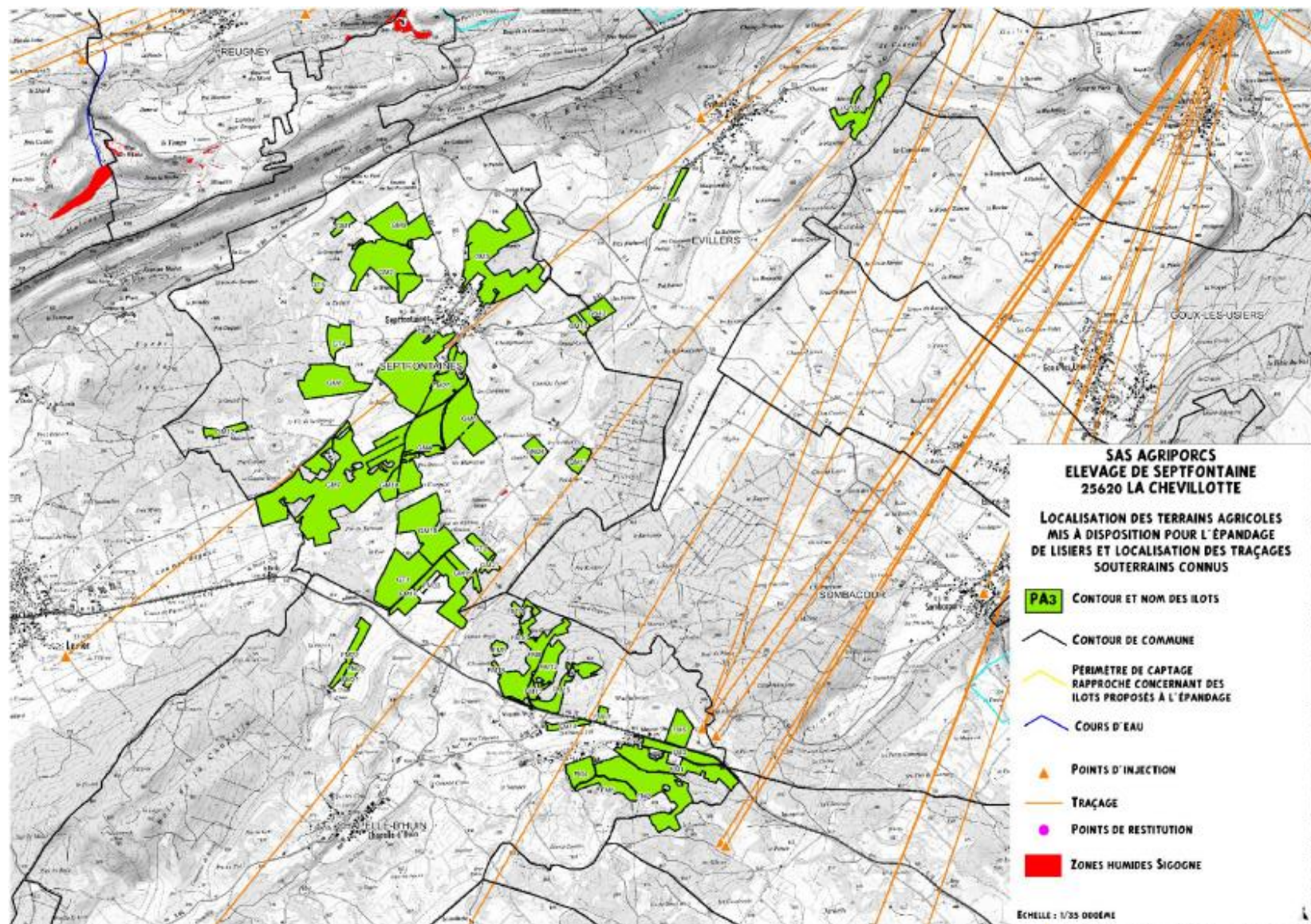


Figure 11 : Ilots du plan d'épandage de Septfontaine

23.6. ANALYSE DE L'ABSENCE D'INCIDENCE

L'exploitation de SAS AGRIPORC FC ne portera logiquement pas atteinte aux enjeux des milieux naturels du fait de :

- **La localisation du projet :**
 - En dehors des périmètres.
- **Des aménagements de l'installation :**
 - Installations d'élevage aux normes,
 - Collecte des rejets aqueux,
 - Gestion des déchets : triés et traités selon leur nature,
 - Entretien des installations et de la végétation du site.
- **L'encadrement de la gestion des effluents dans un Plan d'Epandage, prévoyant :**
 - Cahier d'épandage,
 - Apports inférieurs aux besoins des cultures (balance azoté déficitaire),
 - Epandage de matière organique en substitution aux engrais chimiques,
 - Respect des distances réglementaires d'épandage aux points d'eau et aux cours d'eau,
 - Aucune augmentation des surfaces de terres labourables,
 - Aucun épandage en zone Natura 2000,
 - Aucun stockage d'effluents en zone Natura 2000.

23.7. CONCLUSION

Le projet de l'exploitant est en dehors de toute zone protégée. Une étude préalable de l'incidence du projet sur cette zone permet de conclure à l'absence d'impact du projet et du plan d'épandage tenant compte des spécificités locales. Par le choix de la localisation du site éloigné, et par les aménagements de l'installation (élevage en intérieur aux normes, produits sur rétention, gestion des effluents, ...), le projet ne remet pas en cause l'intégrité des sites protégés.

PJ N°24. Éléments justificatifs de la capacité financière

ENVELOPPE PREVISIONNELLE BIAN LES USIERS

	Coût Unitaire	Qté	TOTAL HT	
Permis de construire :	1 400	1	1 400 €	
Désamiantage :				
Désamiantage	-	1	-	
Diagnostic avant démolition	-	1	-	
Démolition :	-	1	-	
Acquisition terrain :	60 000	1	60 000 €	
Construction :				
1 bureau, atelier, SAS sanitaire	Surface :	1 664		
6 salles de 250 places engraissement	Places :	1 500	4200 porcs vendus /an	
1 salle d'embarquement				
Gaine ventilation centralisée				
Hotte Laveur d'air / Echangeur chaleur pour préchauffage ?				
1 préfosse 200m3				
TERRASSEMENT	75	1 664	124 800 €	
MACONNERIE	221	1 664	367 744 €	
COUVERTURE CHARPENTE ISOLATION	136	1 664	226 304 €	
AMENAGEMENTS INTERIEURS	68	1 500	102 000 €	
ELECTRICITE	29	1 664	48 256 €	
PLOMBERIE SANITAIRE	7	1 664	11 648 €	
VENTILATION	17	1 664	28 288 €	
SECURITE	4	1 664	6 656 €	
MACHINE A SOUPE	40	1 500	60 000 €	
SILOS	8 000	4	32 000 €	
PREFOSSE	232	200	46 333 €	
RECUPERATION DES EP	15 000	1	15 000 €	
LAVEUR D'AIR	30 000	1	30 000 €	
ECHANGEUR DE CHALEUR	30 000	1	30 000 €	
RESERVE INCENDIE 90M3	9 000	1	9 000 €	759 € / PLACE
			1 138 029 €	684 € / M2
TOTAL PROJET :			1 199 429 €	800 € / PLACE
				721 € / M2

Aides possibles:

A priori rien étant donné les structures propriétaire et exploitante

Financements :

INDEMNITE GROUPAMA 7FONT	120 000 €
FINANCEMENT CRCA FC	900 000 €
AUTOFINANCEMENT AGRIPORC	180 000 €
TOTAL	1 200 000 €



Agence de Vesoul Entreprises
43b rue Grosjean
BP 70132
70 003 Vesoul cedex

SAS AGRI PORC FRANCHE COMTE
LIEU DIT CUDOTTE
25 620 LA CHEVILLOTTE

Vesoul, le 28 septembre 2022

Objet : Attestation de financement

Monsieur JACQUEMIN,

Vous avez sollicité le Crédit Agricole Franche-Comté pour un financement sur la société les la SAS AGRI PORC et nous vous en remercions.

Compte tenu des informations que vous nous avez communiquées sur le plan de financement, je vous confirme que pourrons accompagner le financement de ce projet à hauteur de 900 000€ sous réserve de :

- Réception des comptes
- Plan de financement actualisé
- Prévisionnel d'activité mis à jour

Nos conditions financières ainsi que la garantie envisagée seront formalisées dans notre offre de prêt.

Avec la volonté de vous accompagner dans les meilleures conditions, je vous prie d'agréer Monsieur JACQUEMIN, mes sincères salutations.

Marie Viteaux

Chargée d'Affaires Entreprises

CAISSE RÉGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE-COMTE

Siège social : 11, Avenue Elisée Cusenier - 25 084 Besançon Cedex 9 - Tél, 03 81 84 81 84 - Fax 03 81 84 82 82 - www.ca-franche-comte.fr

Société coopérative à personnel et capital variables. 384 899 399 RCS Besançon. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conforme aux articles L-512-6 et L-512-7 du code des assurances.

RÉCAPITULATION DES DOMMAGES

Désignation	Valeur à neuf	Vétusté		Vétusté déduite	Vétusté récupérable
		%	Montant		
<u>DOMMAGES AUX BIENS</u>					
Bâtiment d'exploitation					
Installation de chantier	19 935			19 935	
Gros œuvre	92 958	15%	13 944	79 014	
Charpente - couverture	119 551	25%	29 888	89 663	
Plafond - isolation - cloisons	67 628	20%	13 526	54 102	
Bardage - serrurerie - zinguerie	82 986	30%	24 896	58 090	
Electricité	15 782	35%	5 524	10 258	
Ventilation	22 100	40%	8 840	13 260	
Distribution en aliments	51 348	25%	12 837	38 511	
Aménagement des box - plomberie - sanitaire	42 013	30%	12 604	29 409	
Total du bâtiment d'exploitation	494 366	24,7%	122 059	372 307	122 059
Contenu d'exploitation					
Animaux	348			348	
TOTAUX DOMMAGES AUX BIENS	494 714 €		122 059 €	372 655 €	122 059 €
<u>FRAIS ET PERTES ANNEXES</u>					
Mesures conservatoires					
Mise en sécurité du site - facture LIARD Services n°113	7 800			7 800	
Diagnostic structure - facture APOGEE n°F113-20122	2 100			2 100	
Total des mesures conservatoires	9 900			9 900	
Honoraires d'architecte					
6% des dommages aux bâtiments	29 662			29 662	
Honoraires de coordination SPS, de bureau d'études et de bureau de contrôle					
2% des dommages aux bâtiments	9 887			9 887	
Frais de déblais et de démolition	15 650			15 650	
Frais de désamiantage					
Diagnostic amiante - facture Immobilier Diagnostic n°25-11-20-395	450			450	
Travaux de désamiantage	7 470			7 470	
Total des frais de désamiantage	7 920			7 920	
Frais de mise en conformité	10 500			10 500	
Perte d'usage					
640 places x 26,07€/p x 2 ans	33 370			33 370	
TOTAUX FRAIS ET PERTES ANNEXES	116 889 €			116 889 €	
TOTAUX HT	611 603 €		122 059 €	489 544 €	122 059 €

PJ N°25. Avis du SDIS

mail transféré

Le 09/05/2022, à 10:27, RIVOIRE Clement a écrit :

Monsieur le Maire bonjour,

1

Je fais suite au mail que vous avez envoyé au Lieutenant Faivre-Rampant dans le cadre d'un projet d'agrandissement de la porcherie située sur votre commune, Bians-les-Usiers.

J'ai bien étudié les pièces que vous nous avez transmises et je vais tâcher de vous répondre le plus précisément possible.

1. Caractéristiques du projet

- Il s'agit de la construction d'un bâtiment d'élevage de porcs pour une surface de plancher de 1690 m². Toutefois, la distance séparant ce bâtiment projeté aux bâtiments conservés étant inférieurs à 10 mètres, la surface de référence est portée à 1940 m².
- L'activité de la porcherie est soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n°2109) au régime de l'enregistrement.

2. Dimensionnement des besoins en eau

- L'arrêté ministériel ICPE du 27/12/2013 définit les besoins en eau minimaux. Toutefois cet arrêté est complété par une note technique de janvier 2019.
- Après étude du dossier, les besoins en eau pour la défense incendie du projet s'élèvent à 90 m³/h durant 1 heure soit un volume total de 90 m³.
- Les points d'eau incendie devront être implantés à moins de 400 m du bâtiment.

3. Défense incendie existante et projetée

- A la connaissance du SDIS aujourd'hui, il n'existe aucun point d'eau incendie dans les 400 mètres (le poteau incendie n°2 étant indisponible car son débit est trop faible).
- La réserve d'eau projetée dans le projet (qui serait implantée sur une parcelle à proximité de l'établissement) pourra concourir à la défense incendie au respect des conditions suivantes :
 - o Disposer d'un volume d'eau minimal de 90 m³ dédié exclusivement à la lutte contre l'incendie
 - o Etre dotée de 2 poteaux d'aspiration de 100 mm

- o Etre signalée
- o Avoir été testée par le SDIS avant sa mise en service.

Vous trouverez toutes les caractéristiques obligatoires de cette réserve dans les fiches techniques du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (en PJ).

2

J'espère avoir pu répondre à vos interrogations et je reste à votre entière disposition.

Monsieur le Maire, veuillez agréer mes sincères salutations.



Lieutenant Clément RIVOIRE

GROUPEMENT DES SERVICES DE PREVENTION DES RISQUES

SERVICE PREVISION

Service départemental d'incendie et de secours du Doubs

10, chemin de la Clairière – 25042 Besançon Cedex

Tel 03 81 85 36 58 – Mob 06 74 75 77 06

clement.rivoire@sdis25.fr

www.sdis25.fr



PJ N°26. Fiches de données de sécurité

CID LINES
innovative hygiene solutions

DECAPSANE

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

Date de révision: 23/03/2016

Remplace la fiche: 12/11/2014

Version: 2.02

SECTION 1: Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise

1.1. Identificateur de produit

Forme du produit : Mélange
Nom du produit : DÉCAPSANE
Code du produit : 17
Groupe de produits : Produit de nettoyage.

1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

1.2.1. Utilisations identifiées pertinentes

Catégorie d'usage principal : Industriel
Spec. d'usage industriel/professionnel : Voir fiche technique pour des informations détaillées

1.2.2. Usages déconseillés

Pas d'informations complémentaires disponibles

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

GÉOSANE

385 ALLEE DU LYONNAIS
26300 BOURG DE PEAGE
TEL : 04 75 72 73 12

1.4. Numéro d'appel d'urgence

Numéro d'urgence : 01 45 42 59 59

Pays	Organisme/Société	Adresse	Numéro d'urgence
	www.who.int/ipcs/poisons/centre/directory/en		
Belgium	Centre Anti-Poisons/Antigifocentrum c/o Hôpital Central de la Base - Reine Astrid	Rue Bruyn B - 1120 Brussels	+32 70 245 245
France	INRS Paris	Siège social, 65 boulevard Richard Lenoir Paris	(33) (0)1 40 44 30 00
France	Centre Antipoison et de Toxicovigilance de Paris Hôpital Fernand Vidal	200 rue du Faubourg Saint-Denis 75475 Paris Cedex 10	+33 1 40 05 48 48
Grèce	Poisons Information Centre Children's Hospital "Aglaia. Kyriakou"	11527 Athens	+30 10 779 3777
Switzerland	Centre Suisse d'Information Toxicologique Swiss Toxicological Information Centre, Schweizerisches Toxikologisches Informationszentrum STIZ	Freiestraße 16 Postfach CH-6032 Zurich	+41 44 251 51 51 (International) 145 (National)

SECTION 2: Identification des dangers

2.1. Classification de la substance ou du mélange

C; R35

Texte complet des phrases R: voir section 16

Effets néfastes physicochimiques, pour la santé humaine et pour l'environnement

Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves.

2.2. Éléments d'étiquetage

Etiquetage selon le règlement (CE) N° 1272/2008 [CLP]

Pictogrammes de danger (CLP)



GHS05

Mention d'avertissement (CLP)

: Danger

Composants dangereux

: Hydroxyde de sodium; Hydroxyde de potassium

Mentions de danger (CLP)

: H314 - Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves

Conseils de prudence (CLP)

: P280 - Porter des gants de protection/des vêtements de protection/un équipement de protection des yeux/un équipement de protection du visage
P305 - EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX Rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou

11/01/2017

FR (français)

1/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

un médecin Traitement spécifique
P301+P330+P331+P310+P321 - EN CAS D'INGESTION Rincer la bouche NE PAS faire vomir Appeler immédiatement un CENTRE ANTIPOISON ou un médecin Traitement spécifique
P303 - EN CAS DE CONTACT AVEC LA PEAU (ou les cheveux) Enlever immédiatement les vêtements contaminés. Laver abondamment à l'eau et au savon
P202 - Ne pas manipuler avant d'avoir lu et compris toutes les précautions de sécurité
P260 - Ne pas respirer les poussières/fumées/gaz/brouillards/vapeurs/aérosols

Étiquetage selon les directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE

Symboles de danger



G - Corrosif

Phrases R

: R35 - Provoque de graves brûlures

Phrases-S

: S26 - En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et consulter un spécialiste

S28 - Après contact avec la peau, se laver immédiatement et abondamment avec de l'eau

S36/37/39 - Porter un vêtement de protection approprié, des gants et un appareil de protection des yeux/du visage

S45 - En cas d'accident ou de malaise, consulter immédiatement un médecin (si possible lui montrer l'étiquette)

2.3. Autres dangers

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 3: Composition/informations sur les composants

3.1. Substance

Non applicable

3.2. Mélange

Nom	Identificateur de produit	% w/w	Classification selon la directive 67/548/CEE
Hydroxyde de sodium	(n° CAS) 1310-73-2 (Numéro CE) 215-185-5 (Numéro index) 11-002-00-6 (N° REACH) 01-2119457892-27	15 - 30	C; R35
Hydroxyde de potassium	(n° CAS) 1310-58-3 (Numéro CE) 215-181-3 (Numéro index) 19-002-00-8 (N° REACH) 01-2119487136-33	5 - 15	Xn; R22 C; R35
D-Glucopyranose, oligomeric, C8-10 glycosides	(n° CAS) 68515-73-1 (Numéro CE) 500-220-1 (N° REACH) 01-2119488530-36	1 - 5	Xi; R41
Nom	Identificateur de produit	% w/w	Classification selon le règlement (CE) N° 1272/2008 [CLP]
Hydroxyde de sodium	(n° CAS) 1310-73-2 (Numéro CE) 215-185-5 (Numéro index) 11-002-00-6 (N° REACH) 01-2119457892-27	15 - 30	Met. Corr. 1, H280 Skin Corr. 1A, H314 Eye Dam. 1, H318
Hydroxyde de potassium	(n° CAS) 1310-58-3 (Numéro CE) 215-181-3 (Numéro index) 19-002-00-8 (N° REACH) 01-2119487136-33	5 - 15	Met. Corr. 1, H280 Acute Tox. 4 (Oral), H302 Skin Corr. 1A, H314
D-Glucopyranose, oligomeric, C8-10 glycosides	(n° CAS) 68515-73-1 (Numéro CE) 500-220-1 (N° REACH) 01-2119488530-36	1 - 5	Eye Dam. 1, H318

Textes des phrases R et H: voir section 16

SECTION 4: Premiers secours

4.1. Description des premiers secours

Premiers soins après inhalation	: Faire respirer de l'air frais. Mettre la victime au repos. Consulter un médecin si les difficultés respiratoires persistent.
Premiers soins après contact avec la peau	: Enlever vêtements et chaussures contaminés. Rincer abondamment à l'eau. Consulter un médecin si l'indisposition ou l'irritation se développe.
Premiers soins après contact oculaire	: Rincer immédiatement et abondamment à l'eau. Consulter immédiatement un médecin.
Premiers soins après ingestion	: Rincer la bouche. Ne pas faire vomir, à cause des effets corrosifs. En cas d'ingestion, consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.

11/01/2017

FR (français)

2/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Symptômes/lésions après inhalation	: Toux. Gorge douloureuse. Difficultés respiratoires.
Symptômes/lésions après contact avec la peau	: Rougeurs, douleur. Provoque des brûlures.
Symptômes/lésions après contact oculaire	: Rougeurs, douleur. Vision brouillée. Larmes. Risque de lésions oculaires graves.
Symptômes/lésions après ingestion	: Sensation de brûlure. Toux. Crampes. Peut provoquer une brûlure ou une irritation des tissus de la bouche, de la gorge et du tractus gastro-intestinal.

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 5: Mesures de lutte contre l'incendie

5.1. Moyens d'extinction

Pas d'informations complémentaires disponibles

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange

Danger d'incendie	: Non combustible.
Réactivité	: La décomposition thermique génère :Vapeurs corrosives.

5.3. Conseils aux pompiers

Instructions de lutte contre l'incendie	: Soyez prudent lors du combat de tout incendie de produits chimiques. Refroidir les conteneurs exposés par pulvérisation ou brouillard d'eau.
Protection en cas d'incendie	: Ne pas pénétrer dans la zone de feu sans équipement de protection, y compris une protection respiratoire.

SECTION 6: Mesures à prendre en cas de déversement accidentel

6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Mesures générales	: Les épandages seront traités par un personnel de nettoyage qualifié, équipé d'une protection respiratoire et oculaire adéquate. Porter un vêtement de protection et des gants appropriés.
-------------------	---

6.1.1. Pour les non-secouristes

Pas d'informations complémentaires disponibles

6.1.2. Pour les secouristes

Pas d'informations complémentaires disponibles

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Eviter la pénétration dans les égouts et les eaux potables. Avertir les autorités si le produit pénètre dans les égouts ou dans les eaux du domaine public.

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Pour la rétention	: Ramasser le produit déversé et le mettre dans un récipient approprié.
Procédés de nettoyage	: Nettoyer dès que possible tout épandage, en le récoltant au moyen d'un produit absorbant. Diluer les résidus et rincer.

6.4. Référence à d'autres sections

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 7: Manipulation et stockage

7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Précautions à prendre pour une manipulation sans danger	: Eviter toute exposition inutile. Produit à manipuler en suivant une bonne hygiène industrielle et des procédures de sécurité.
Mesures d'hygiène	: Se laver les mains et toute autre zone exposée avec un savon doux et de l'eau, avant de manger, de boire, de fumer, et avant de quitter le travail.

7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités

Conditions de stockage	: Garder les conteneurs fermés hors de leur utilisation. Protéger du gel. Ne pas conserver dans un métal sensible à la corrosion.
------------------------	---

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 8: Contrôles de l'exposition/protection individuelle

8.1. Paramètres de contrôle

Hydroxyde de sodium (1310-73-2)		
Autriche	MAK (mg/m³)	2 mg/m³ (einatembare Fraktion)
Autriche	MAK Valeur courte durée (mg/m³)	4 mg/m³ max. 8x5 min./Schicht (einatembare Fraktion) (gemessen als Momentanwert)
Belgique	Valeur seuil (mg/m³)	2 mg/m³
Belgique	Classification additionnelle	M

11/01/2017

FR (Français)

3/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

Hydroxyde de sodium (1310-73-2)		
France	VLE (mg/m³)	2 mg/m³
Italie - Portugal - USA ACGIH	ACGIH Ceiling (mg/m³)	2 mg/m³
USA NIOSH	NIOSH REL (ceiling) (mg/m³)	2 mg/m³
USA OSHA	OSHA PEL (TWA) (mg/m³)	2 mg/m³
Espagne	VLA-EC (mg/m³)	2 mg/m³
Suisse	VLE (mg/m³)	2 mg/m³
Suisse	VME (mg/m³)	2 mg/m³
Royaume Uni	WEL STEL (mg/m³)	2 mg/m³
Finlande	HTP-arvo (15 min)	2 mg/m³
D-Glucopyranose, oligomeric, C8-10 glycosides (68515-73-1)		
DNEL/DMEL (Travailleurs)		
A long terme - effets systémiques, cutanée	595000 mg/kg de poids corporel/jour	
A long terme - effets systémiques, inhalation	420 mg/m³	
DNEL/DMEL (Population générale)		
A long terme - effets systémiques,orale	35.7 mg/kg de poids corporel/jour	
A long terme - effets systémiques, inhalation	124 mg/m³	
A long terme - effets systémiques, cutanée	357000 mg/kg de poids corporel/jour	
PNEC (Eau)		
PNEC aqua (eau douce)	0.176 mg/l (Assessment factor: 10)	
PNEC aqua (eau de mer)	0.0176 mg/l (Assessment factor: 100)	
PNEC aqua (intermittente, eau douce)	0.27 mg/l (Assessment factor: 100)	
PNEC (Sédiments)		
PNEC sédiments (eau douce)	1516 mg/kg polds sec	
PNEC sédiments (eau de mer)	0.152 mg/kg polds sec	
PNEC (Sol)		
PNEC sol	0.654 mg/kg polds sec (Assessment factor: 1000)	
PNEC (Orale)		
PNEC orale (empoisonnement secondaire)	0.000111 kg/kg de nourriture (Assessment factor: 90)	
PNEC (STP)		
PNEC station d'épuration	560 mg/l (Assessment factor: 1)	
Hydroxyde de sodium (1310-73-2)		
DNEL/DMEL (Travailleurs)		
A long terme - effets locaux, inhalation	1 mg/m³	
DNEL/DMEL (Population générale)		
A long terme - effets locaux, inhalation	1 mg/m³	
Hydroxyde de potassium (1310-58-3)		
DNEL/DMEL (Travailleurs)		
A long terme - effets systémiques, inhalation	1 mg/m³	
DNEL/DMEL (Population générale)		
A long terme - effets systémiques, inhalation	1 mg/m³	

8.2. Contrôles de l'exposition

Contrôles techniques appropriés:

L'extraction locale et la ventilation générale doivent être suffisantes pour assurer la conformité aux normes d'exposition.

Équipement de protection individuelle:

Gants. Vêtements de protection. Lunettes de protection.

Protection des mains:

Porter des gants appropriés résistants aux produits chimiques. Gants en PVC, résistants aux produits chimiques (selon la norme EN 374 ou équivalent)

Type	Matériel	Pénétration	Épaisseur (mm)	Pénétration	Norme
Les gants réutilisables	Le chlorure de polyvinyle (PVC)	6 (> 480 minutes)	0.5	2 (< 1.5)	EN 374

Protection oculaire:

Une protection oculaire ne s'impose que s'il y a un risque d'éclaboussures ou de projections de liquide. Utilisez des lunettes de protection à la norme EN 166, conçu pour protéger contre les projections de liquides. Domaine d'utilisation: B:B. Résistance mécanique: 3:3

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

Type	Utilisation	Caractéristiques	Norme
Lunettes de sûreté, Lunettes de protection	gouttelette	limpide, Plastique	EN 166

Protection de la peau et du corps:

Si le contact avec la peau ou une contamination des vêtements est possible, porter des vêtements de protection. Vêtements de protection conforme à la norme EN 943 partie 2

Type	Norme
	EN 943-2

Protection des voies respiratoires:

Porter un appareil respiratoire pour poussières ou brouillard si la manipulation du produit génère des particules aériennes



Contrôle de l'exposition du consommateur:

Ingestion peu probable.

SECTION 9: Propriétés physiques et chimiques

9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

État physique	: Liquide
Couleur	: marron foncé.
Odeur	: Caractéristique.
Seuil olfactif	: Aucune donnée disponible
pH	: ca 12,5 (1%)
Vitesse d'évaporation relative (acétate de butyle=1)	: Aucune donnée disponible
Point de fusion	: Aucune donnée disponible
Point de congélation	: < -20 °C
Point d'ébullition	: 100 °C
Point d'éclair	: Aucune donnée disponible
Température d'auto-inflammation	: Aucune donnée disponible
Température de décomposition	: Aucune donnée disponible
Inflammabilité (solide, gaz)	: Aucune donnée disponible
Pression de vapeur	: Aucune donnée disponible
Densité relative de vapeur à 20 °C	: Aucune donnée disponible
Densité relative ;	: Aucune donnée disponible
Masse volumique	: ca 1.35 kg/l
Solubilité	: Eau: 100 %
Log Pow	: Aucune donnée disponible
Log Kow	: Aucune donnée disponible
Viscosité, cinématique	: Aucune donnée disponible
Viscosité, dynamique	: Aucune donnée disponible
Propriétés explosives	: Aucune donnée disponible
Propriétés comburantes	: Aucune donnée disponible
Limites d'explosivité	: Aucune donnée disponible

9.2. Autres informations

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 10: Stabilité et réactivité

10.1. Réactivité

La décomposition thermique génère :Vapeurs corrosives.

10.2. Stabilité chimique

Pas d'informations complémentaires disponibles

11/01/2017

FR (français)

5/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

10.3. Possibilité de réactions dangereuses

Aucun(es) dans des conditions normales.

10.4. Conditions à éviter

Pas d'informations complémentaires disponibles

10.5. Matières incompatibles

aluminium. Acides forts.

10.6. Produits de décomposition dangereux

La décomposition thermique génère :Vapeurs corrosives.

SECTION 11: Informations toxicologiques

11.1. Informations sur les effets toxicologiques

Toxicité aiguë : Non applicable

Bio Cid S

DL50 orale rat	> 2000 mg/kg
----------------	--------------

Irritation : Corrosif

pH: ca 12.5 (1%)

Corrosivité : Corrosif pour les yeux, les voies respiratoires et la peau

pH: ca 12.5 (1%)

Sensibilisation : Non applicable

Toxicité à dose répétée : Aucune donnée disponible

Cancérogénicité : Aucune donnée disponible

Mutagénicité : Aucune donnée disponible

Toxicité pour la reproduction : Aucune donnée disponible

SECTION 12: Informations écologiques

12.1. Toxicité

Ecologie - général : Les agents de surface contenus dans cette préparation respectent les critères de biodégradabilité comme définis dans la réglementation (CE) no 648/2004 relatif aux détergents.

12.2. Persistance et dégradabilité

Bio Cid S

Persistance et dégradabilité	Les agents de surface contenus dans cette préparation respectent les critères de biodégradabilité comme définis dans la réglementation (CE) no 648/2004 relatif aux détergents.
------------------------------	---

12.3. Potentiel de bioaccumulation

Bio Cid S

BioCf poissons 1	=
------------------	---

12.4. Mobilité dans le sol

Pas d'informations complémentaires disponibles

12.5. Résultats des évaluations PBT et VPVB

Pas d'informations complémentaires disponibles

12.6. Autres effets néfastes

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 13: Considérations relatives à l'élimination

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Recommandations pour l'élimination des déchets : Détruire conformément aux règlements de sécurité locaux/nationaux en vigueur.

SECTION 14: Informations relatives au transport

Conformément aux exigences de ADR / RID / IMDG / IATA / ADN

14.1. Numéro ONU

N° ONU (ADR) : 3266

N° ONU (IMDG) : 3266

N° ONU (IATA) : 3266

N° ONU (ADN) : 3266

N° ONU (RID) : 3266

11/01/2017

FR (français)

5/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

14.2. Nom d'expédition des Nations unies

Désignation officielle de transport (ADR)	: LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium)
Désignation officielle de transport (IMDG)	: LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium)
Désignation officielle de transport (IATA)	: CORROSIVE LIQUID, BASIC, INORGANIC, N.O.S. (Potassium hydroxide ; Sodium hydroxide)
Désignation officielle de transport (ADN)	: LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium)
Désignation officielle de transport (RID)	: LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium)
Description document de transport (ADR)	: UN 3266 LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium), 8, III, (E)
Description document de transport (IMDG)	: UN 3266 LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium), 8, III
Description document de transport (IATA)	: UN 3266 CORROSIVE LIQUID, BASIC, INORGANIC, N.O.S. (Potassium hydroxide ; Sodium hydroxide), 8, III
Description document de transport (ADN)	: UN 3266 LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium), 8, III
Description document de transport (RID)	: UN 3266 LIQUIDE INORGANIQUE CORROSIF, BASIQUE, N.S.A. (Hydroxyde de potassium ; Hydroxyde de sodium), 8, III

14.3. Classe(s) de danger pour le transport

ADR

Classe(s) de danger pour le transport (ADR)	: 8
Étiquettes de danger (ADR)	: 8



IMDG

Classe(s) de danger pour le transport (IMDG)	: 8
Étiquettes de danger (IMDG)	: 8



IATA

Classe(s) de danger pour le transport (IATA)	: 8
Étiquettes de danger (IATA)	: 8



ADN

Classe(s) de danger pour le transport (ADN)	: 8
Étiquettes de danger (ADN)	: 8



RID

11/01/2017

FR (français)

7/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

Classe(s) de danger pour le transport (RID) : 8
Etiquettes de danger (RID) : 8



14.4. Groupe d'emballage

Groupe d'emballage (ADR) : III
Groupe d'emballage (IMDG) : III
Groupe d'emballage (IATA) : III
Groupe d'emballage (ADN) : III
Groupe d'emballage (RID) : III

14.5. Dangers pour l'environnement

Dangereux pour l'environnement : Non
Polluant marin : Non
Autres informations : Nettoyer les fuites ou pertes, mêmes mineures si possible sans prendre de risque inutile

14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur

Mesures de précautions pour le transport : Le conducteur ne doit pas intervenir en cas d'incendie de la cargaison, Pas de flammes nues.
Ne pas fumer, PREVENIR IMMEDIATEMENT LA POLICE ET LES POMPIERS

- Transport par voie terrestre

Code de classification (ADR) : C5
Dispositions spéciales (ADR) : 274
Quantités limitées (ADR) : 5L
Quantités exceptées (ADR) : E1
Instructions d'emballage (ADR) : P001, IBC03, LP01, R001
Dispositions particulières relatives à l'emballage en commun (ADR) : MP19
Instructions pour citernes mobiles et conteneurs pour vrac (ADR) : T7
Dispositions spéciales pour citernes mobiles et conteneurs pour vrac (ADR) : TP1, TP28
Code-citerne (ADR) : L4BN
Véhicule pour le transport en citerne : AT
Catégorie de transport (ADR) : 3
Dispositions spéciales de transport - Colis (ADR) : V12
Danger n° (code Kemler) : 80
Panneaux oranges :

Code de restriction concernant les tunnels (ADR) : E

Code EAC : 2X
Code APP : B

- Transport maritime

Dispositions spéciales (IMDG) : 223, 274
Quantités limitées (IMDG) : 5 L
Quantités exceptées (IMDG) : E1
Instructions d'emballage (IMDG) : P001, LP01
IBC packing instructions (IMDG) : IBC03
Instructions pour citernes (IMDG) : T7
Dispositions spéciales pour citernes (IMDG) : TP1, TP28
N° FS (Feu) : F-A
N° FS (Déversement) : S-B

11/01/2017

FR (français)

8/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

Catégorie de chargement (IMDG)	: A
Stowage and handling (IMDG)	: SW2
Segregation (IMDG)	: SG35
- Transport aérien	
Quantités exceptées avion passagers et cargo (IATA)	: E1
Quantités limitées avion passagers et cargo (IATA)	: Y841
Quantité nette max. pour quantité limitée avion passagers et cargo (IATA)	: 1L
Instructions d'emballage avion passagers et cargo (IATA)	: 852
Quantité nette max. pour avion passagers et cargo (IATA)	: 5L
Instructions d'emballage avion cargo seulement (IATA)	: 856
Quantité max. nette avion cargo seulement (IATA)	: 60L
Dispositions spéciales (IATA)	: A3
Code ERG (IATA)	: 8L
- Transport par voie fluviale	
Code de classification (ADN)	: C5
Dispositions spéciales (ADN)	: 274
Quantités limitées (ADN)	: 5 L
Quantités exceptées (ADN)	: E1
Transport admis (ADN)	: T
Équipement exigé (ADN)	: PP, EP
Nombre de cônes/feux bleus (ADN)	: 0
- Transport ferroviaire	
Code de classification (RID)	: C5
Dispositions spéciales (RID)	: 274
Quantités limitées (RID)	: 5L
Quantités exceptées (RID)	: E1
Instructions d'emballage (RID)	: P001, IBC03, LP01, R001
Dispositions particulières relatives à l'emballage en commun (RID)	: MP19
Instructions pour citernes mobiles et conteneurs pour vrac (RID)	: T7
Dispositions spéciales pour citernes mobiles et conteneurs pour vrac (RID)	: TP1, TP28
Codes-citerne pour les citernes RID (RID)	: L4BN
Catégorie de transport (RID)	: 3
Dispositions spéciales de transport - Collis (RID)	: W12
Colis express (RID)	: CE6
Numéro d'identification du danger (RID)	: 80

14.7. Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention MARPOL 73/78 et au recueil IBC

Non applicable

SECTION 15: Informations réglementaires

15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

15.1.1. Réglementations UE

Ne contient aucune substance soumise aux restrictions de l'Annexe XVII

Ne contient aucune substance de la liste candidate REACH

Ne contient aucune substance listée à l'Annexe XIV de REACH

15.1.2. Directives nationales

Allemagne

11/01/2017

FR (français)

9/10

Fiche de données de sécurité

conforme au Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) avec sa modification Règlement (CE) n° 453/2010

VwVwS Annex reference	: Classe de danger pour l'eau (WGK) 1, Présente un faible danger pour l'eau (Classification according to VwVwS, Annex 4.)
12th Ordinance Implementing the Federal Immission Control Act - 12.BImSchV	: Non assujetti au 12ème BImSchV (décret de protection contre les émissions) (Règlement sur les accidents majeurs)

Danemark

Recommandations réglementation danoise : Young people below the age of 18 years are not allowed to use the product

15.2. Évaluation de la sécurité chimique

Pas d'informations complémentaires disponibles

SECTION 16: Autres informations

Autres informations

: Les informations contenues dans cette fiche de données techniques de sécurité sont correctes au meilleur de notre connaissance et bien que nous essayons de garder les informations à jour et correctes en fonction de l'état de l'art, nous ne faisons aucune représentation ou garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite, quant à l'exhaustivité, l'exactitude, la fiabilité ou la pertinence par rapport à l'information contenue dans cette fiche technique. La confiance que vous placez sur une telle information est donc strictement à vos propres risques. En aucun cas nous serons responsables de toute perte ou dommages (y compris, sans limitation, indirecte ou de perte ou dommages, ou de toute perte ou dommage découlant de la perte de bénéfices) découlant de, ou en relation avec, l'utilisation de ces informations et / ou l'utilisation, la manipulation, le traitement ou le stockage du produit. Toujours consulter la fiche et sur l'étiquette de données de sécurité pour plus d'informations sur la sécurité.

Textes des phrases R-,H- et EUH:

Acute Tox. 4 (Oral)	Toxicité aiguë (par voie orale), Catégorie 4
Eye Dam. 1	Lésions oculaires graves/irritation oculaire, Catégorie 1
Met. Corr. 1	Corrosif pour les métaux, Catégorie 1
Skin Corr. 1A	Corrosif/irritant pour la peau, Catégorie 1A
H290	Peut être corrosif pour les métaux
H302	Nocif en cas d'ingestion
H314	Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves
H318	Provoque des lésions oculaires graves
R22	Nocif en cas d'ingestion
R35	Provoque de graves brûlures
R41	Risque de lésions oculaires graves
C	Corrosif
XI	Irritant
Xn	Nocif

SDS EU CLP DPD

Ces informations sont basées sur nos connaissances actuelles et décrivent le produit pour les seuls besoins de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Elles ne devraient donc pas être interprétées comme garantissant une quelconque propriété spécifique du produit

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ

SECTION 1 : IDENTIFICATION DU MÉLANGE ET DE L'ENTREPRISE

1.1. Identificateur de produit

Nom du produit : TH5 dilution aqueuse 1%

1.2. Utilisations identifiées pertinentes du mélange et utilisations déconseillées

Dilution dans l'eau à 1% du PRODUIT BIOCIDE TH5 - TP3 : hygiène vétérinaire, désinfectant TP4 : Surfaces en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, désinfectant – Utilisation professionnelle uniquement.

Système de descripteurs des utilisations (REACH) :

Aucune donnée n'est disponible.

1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Raison Sociale : THESEO
Adresse : 200 Avenue de Mayenne - Zone Industrielle des touches- 53000 LAVAL - France
Téléphone : +33.2.43.67.96.96
theseo@theseo.fr

1.4. Numéro d'appel d'urgence : +33.145.425.959

Société/Organisme : INRS / ORFILA <http://www.centres-antipoison.net>

Autres numéros d'appel d'urgence

En cas d'urgence, appelez le centre anti-poison le plus proche.

SECTION 2 : IDENTIFICATION DES DANGERS

2.1. Classification du mélange

Conformément au Règlement (CE) N°1272/2008 et ses adaptations :

Sensibilisation cutanée, Catégorie 1A (Skin Sens. 1A, H317).

Toxicité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 3 (Aquatic Chronic 3, H412).

Ce mélange ne présente pas de danger physique. Voir les préconisations concernant les autres produits présents dans le local.

2.2. Éléments d'étiquetage

Conformément au Règlement (CE) N°1272/2008 et ses adaptations :

Identificateurs de produit : Glutaral (CAS N°111-30-8)



Pictogramme de danger :

Mention d'avertissement :

Mention de danger :

Attention

H317

Peut provoquer une allergie cutanée.

Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Conseils de prudence :

P261

Éviter de respirer les brouillards/vapeurs.

P280

Porter des gants de protection/des vêtements de protection.

P302 + P352

EN CAS DE CONTACT AVEC LA PEAU: Laver abondamment à l'eau.

P333 + P313

En cas d'irritation ou d'éruption cutanée: consulter un médecin.

P273

Éviter le rejet dans l'environnement.

P501

Éliminer le contenu/récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux agréé, conformément à la réglementation locale, régionale, nationale et/ou internationale.

Étiquetage additionnel :

Aucun

2.3. Autres dangers

Le mélange ne contient pas de 'Substances extrêmement préoccupantes' (SVHC) publiées par l'Agence Européenne des Produits Chimiques (ECHA) selon les critères de l'article 57 et conformément à l'article 59 de REACH, Règlement N°1907/2006 (<http://echa.europa.eu/fr/candidate-list-table>) à une concentration individuelle supérieure à 0.1%.

Ce mélange ne contient pas de substance évaluée comme étant une substance PBT ou vPvB à une concentration individuelle supérieure à 0.1%.

SECTION 3 : COMPOSITION/INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS

3.1. Substances

Non applicable (mélange).

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

3.2. Mélanges

Informations sur les composants :

N° Index	N° CAS	N° EC	Nom chimique	Classification	% m/m
-	68424-85-1	939-350-2	ADBAC (Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl)	Acute Tox. 4, H302 Skin Corros. 1, H314 Aquatic Acute 1, H400 Aquatic Chronic 1, H410	0 ≤ x < 1
605-022-00-X	111-30-8	203-856-5	GLUTARAL*/**	Acute Tox. 3, H301 Skin Corr. 1B, H314 Skin Sens. 1A, H317 Acute Tox. 2, H330 Resp. Sens. 1B, H334 STOT SE 3, H335 (lim. spéc. 0.5%) Aquatic Acute 1, H400 (M Acute = 1) Aquatic Chronic 2, H411 EUH071	0 ≤ x < 1

* Classification harmonisée applicable au 1^{er} mars 2018 d'après règlement (UE) N°2016/1179.

** Substance pour laquelle il existe des valeurs limite d'exposition sur le lieu de travail.

Autres données :

Aucune donnée.

SECTION 4 : PREMIERS SECOURS

D'une manière générale, en cas de doute ou si des symptômes persistent, toujours faire appel à un médecin.

Ne jamais rien faire ingérer à une personne inconsciente.

4.1. Description des premiers secours

En cas d'inhalation :

Transporter le patient à l'air libre et le garder au chaud et au repos.

En cas de contact avec les yeux :

Laver abondamment avec de l'eau douce et propre en maintenant les paupières écartées.

S'il apparaît une douleur, une rougeur ou une gêne visuelle, consulter un ophtalmologiste.

En cas de contact avec la peau :

Enlever les vêtements imprégnés et laver soigneusement la peau avec de l'eau et du savon ou utiliser un nettoyant connu.

Prendre garde au produit pouvant subsister entre la peau et les vêtements, la montre, les chaussures, ...

En cas de manifestation allergique, consulter un médecin.

Lorsque la zone contaminée est étendue et/ou s'il apparaît des lésions cutanées, il est nécessaire de consulter un médecin ou de faire transférer en milieu hospitalier.

En cas d'ingestion :

En cas d'ingestion massive, consulter un médecin en lui montrant l'étiquette.

Ne rien faire ingérer.

Si la quantité ingérée est peu importante (pas plus d'une gorgée), rincer la bouche avec de l'eau. Ne pas faire vomir. Ne rien faire ingérer.

4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Aucune donnée n'est disponible.

4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Traitement spécifique et immédiat : Aucune donnée n'est disponible.

Information pour le médecin : Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 5 : MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

5.1. Moyens d'extinction

En cas d'incendie, utiliser des moyens d'extinction spécifiquement adaptés.

Moyens d'extinction appropriés

En cas d'incendie, utiliser :

- eau pulvérisée ou brouillard d'eau
- mousse
- poudres
- dioxyde de carbone (CO₂)

Moyens d'extinction inappropriés

En cas d'incendie, ne pas utiliser :

- jet d'eau

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : THS dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange

Un incendie produira souvent une épaisse fumée noire. L'exposition aux produits de décomposition peut comporter des risques pour la santé.
Ne pas respirer les fumées.

5.3. Conseils aux pompiers

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 6 : MESURES À PRENDRE EN CAS DE DEVERSEMENT ACCIDENTEL

6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Se référer aux mesures de protection énumérées dans les sections 7 et 8.

Pour les non-secouristes

En cas de dispersion accidentelle d'une grande quantité, évacuer tout le personnel et n'autoriser l'accès qu'à des opérateurs entraînés et équipés d'appareil de respiration autonome.
Assurer une ventilation adéquate.

Pour les secouristes

Les intervenants seront équipés d'équipements de protection individuelle appropriés.

6.2. Précautions pour la protection de l'environnement

Contenir et recueillir les fuites avec des matériaux absorbants non combustibles, par exemple : sable, terre, vermiculite, terre de diatomées dans des fûts en vue de l'élimination des déchets.
Eviter toute pénétration dans les égouts ou cours d'eau.

6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Nettoyer de préférence avec un détergent, éviter l'utilisation de solvants.

6.4. Référence à d'autres sections

Se référer aux sections 8 et 13.

SECTION 7 : MANIPULATION ET STOCKAGE

Les prescriptions relatives aux locaux de stockage sont applicables aux ateliers où est manipulé le mélange.

7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Se laver les mains après chaque utilisation.
Enlever et laver les vêtements contaminés avant réutilisation.

Prévention des incendies :

Interdire l'accès aux personnes non autorisées.

Équipements et procédures recommandés :

Pour la protection individuelle, voir la section 8.
Observer les précautions indiquées sur l'étiquette ainsi que les réglementations de la protection du travail.
Les emballages entamés doivent être refermés soigneusement et conservés en position verticale.

Équipements et procédures interdits :

Il est interdit de fumer, manger et boire dans les locaux où le mélange est utilisé.

7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités

Stockage/Emballage

Conserver le récipient bien fermé dans son emballage d'origine.
Tenir à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux.

7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 8 : CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/PROTECTION INDIVIDUELLE

8.1. Paramètres de contrôle

Valeurs limites d'exposition professionnelle :

N° CAS.	N° EC	Nom chimique	Limite d'exposition	TMP N°
111-30-8	203-856-5	GLUTARAL	France (INRS) VME: 0.1 ppm – 0.4 mg/m ³ VLE: 0.2 ppm – 0.8 mg/m ³	RG 65 RA 44

- Rédigée sous licence du système expert InfoDyne - <http://www.infodyne.fr> -

Page 3 sur 8

Fiche de Données de Sécurité (Rèlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

Valeurs limites biologiques :

Aucune donnée n'est disponible.

Dose dérivée sans effet (DNEL) ou dose dérivée avec effet minimum (DMEL)

Non applicable pour un mélange.

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl

Opérateurs

Exposition de longue durée - effets systémiques, dermique: DNEL = 5,7 mg/kg/jour

Exposition de longue durée - effets systémiques, inhalation: DNEL = 3,96 mg/m³

Grand public

Exposition de longue durée - effets systémiques, oral: DNEL = 3,4 mg/kg/jour

Exposition de longue durée - effets systémiques, dermique: DNEL = 3,4 mg/kg/jour

Exposition de longue durée - effets systémiques, inhalation: DNEL = 1,64 mg/m³

Concentration prédite sans effet (PNEC) :

Non applicable pour un mélange.

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl

PNEC EAU

PNEC (eau douce): 0,0009 mg/L

PNEC (eau de mer): 0,00096 mg/L

PNEC (émissions intermittentes): 0,00016 mg/L

PNEC SEDIMENT

PNEC (eau douce): 12,27 mg/kg

PNEC (eau de mer): 13,09 mg/kg

PNEC SOL

PNEC (sol): 7 mg/kg

UNITÉ DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE PNEC

PNEC (STP): 0,4 mg/L

8.2. Contrôles de l'exposition

Contrôles techniques appropriés

Assurer une ventilation adéquate, surtout dans les endroits clos.

Mesures de protection individuelle, telles que les équipements de protection individuelle

Utiliser des équipements de protection individuelle propres et correctement entretenus.

Stocker les équipements de protection individuelle dans un endroit propre, à l'écart de la zone de travail.

Lors de l'utilisation, ne pas manger, boire ou fumer. Enlever et laver les vêtements contaminés avant réutilisation. Assurer une ventilation adéquate, surtout dans les endroits clos.

- Protection des yeux / du visage

Éviter le contact avec les yeux.

- Protection des mains

Porter des gants de protection appropriés en cas de contact prolongé ou répété avec la peau.

Utiliser des gants de protection appropriés résistants aux agents chimiques conformes à la norme NF EN374.

La sélection des gants doit être faite en fonction de l'application et de la durée d'utilisation au poste de travail.

Les gants de protection doivent être choisis en fonction du poste de travail : autres produits chimiques pouvant être manipulés, protections physiques nécessaires (coupure, piqûre, protection thermique), dextérité demandée.

- Protection du corps

Éviter le contact avec la peau.

Porter des vêtements de protection appropriés.

Le personnel portera un vêtement de travail régulièrement lavé.

Après contact avec le produit, toutes les parties du corps souillées devront être lavées.

- Protection respiratoire

Assurer une ventilation adéquate, surtout dans les endroits clos.

- Risques thermiques

Non applicable.

Contrôles d'exposition liés à la protection de l'environnement

Aucune donnée n'est disponible.

- Rédigée sous licence du système expert InfoDyne - <http://www.infodyne.fr> -

Page 4 sur 8

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

SECTION 9 : PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES

9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

Informations générales

État Physique :	Liquide limpide
Odeur :	Agrumes
Couleur :	Jaune orangé

Informations importantes relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement

pH:	3,9
Point de fusion/point de congélation :	Proche de celui de l'eau (> 99% d'eau)
Point initial d'ébullition/intervalle d'ébullition :	Proche de celui de l'eau (> 99% d'eau)
Point d'éclair :	Aucun point éclair jusqu'à 110°C (produit non dilué)
Taux d'évaporation :	Non déterminé
Inflammabilité :	Non inflammable (sur la base de la composition)
Limites supérieures/inférieures d'inflammabilité :	Non applicable
Limites supérieures/inférieures d'explosivité :	Non déterminées
Pression de vapeur :	Non déterminée
Densité de vapeur :	Non déterminée
Densité relative :	Proche de celle de l'eau (> 99% d'eau)
Solubilité :	Soluble dans l'eau
Coefficient de partage n-octanol/eau :	Non déterminé
Température d'auto-inflammabilité :	Non déterminé
Température de décomposition :	Non déterminée
Viscosité :	Proche de celle de l'eau (> 99% d'eau)
Propriétés explosives :	Non explosif (sur la base de la composition)
Propriétés comburantes :	Non comburant (sur la base de la composition)

9.2. Autres informations

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 10 : STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

10.1. Réactivité

Aucune donnée n'est disponible.

10.2. Stabilité chimique

Ce mélange est stable aux conditions de manipulation et de stockage recommandées dans la section 7.

10.3. Possibilité de réactions dangereuses

Exposé à des températures élevées, le mélange peut dégager des produits de décomposition dangereux, tels que monoxyde et dioxyde de carbone et des fumées.

10.4. Conditions à éviter

Aucune donnée n'est disponible.

10.5. Matières incompatibles

Aucune donnée n'est disponible.

10.6. Produits de décomposition dangereux

La décomposition thermique peut dégager/former :

- monoxyde de carbone (CO)
- dioxyde de carbone (CO₂)

SECTION 11 : INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES

11.1. Informations sur les effets toxicologiques

11.1.1 Substances

Non applicable (mélange).

11.1.2 Mélange

Aucune information toxicologique n'est disponible sur le mélange.

Ce mélange est classé (classification par calcul) : Skin sens. 1, H317.

Toxicité aiguë :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl

Oral, DL₅₀: 397,5 mg/kg (rat)
Dermique, DL₅₀: 3412 mg/kg (lapin)

- Rédigée sous licence du système expert InfoDyne - <http://www.infodyne.fr> -

Page 5 sur 8

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

Glutaral

Oral, DL₅₀: 77 mg/kg (rat)
Dermique, DL₅₀ > 1000 mg/kg (lapin)
Inhalation, CL₅₀ : 0.35 mg/L (rat, male) – 0.28 mg/L (rat, femelle)

Corrosion cutanée/irritation cutanée :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Corrosif pour la peau.

Glutaral

Corrosif pour la peau.

Lésions oculaires graves/irritation oculaire :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Corrosif pour les yeux.

Glutaral

Corrosif pour les yeux.

Sensibilisation respiratoire ou cutanée :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non sensibilisant

Glutaral

Sensibilisant cutané et respiratoire.

Mutagenicité sur les cellules germinales :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non mutagène.

Glutaral

Non classé génotoxique (génotoxique in vitro, non conclusif in vivo).

Cancérogénicité :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non cancérogène.

Glutaral

Non classé cancérogène.

Toxicité pour la reproduction :

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non classé reprotoxique.

Glutaral

Non classé reprotoxique.

Toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique :

Glutaral

Peut irriter les voies respiratoires.

Toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition répétée :

Aucune donnée n'est disponible.

Danger par aspiration :

Aucune donnée n'est disponible.

Symptômes liés aux caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques

Aucune donnée n'est disponible.

Effets différés et immédiats, et effets chroniques d'une exposition de courte et de longue durée

Aucune donnée n'est disponible.

Effets interactifs

Aucune donnée n'est disponible.

Absence de données spécifiques

Aucune donnée n'est disponible.

Autres informations

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 12 : INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

12.1. Toxicité

Substances

Non applicable (mélange).

Mélange

Aucune information de toxicité aquatique n'est disponible sur le mélange.

Ce mélange est nocif pour l'environnement avec des effets néfastes à long terme(classification par calcul) : Aquatic Chronic 3, H412.

Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl

Poisson, CL₅₀: 0.515 mg/L

Invertébrés, CL₅₀: 0.016 mg/L

Algues, CL₅₀: 0.03 mg/L

Algues, NOEC : 0.009 mg/L

Glutaral

Poisson, NOEC 62 jours : 1.0 mg/L

Invertébrés, NOEC 21 jours : 0.12 mg/L

Algues, CE₅₀ (72h) : 0.6 mg/L ; NOEC (72h) : 0.025 mg/L

- Rédigée sous licence du système expert InfoDyne - <http://www.infodyne.fr> -

Page 6 sur 8

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

12.2. Persistance et dégradabilité

Aucune donnée n'est disponible sur le mélange.
Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Rapidement dégradable.
Glutaral
Rapidement dégradable.

12.3. Potentiel de bioaccumulation

Aucune donnée n'est disponible sur le mélange.
Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non bioaccumulable.
Glutaral
Non bioaccumulable.

12.4. Mobilité dans le sol

Aucune donnée n'est disponible sur le mélange.
Ammonium quaternaires, chlorures de benzyl-C12-14 (pair)-alkyldiméthyl
Non bioaccumulable.
Glutaral
Mobile dans les sédiments (K_{oc} 120) et modérément mobile dans le sol (K_{oc} 210-500)

12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB

Le mélange ne contient pas de substance évaluée comme PBT ou vPvB.

12.6. Autres effets néfastes

Aucune donnée n'est disponible.

SECTION 13 : CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION

Une gestion appropriée des déchets du mélange et/ou de son récipient doit être déterminée conformément aux dispositions de la Directive 2008/98/CE.

13.1. Méthodes de traitement des déchets

Ne pas déverser dans les égouts ni dans les cours d'eau.

Déchets :

La gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, et notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore.
Recycler ou éliminer conformément aux législations en vigueur, de préférence par un collecteur ou une entreprise agréée.
Ne pas contaminer le sol ou l'eau avec des déchets, ne pas procéder à leur élimination dans l'environnement.

Emballages souillés :

Vider complètement le récipient. Conserver la(les) étiquette(s) sur le récipient. Remettre à un éliminateur agréé.

Dispositions locales :

La réglementation relative aux déchets est codifiée dans le Code de l'Environnement, selon l'Ordonnance N°2000-914 du 18/09/2000 relative à la partie Législative du Code de l'Environnement.

SECTION 14 : INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT

Exempté du classement et de l'étiquetage Transport.

Transporter le produit conformément aux dispositions de l'ADR pour la route, du RID pour le rail, de l'IMDG pour la mer, et de l'OACI/IATA pour le transport par air (ADR 2015 - IMDG 2014 - OACI/IATA 2018).

SECTION 15 : INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

15.1. Réglementations/législations particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

- Informations relatives à la classification et à l'étiquetage figurant dans la section 2 :

Les réglementations suivantes ont été prises en compte :

- Règlement (CE) n°1272/2008 et ses adaptations

- Dispositions particulières :

Aucune donnée n'est disponible.

- Informations relatives à l'emballage :

Aucune donnée n'est disponible.

15.2. Évaluation de la sécurité chimique

Aucune donnée n'est disponible.

Fiche de Données de Sécurité (Règlements (CE) N°1907/2006 – N°2015/830)
Produit : TH5 dilution aqueuse 1%

Date de création : 16/01/2017
Date de révision : -
Version N°1

SECTION 16 : AUTRES INFORMATIONS

Les conditions de travail de l'utilisateur ne nous étant pas connues, les informations données dans la présente fiche de sécurité sont basées sur l'état de nos connaissances et sur les réglementations tant nationales que communautaires.

Le mélange ne doit pas être utilisé à d'autres usages que ceux spécifiés en rubrique 1 sans avoir obtenu au préalable des instructions de manipulation écrites.

Il est toujours de la responsabilité de l'utilisateur de prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux exigences des lois et réglementations locales.

Les informations données dans la présente fiche de données de sécurité doivent être considérées comme une description des exigences de sécurité relatives à ce mélange et non pas comme une garantie des propriétés de celui-ci.

Libellé(s) des phrases mentionnées à la rubrique 3 :

H301	Toxique en cas d'ingestion.
H302	Nocif en cas d'ingestion.
H314	Provoque des brûlures de la peau et de graves lésions des yeux.
H317	Peut provoquer une allergie cutanée.
H330	Mortel par inhalation.
H334	Peut provoquer des symptômes allergiques ou d'asthme ou des difficultés respiratoires par inhalation.
H335	Peut irriter les voies respiratoires.
H400	Très toxique pour les organismes aquatiques.
H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
H411	Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
EUH071	Corrosif pour les voies respiratoires.

Abréviations :

ADR : Accord européen relatif au transport international de marchandises Dangereuses par la Route.

IMDG : International Maritime Dangerous Goods.

IATA : International Air Transport Association.

OACI : Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

RID : Regulations concerning the International carriage of Dangerous goods by rail.

Révision :

Une ligne verticale dans la marge gauche indique une modification de la précédente version.

Cette version remplace toutes les versions précédentes.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

1/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

RUBRIQUE 1: IDENTIFICATION DE LA SUBSTANCE/DU MÉLANGE ET DE LA SOCIÉTÉ/L'ENTREPRISE

1.1 Identificateur de produit

Nom commercial RODILON PATE RB
Code du produit (UVP) 79855036

1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

Utilisation Rodenticide

1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Fournisseur Bayer S.A.S.
Bayer Environmental Science
16, rue Jean Marie Leclair
69009 Lyon
France

Service responsable E-mail : fds-france@bayer.com

1.4 Numéro de téléphone d'appel d'urgence

Numéro de téléphone +33(0)4.72.85.25.25
d'appel d'urgence
Numéro INRS +33(0)1.45.42.59.59

RUBRIQUE 2: IDENTIFICATION DES DANGERS

2.1 Classification de la substance ou du mélange

Classement conformément au Règlement (CE) N° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et à ses amendements.

Toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition répétée: Catégorie 2
H373 Risque présumé d'effets graves pour les organes (Sang) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée.

Toxicité chronique pour le milieu aquatique: Catégorie 3
H412 Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

2.2 Éléments d'étiquetage

Etiquetage conformément au Règlement (CE) no 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et à ses amendements.

Soumis à étiquetage réglementaire.

Composants dangereux qui doivent être listés sur l'étiquette:

- diféthialone

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

2/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019



Mention d'avertissement: Attention

Mentions de danger

- H373 Risque présumé d'effets graves pour les organes (Sang) à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée.
H412 Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Conseils de prudence

- P273 Éviter le rejet dans l'environnement.
P314 Consulter un médecin en cas de malaise.
P501 Éliminer le contenu/récipient dans le lieu d'élimination conformément à la réglementation locale.

2.3 Autres dangers

En raison des propriétés antivitaminiques K de la matière active, l'ingestion peut inhiber la coagulation sanguine se traduisant par l'apparition d'un syndrome hémorragique.

RUBRIQUE 3: COMPOSITION/INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS

3.2 Mélanges

Nature chimique

Appât (prêt à l'emploi) (RB)
Diféthialone 25 mg/kg

Composants dangereux

Mentions de danger conformément au Règlement (CE) No. 1272/2008

Nom	No.-CAS / No.-CE / REACH Reg. No.	Classification	Conc. [%]
		RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008	
diféthialone	104653-34-1	Acute Tox. 1, H330 Repr. 1B, H360D STOT RE 1, H372 Acute Tox. 1, H300 Acute Tox. 1, H310 Aquatic Acute 1, H400 Aquatic Chronic 1, H410	0,0025

Information supplémentaire

diféthialone	104653-34-1	Facteur M: 100 (acute), 100 (chronic)
--------------	-------------	---------------------------------------

Pour le texte complet des Phrases-H mentionnées dans ce chapitre, voir section 16.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

3/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

RUBRIQUE 4: PREMIERS SECOURS

4.1 Description des premiers secours

Conseils généraux	S'éloigner de la zone dangereuse. Maintenir et transporter la victime en position latérale de sécurité. Enlever immédiatement tout vêtement souillé et le mettre à l'écart. Garder sous surveillance médicale pendant 48 heures au moins.
Contact avec la peau	Laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et du savon. Oter immédiatement les vêtements et les chaussures contaminés. Si les troubles se prolongent, consulter un médecin.
Contact avec les yeux	Rincer immédiatement et abondamment à l'eau, y compris sous les paupières, pendant au moins 15 minutes. Après les 5 premières minutes, enlever les lentilles cornéennes, si présentes, continuer à rincer l'œil. Si une irritation se développe et persiste, consulter un médecin.
Ingestion	Ne PAS faire vomir. Rincer la bouche. Ne jamais rien faire avaler à une personne inconsciente. Appeler immédiatement un médecin ou un centre AntiPoison.

4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Symptômes	Les symptômes suivants peuvent apparaître en cas d'ingestion en quantités importantes : Sang dans l'urine, Sang dans les fèces, Saignement de gencive, Saignement de nez, Apparition d'hématomes et d'hémorragies Les symptômes et les risques décrits ont été observés suite à la prise d'une quantité significative de(s) matière(s) active(s).
------------------	---

4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Risques	En raison des propriétés antivitaminiques K de la matière active, l'ingestion peut inhiber la coagulation sanguine se traduisant par l'apparition d'un syndrome hémorragique.
Traitement	Les symptômes d'empoisonnement peuvent apparaître seulement plusieurs heures plus tard. Garder sous surveillance médicale pendant 48 heures au moins. Traitement systémique : Surveiller la numération globulaire. Surveiller le temps de prothrombine/ l'INR. Antidote : Vitamine K1. Les cas d'empoisonnements sévères peuvent exiger de recourir aux mesures classiques telles l'administration de produits sanguins ou les transfusions sanguines. Guérison spontanée et sans séquelles. En cas d'ingestion de quantité importante depuis moins de deux heures, procéder à un lavage d'estomac. De plus il est conseillé d'administrer du charbon médicinal et du sulfate de soude. Les symptômes d'empoisonnement peuvent apparaître seulement plusieurs heures plus tard.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

4/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

RUBRIQUE 5: MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

5.1 Moyens d'extinction

Appropriés Utiliser de l'eau pulvérisée, de la mousse résistant à l'alcool, de la poudre d'extinction ou du dioxyde de carbone.

5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange En cas d'incendie il y a dégagement de gaz dangereux.

5.3 Conseils aux pompiers

Équipements de protection particuliers des pompiers En cas d'incendie et/ou d'explosion, ne pas respirer les fumées. En cas d'incendie, porter un appareil de protection respiratoire autonome.

Information supplémentaire Limiter l'épandage des fluides d'extinction. Ne pas laisser pénétrer l'eau d'extinction contaminée dans les égouts ou les cours d'eau.

RUBRIQUE 6: MESURES À PRENDRE EN CAS DE DISPERSION ACCIDENTELLE

6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Précautions Eviter tout contact avec le produit répandu ou les surfaces contaminées. Utiliser un équipement de protection individuelle.

6.2 Précautions pour la protection de l'environnement Ne pas déverser dans les eaux de surface, les égouts et les eaux souterraines.

6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Méthodes de nettoyage Utiliser un équipement de manutention mécanique. Nettoyer à fond les objets et le sol souillés en respectant la réglementation sur l'environnement. Récupérer le produit dans un emballage correctement étiqueté et bien fermé.

Conseils supplémentaires Vérifier également l'existence de procédures internes au site.

6.4 Référence à d'autres rubriques Informations concernant la manipulation, voir section 7.
Informations concernant les équipements de protection individuelle, voir section 8.
Informations concernant l'élimination, voir section 13.

RUBRIQUE 7: MANIPULATION ET STOCKAGE

7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Conseils pour une manipulation sans danger Pas de mesures de précautions spécifiques requises pour la manipulation d'emballages non ouverts; suivre les recommandations habituelles. Assurer une ventilation adéquate. Éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements.

Indications pour la protection contre l'incendie Tenir à l'écart de la chaleur et des sources d'ignition.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

5/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

et l'explosion

Mesures d'hygiène

Éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements. Entreposer séparément les vêtements de travail. Se laver les mains avant les pauses et immédiatement après manipulation du produit. Après le travail, se laver aussitôt les mains et éventuellement prendre une douche. Enlever immédiatement tout vêtement souillé et le mettre à l'écart.

7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités

Exigences concernant les aires de stockage et les conteneurs

Conserver dans le conteneur d'origine. Garder les récipients bien fermés dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Entreposer dans un endroit accessible seulement aux personnes autorisées. Éviter une exposition directe au soleil.

Précautions pour le stockage en commun

Conserver à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux.

7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

Se référer aux indications de l'étiquette et/ou de la fiche technique.

RUBRIQUE 8: CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/PROTECTION INDIVIDUELLE

8.1 Valeur limite d'exposition

Pas de valeur limite d'exposition professionnelle officielle.

8.2 Contrôles de l'exposition

Équipement de protection individuelle

Dans le cadre d'une manipulation normale et de l'emploi préconisé, l'utilisateur final doit se référer aux indications de l'étiquette. Dans les autres cas il est recommandé d'utiliser les protections suivantes.

Protection respiratoire

Aucun équipement de protection respiratoire individuelle n'est nécessaire dans les conditions d'exposition attendues. Les protections respiratoires ne doivent être utilisées que lors d'expositions de courte durée, après que toutes les mesures de réduction de l'exposition à la source ont été mises en place (par exemple un confinement et/ou une ventilation), de manière à maîtriser les risques résiduels. Veiller à toujours respecter les instructions du fabricant concernant le port et l'entretien des appareils respiratoires.

Protection des mains

Veillez respecter les consignes du fournisseur de gants relatives à la perméabilité et au délai de rupture de la matière constitutive du gant. De plus, prendre en compte les conditions spécifiques de manipulation du produit ainsi que les risques de coupure et d'abrasion et la durée de l'exposition cutanée. Laver les gants en cas de contamination. Les jeter lorsque la contamination externe ne peut pas être éliminée, lorsqu'ils sont percés ou contaminés à l'intérieur. Se laver les mains fréquemment, et systématiquement avant de manger, boire, fumer ou d'aller aux toilettes.

Type de matière	Caoutchouc nitrile
Taux de perméabilité	> 480 min
Épaisseur du gant	> 0,4 mm

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

6/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

	Indice de protection Norme	Classe 6 Gants de protection conformes à EN 374.
Protection des yeux	Porter des lunettes masque (conformes à la norme EN166, domaine d'utilisation = 5 ou équivalent).	
Protection de la peau et du corps	Porter une combinaison standard et un vêtement de catégorie 3 type 5. En cas de risques d'exposition significative, un niveau de protection plus important doit être envisagé. Porter deux couches de vêtements dans la mesure du possible. Une combinaison en coton ou coton/polyester doit être portée sous le vêtement de protection chimique et nettoyée fréquemment par une blanchisserie industrielle.	

RUBRIQUE 9: PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES

9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

Forme	pâteux
Couleur	bleu
Point d'éclair	Non applicable
Hydrosolubilité	Non dispersable
Coefficient de partage: n-octanol/eau	Diféthialone: log Pow: 6,3
Propriétés comburantes	Le produit n'est pas comburant
Explosivité	Non explosif
9.2 Autres informations	Pas d'information supplémentaire disponible liée à la sécurité.

RUBRIQUE 10: STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

10.1 Réactivité

Décomposition thermique	Stable dans des conditions normales.
10.2 Stabilité chimique	Stable dans les conditions recommandées de stockage.
10.3 Possibilité de réactions dangereuses	Pas de réactions dangereuses si les recommandations de stockage et de manipulation sont respectées.
10.4 Conditions à éviter	Températures extrêmes et lumière du soleil directe.
10.5 Matières incompatibles	Stocker dans l'emballage d'origine.
10.6 Produits de décomposition dangereux	Il n'y a pas de produits de décomposition en utilisation normale.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

7/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

RUBRIQUE 11: INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES

11.1 Informations sur les effets toxicologiques

Toxicité aiguë par voie orale DL50 (Rat) > 2.500 mg/kg

Toxicité aiguë par inhalation

Une utilisation judicieuse et prudente ne donne pas lieu à la formation d'aérosols inhalables.

Toxicité cutanée aiguë DL50 (Rat) > 2.000 mg/kg

Corrosion cutanée/irritation cutanée Pas d'irritation de la peau (Lapin)

Lésions oculaires graves/irritation oculaire Pas d'irritation des yeux (Lapin)

Sensibilisation respiratoire ou cutanée Non sensibilisant. (Cochon d'Inde)
OCDE Ligne Directrice 406, Test de Magnusson & Kligman

Evaluation de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition unique

Diféthialone : Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

Evaluation de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée

Diféthialone : Cette substance a provoqué lors des expérimentations animales les effets suivants : une inhibition de la coagulation sanguine pouvant provoquer l'apparition d'un syndrome hémorragique. Les effets toxiques de la substance Diféthialone sont provoqués par : les propriétés des antivitamines K.

Evaluation de la mutagénèse

Diféthialone : Cette substance n'a pas été reconnue comme mutagène ou génotoxique sur la base de nombreuses études in vitro et in vivo de mutagenèse.

Evaluation de la cancérogénicité

Diféthialone : Cette substance n'est pas considérée comme cancérogène.

Evaluation de la toxicité pour la reproduction

Diféthialone: Peut nuire au fœtus.

Evaluation de la toxicité pour le développement

Diféthialone : Cette substance n'a pas provoqué de toxicité développementale chez le rat et le lapin.

Danger par aspiration

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

RUBRIQUE 12: INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

12.1 Toxicité

Toxicité pour les poissons CL50 (Oncorhynchus mykiss (Truite arc-en-ciel)) 51 µg/l
Durée d'exposition: 96 h
La valeur fournie concerne la matière active technique.

Toxicité chronique pour les poissons Oncorhynchus mykiss (Truite arc-en-ciel)
NOEC: 22 µl/l
La valeur fournie concerne la matière active technique.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

8/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

Toxicité pour les invertébrés aquatiques	CE50 (Daphnia magna (Puce aquatique)) 4,4 µg/l Durée d'exposition: 48 h La valeur fournie concerne la matière active technique.
Toxicité chronique pour les invertébrés aquatiques	NOEC (Daphnia magna (Puce aquatique)): 3 µg/l La valeur fournie concerne la matière active technique.
Toxicité des plantes aquatiques	CE50 (Pseudokirchneriella subcapitata (Algue verte)) 65 µg/l Biomasse; Durée d'exposition: 96 h La valeur fournie concerne la matière active technique. NOEC (Pseudokirchneriella subcapitata (Algue verte)) 32 µg/l La valeur fournie concerne la matière active technique.
12.2 Persistance et dégradabilité	
Biodégradabilité	Diféthialone: Pas rapidement biodégradable
12.3 Potentiel de bioaccumulation	
Bioaccumulation	Diféthialone: Facteur de bioconcentration (FBC) 39.974 Bioaccumulable
12.4 Mobilité dans le sol	
Mobilité dans le sol	Diféthialone: Immobile dans le sol
12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB	
Évaluation PBT et vPvB	Diféthialone: Cette substance est considérée comme persistante, bioaccumulable et toxique (PBT). Cette substance est considérée comme très persistante et très bioaccumulable (vPvB).
12.6 Autres effets néfastes	
Information écologique supplémentaire	Pas d'autre effet à signaler.

RUBRIQUE 13: CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION

13.1 Méthodes de traitement des déchets

Produit	Sous réserve d'observer les règlements en vigueur et, le cas échéant, après accord avec le service de collecte et les autorités compétentes, le produit peut être transporté sur une décharge ou dans une installation d'incinération.
Emballages contaminés	Ne pas réutiliser des emballages vides. Les récipients non totalement vidés doivent être éliminés comme des déchets dangereux. Vider, rincer et éliminer les emballages vides. Les remettre à un service de collecte spécifique aux produits professionnels comme la filière ADIVALOR, ou à un autre service de collecte spécifique comme EcoDDS pour les produits grand public.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

9/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

Code d'élimination des déchets 06 13 01* Produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides

RUBRIQUE 14: INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT

Produit non dangereux au sens des réglementations ADN/ADR/RID/IMDG/IATA.

Cette classification n'est en principe pas valable pour le transport par bateau-citerne sur les voies navigables. Veuillez vous adresser au fabricant pour plus d'informations.

14.1 – 14.5 Non applicable

14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
Voir les sections 6 à 8 de cette fiche de données de sécurité.

14.7 Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention Marpol et au recueil IBC
Pas de transport en vrac conformément au Recueil IBC.

RUBRIQUE 15: INFORMATIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION

15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

Information supplémentaire

Classement OMS : III (Peu dangereux)

Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (Décret n° 2014-285)

Sans nomenclature

15.2 Évaluation de la sécurité chimique

Une évaluation du risque chimique n'est pas exigée.

RUBRIQUE 16: AUTRES INFORMATIONS

Texte des mentions de danger mentionnées dans la Section 3

H300 Mortel en cas d'ingestion.
H310 Mortel par contact cutané.
H330 Mortel par inhalation.
H360D Peut nuire au fœtus.
H372 Risque avéré d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée.
H400 Très toxique pour les organismes aquatiques.
H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Abréviations et acronymes

ADN Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure
ADR Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



RODILON PATE RB

Version 5 / F
102000023729

10/10
Date de révision: 22.10.2018
Date d'impression: 12.04.2019

ETA	Estimation de la Toxicité Aiguë
No.-CAS	Numéro d'enregistrement des Chemical Abstracts Services (CAS)
Conc.	Concentration
No.-CE	Numéro d'enregistrement CE (Communauté Européenne)
CE _x	Concentration d'Effet pour X%
EINECS	Inventaire européen des substances chimiques commerciales existantes
ELINCS	Inventaire européen des substances chimiques notifiées
NE/EN	Norme européenne
UE	Union Européenne
IATA	International Air Transport Association : Réglementation IATA (Association Internationale du Transport Aérien) pour le transport aérien des marchandises dangereuses
IBC	International Code for the Construction and Equipment of Ships Carrying Dangerous Chemicals in Bulk (IBC Code); Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC)
Cl _x	Concentration d'Inhibition pour X%
IMDG	International Maritime Dangerous Goods : Code maritime international des marchandises dangereuses
CL _x	Concentration Létale pour X%
DL _x	Dose Létale pour X%
LOEC/LOEL	Concentration/Dose minimale avec effet observé
MARPOL	MARPOL : International Convention for the prevention of marine pollution from ships - Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
N.O.S./N.S.A	Not otherwise specified / Non Spécifié par Ailleurs
NOEC/NOEL	Concentration/Dose Sans Effet Observé pour la totalité des organismes exposés. NOEC/NOEL en anglais.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
RID	Règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses
TWA	Valeur limite de moyenne d'exposition
UN	Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la Santé

Ces informations sont considérées comme exactes mais non exhaustives et doivent seulement être utilisées en tant que recommandations d'ordre général. Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances et se réfèrent aux consignes de sécurité adéquates pour ce produit.

Objet de la révision: Section 2 : Identification des dangers.

Les modifications par rapport à la dernière version sont mises en évidence en marge. Cette version remplace toutes les éditions précédentes.

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

1/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

RUBRIQUE 1: IDENTIFICATION DE LA SUBSTANCE/DU MÉLANGE ET DE LA SOCIÉTÉ/L'ENTREPRISE

1.1 Identificateur de produit

Nom commercial QUICK BAYT
Code du produit (UVP) 80925611

1.2 Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées

Utilisation Insecticide

1.3 Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité

Fournisseur Bayer S.A.S.
Bayer Environmental Science
16, rue Jean Marie Leclair
69009 Lyon
France

Service responsable E-mail : fds-france@bayer.com

1.4 Numéro de téléphone d'appel d'urgence

Numéro de téléphone +33(0)4.72.85.25.25
d'appel d'urgence
Numéro INRS +33(0)1.45.42.59.59

RUBRIQUE 2: IDENTIFICATION DES DANGERS

2.1 Classification de la substance ou du mélange

Classement conformément au Règlement (CE) N° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et à ses amendements.

Toxicité chronique pour le milieu aquatique: Catégorie 1
H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Classement France (décision d'autorisation de mise sur le marché)

Toxicité aiguë pour le milieu aquatique: Catégorie 1
H400 Très toxique pour les organismes aquatiques.

Toxicité chronique pour le milieu aquatique: Catégorie 1
H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

2.2 Éléments d'étiquetage

Etiquetage conformément au Règlement (CE) no 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et à ses amendements.

Soumis à étiquetage réglementaire.

Composants dangereux qui doivent être listés sur l'étiquette:

Quick-FDS [18562-40771-02388-018633] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

2/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

- Imidaclopride
- Muscalure (cis-tricos-9-ene)



Mention d'avertissement: Attention

Mentions de danger

- H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
EUH208 Contient (Z)-9-tricosène. Peut produire une réaction allergique.

Conseils de prudence

- P273 Éviter le rejet dans l'environnement.
P391 Recueillir le produit répandu.
P501 Éliminer le contenu/récipient dans le lieu d'élimination conformément à la réglementation locale.

2.3 Autres dangers

Les poussières peuvent former un mélange explosif avec l'air.

RUBRIQUE 3: COMPOSITION/INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS

3.2 Mélanges

Nature chimique

Granulé (GR)
Imidaclopride 0,5 %; Muscalure 0,1 %

Composants dangereux

Mentions de danger conformément au Règlement (CE) No. 1272/2008

Nom	No.-CAS / No.-CE / REACH Reg. No.	Classification	Conc. [%]
		RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008	
Imidaclopride	138261-41-3 428-040-8	Acute Tox. 4, H302 Aquatic Acute 1, H400 Aquatic Chronic 1, H410	0,5
Muscalure (cis-tricos-9-ene)	27519-02-4 248-505-7	Skin Sens. 1B, H317	0,1
2,6-Di-tert-butyl-p-crésol	128-37-0 204-881-4 01-2119555270-46-xxxx	Aquatic Acute 1, H400 Aquatic Chronic 1, H410	>= 0,1 – < 0,25
acide sulfurique, esters de mono-alkyles en C12-18, sels de sodium	68955-19-1 273-257-1	Eye Dam. 1, H318 Skin Irrit. 2, H315 STOT SE 3, H335	>= 1 – < 3

Information supplémentaire

Imidaclopride	138261-41-3	Facteur M: 10 (acute), 100 (chronic)
2,6-Di-tert-butyl-p-	128-37-0	Facteur M: 1 (acute)

Quick-FDS [10662-40771-02300-010033] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

3/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

crésol		
		Facteur M: 1 (chronic)

Pour le texte complet des Phrases-H mentionnées dans ce chapitre, voir section 16.

RUBRIQUE 4: PREMIERS SECOURS

4.1 Description des premiers secours

Conseils généraux	S'écarter de la zone dangereuse. Maintenir et transporter la victime en position latérale de sécurité. Enlever immédiatement tout vêtement souillé et le mettre à l'écart.
Inhalation	Amener la victime à l'air libre. Garder la victime au repos et la maintenir au chaud. Si les troubles se prolongent, consulter un médecin.
Contact avec la peau	Nettoyer avec une grande quantité d'eau et du savon, si disponible, avec du polyéthylène glycol 400, puis rincer avec de l'eau. Si les troubles se prolongent, consulter un médecin.
Contact avec les yeux	Rincer immédiatement et abondamment à l'eau, y compris sous les paupières, pendant au moins 15 minutes. Après les 5 premières minutes, enlever les lentilles cornéennes, si présentes, continuer à rincer l'œil. Si une irritation se développe et persiste, consulter un médecin.
Ingestion	Rincer la bouche. Ne PAS faire vomir. Appeler immédiatement un médecin ou un centre AntiPoison.

4.2 Principaux symptômes et effets, aigus et différés

Symptômes	Les symptômes suivants peuvent apparaître en cas d'ingestion en quantités importantes : Vertiges, Douleur abdominale, Nausée Les symptômes et les risques décrits ont été observés suite à la prise d'une quantité significative de(s) matière(s) active(s).
-----------	---

4.3 Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

Traitement	Traiter de façon symptomatique. Surveiller les fonctions cardiovasculaires et respiratoires. En cas d'ingestion de quantité importante depuis moins de deux heures, procéder à un lavage d'estomac. De plus il est conseillé d'administrer du charbon médicinal et du sulfate de soude. Il n'existe pas d'antidote spécifique.
------------	--

RUBRIQUE 5: MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

5.1 Moyens d'extinction

Appropriés	Eau pulvérisée, Dioxyde de carbone (CO2), Mousse, Sable
Inappropriés	Aucun(e) à notre connaissance.

Quick-FDS [10662-40771-02388-01663] - 2016-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

4/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

5.2 Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange	En cas d'incendie, il peut y avoir dégagement de : Oxyde de carbone (CO)
5.3 Conseils aux pompiers	
Équipements de protection particuliers des pompiers	En cas d'incendie et/ou d'explosion, ne pas respirer les fumées. En cas d'incendie, porter un appareil de protection respiratoire autonome.
Information supplémentaire	Limiter l'épandage des fluides d'extinction. Ne pas laisser pénétrer l'eau d'extinction contaminée dans les égouts ou les cours d'eau.

RUBRIQUE 6: MESURES À PRENDRE EN CAS DE DISPERSION ACCIDENTELLE

6.1 Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence

Précautions	Eviter toute formation de poussière. Eviter tout contact avec le produit répandu ou les surfaces contaminées. Utiliser un équipement de protection individuelle.
-------------	--

6.2 Précautions pour la protection de l'environnement

Ne pas appliquer directement dans l'eau, dans des zones où des eaux de surface sont présentes ou dans des zones intertidales qui sont plus basses que la moyenne de la marée des hautes eaux. Ne pas contaminer les eaux de surface ou les eaux souterraines par le nettoyage de l'équipement ou l'élimination des déchets, incluant les eaux de lavage de l'équipement. Ne pas appliquer ce produit ou le laisser se propager sur les plantes fleurissantes lorsque les abeilles sont présentes dans les zones traitées. Ne pas déverser dans les eaux de surface, les égouts et les eaux souterraines.

6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage

Méthodes de nettoyage	Utiliser un équipement de manutention mécanique. Nettoyer à fond les objets et le sol souillés en respectant la réglementation sur l'environnement. Conserver dans des récipients adaptés et fermés pour l'élimination.
Conseils supplémentaires	Vérifier également l'existence de procédures internes au site.

6.4 Référence à d'autres rubriques

Informations concernant la manipulation, voir section 7.
Informations concernant les équipements de protection individuelle, voir section 8.
Informations concernant l'élimination, voir section 13.

RUBRIQUE 7: MANIPULATION ET STOCKAGE

7.1 Précautions à prendre pour une manipulation sans danger

Conseils pour une manipulation sans danger	Pas de mesures de précautions spécifiques requises pour la manipulation d'emballages non ouverts; suivre les recommandations habituelles. Éviter la formation de poussière.
Indications pour la protection contre l'incendie et l'explosion	Les poussières peuvent former un mélange explosif avec l'air. Prendre des mesures pour éviter l'accumulation de charges électrostatiques. Tenir à l'écart de la chaleur et des sources d'ignition.

Quick-FDS [10562-40771-02388-010633] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

5/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

Mesures d'hygiène	Éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements. Entreposer séparément les vêtements de travail. Se laver les mains avant les pauses et immédiatement après manipulation du produit. Enlever immédiatement tout vêtement souillé et le mettre à l'écart.
7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités	
Exigences concernant les aires de stockage et les conteneurs	Stocker dans un endroit frais et sec en évitant la contamination croisée avec d'autres produits phytosanitaires, engrais, aliments et aliments de fourrage. Stocker dans le conteneur original et hors de la portée des enfants, de préférence dans un endroit de stockage fermé.
Matériau approprié	Polyéthylène Pour contenu 20 kg maxi
7.3 Utilisation(s) finale(s) particulière(s)	Se référer aux indications de l'étiquette et/ou de la fiche technique.

RUBRIQUE 8: CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/PROTECTION INDIVIDUELLE

8.1 Valeur limite d'exposition

Composants	No.-CAS	Valeur limite d'exposition	m.à.j.	Base
Imidaclopride	138261-41-3	0,7 mg/m ³ (TWA)		OES BCS*
2,6-Di-tert-butyl-p-crésol	128-37-0	10 mg/m ³ (VME)	01 2008	INRS (FR)
2,6-Di-tert-butyl-p-crésol	128-37-0	2 mg/m ³ (TLV)		OES BCS*

*OES BCS : Valeur limite interne Bayer AG, Crop Science Division pour l'exposition professionnelle (Occupational Exposure Standard)

8.2 Contrôles de l'exposition

Équipement de protection individuelle

Dans le cadre d'une manipulation normale et de l'emploi préconisé, l'utilisateur final doit se référer aux indications de l'étiquette. Dans les autres cas il est recommandé d'utiliser les protections suivantes.

Protection respiratoire	Aucun équipement de protection respiratoire individuelle n'est nécessaire dans les conditions d'exposition attendues. Les protections respiratoires ne doivent être utilisées que lors d'expositions de courte durée, après que toutes les mesures de réduction de l'exposition à la source ont été mises en place (par exemple un confinement et/ou une ventilation), de manière à maîtriser les risques résiduels. Veiller à toujours respecter les instructions du fabricant concernant le port et l'entretien des appareils respiratoires.
Protection des mains	Veuillez respecter les consignes du fournisseur de gants relatives à la perméabilité et au délai de rupture de la matière constitutive du gant. De plus, prendre en compte les conditions spécifiques de manipulation du produit ainsi que les risques de coupure et d'abrasion et la durée de l'exposition cutanée. Laver les gants en cas de contamination. Les jeter lorsque la contamination externe ne peut pas être éliminée, lorsqu'ils sont percés ou contaminés à l'intérieur. Se laver les mains fréquemment.

Quick-FDS [10662-40771-02350-010033] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

6/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

	et systématiquement avant de manger, boire, fumer ou d'aller aux toilettes.
Type de matière	Gaoutchouc nitrile
Taux de perméabilité	> 480 min
Épaisseur du gant	> 0,4 mm
Indice de protection	Classe 6
Norme	Gants de protection conformes à EN 374.
Protection des yeux	Porter des lunettes masque (conformes à la norme EN166, domaine d'utilisation = 5 ou équivalent).
Protection de la peau et du corps	Porter une combinaison standard et un vêtement de catégorie 3 type 5. En cas de risques d'exposition significative, un niveau de protection plus important doit être envisagé. Porter deux couches de vêtements dans la mesure du possible. Une combinaison en coton ou coton/polyester doit être portée sous le vêtement de protection chimique et nettoyée fréquemment par une blanchisserie industrielle. Si le vêtement de protection est souillé, le décontaminer le mieux possible, puis l'enlever avec précaution. S'en débarrasser en suivant les prescriptions du fabricant.

RUBRIQUE 9: PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES

9.1 Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles

Forme	granuleux
Couleur	rouge clair
Odeur	faible, caractéristique
pH	5,5 - 6,5 à 1 % (23 °C) (eau désionisée)
Masse volumique apparente	env. 0,542 g/ml (non tassé)
Hydrosolubilité	soluble
Coefficient de partage: n-octanol/eau	Imidaclopride: log Pow: 0,57
9.2 Autres informations	Pas d'information supplémentaire disponible liée à la sécurité.

RUBRIQUE 10: STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ

10.1 Réactivité

Décomposition thermique Stable dans des conditions normales.

10.2 Stabilité chimique Stable dans les conditions recommandées de stockage.

10.3 Possibilité de réactions dangereuses Pas de réactions dangereuses si les recommandations de stockage et de manipulation sont respectées.

Quick-FDS [15562-40771-02388-015633] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

7/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

- 10.4 Conditions à éviter Températures extrêmes et lumière du soleil directe.
- 10.5 Matières incompatibles Stocker dans l'emballage d'origine.
- 10.6 Produits de décomposition dangereux Il n'y a pas de produits de décomposition en utilisation normale.

RUBRIQUE 11: INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES

11.1 Informations sur les effets toxicologiques

Toxicité aiguë par voie orale DL50 (Rat) > 2.500 mg/kg

Toxicité aiguë par inhalation

Une utilisation judicieuse et prudente ne donne pas lieu à la formation d'aérosols inhalables.

Toxicité cutanée aiguë DL50 (Rat) > 2.000 mg/kg

Irritation de la peau Pas d'irritation de la peau (Lapin)

Irritation des yeux Pas d'irritation des yeux (Lapin)

Sensibilisation Non sensibilisant. (Cochon d'Inde)
OCDE Ligne Directrice 406, Test de Magnusson & Kligman

Evaluation de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) - exposition répétée

Imidaclopride : Cette substance n'a pas provoqué de toxicité organo-toxique spécifique lors des expérimentations animales.

Evaluation de la mutagenèse

Imidaclopride : Cette substance n'a pas été reconnue comme mutagène ou génotoxique à partir des résultats évidents observés dans de nombreuses études in vitro et in vivo de mutagenèse.

Evaluation de la cancérogénicité

Imidaclopride : Cette substance n'a pas été reconnue comme cancérogène lors des études chroniques par voie orale chez le rat et la souris.

Evaluation de la toxicité pour la reproduction

Imidaclopride : Cette substance s'est avérée toxique pour la reproduction dans une étude menée sur deux générations chez le rat, seulement aux doses toxiques pour les parents. Imidaclopride : Les effets observés sur la reproduction sont liés à la toxicité parentale.

Evaluation de la toxicité pour le développement

Imidaclopride : Cette substance a provoqué des effets toxiques sur le développement seulement à des doses produisant une toxicité systémique chez les mères. Les effets sur le développement observés avec Imidaclopride sont liés à la toxicité maternelle.

Danger par aspiration

Compte tenu des données disponibles, les critères de classification ne sont pas remplis.

Quick-FDS [10662-40771-02306-010633] - 2016-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

8/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

RUBRIQUE 12: INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

12.1 Toxicité

Toxicité pour les poissons CL50 (Oncorhynchus mykiss (Truite arc-en-ciel)) 211 mg/l
Durée d'exposition: 96 h
La valeur fournie concerne la matière active technique imidaclopride.

Toxicité pour les invertébrés aquatiques CE50 (Daphnia magna (Puce aquatique)) 85 mg/l
Durée d'exposition: 48 h
La valeur fournie concerne la matière active technique imidaclopride.

CE50 (Chironomus riparius (ver de vase)) 0,0552 mg/l
Durée d'exposition: 24 h
La valeur fournie concerne la matière active technique imidaclopride.

Toxicité chronique pour les invertébrés aquatiques EC10 (Chironomus riparius (ver de vase)): 0.87 µg/l
Durée d'exposition: 28 jr
La valeur fournie concerne la matière active technique imidaclopride.

Toxicité des plantes aquatiques CI50 (Desmodemus subspicatus (algues vertes)) > 10 mg/l
Taux de croissance; Durée d'exposition: 72 h
La valeur fournie concerne la matière active technique imidaclopride.

12.2 Persistance et dégradabilité

Biodégradabilité Imidaclopride:
Pas rapidement biodégradable

Koc Imidaclopride: Koc: 225

12.3 Potentiel de bioaccumulation

Bioaccumulation Imidaclopride:
Ne montre pas de bioaccumulation.

12.4 Mobilité dans le sol

Mobilité dans le sol Imidaclopride: Modérément mobile dans le sol

12.5 Résultats des évaluations PBT et vPvB

Évaluation PBT et vPvB Imidaclopride: Cette substance n'est pas considérée comme persistante, bioaccumulable et toxique (PBT). Cette substance n'est pas considérée comme très persistante et très bioaccumulable (vPvB).

12.6 Autres effets néfastes

Information écologique supplémentaire Pas d'autre effet à signaler.

RUBRIQUE 13: CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION

13.1 Méthodes de traitement des déchets

Quick-FDS [10562-40771-02388-018633] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

9/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

Produit	Sous réserve d'observer les règlements en vigueur et, le cas échéant, après accord avec le service de collecte et les autorités compétentes, le produit peut être transporté sur une décharge ou dans une installation d'incinération.
Emballages contaminés	Vider, rincer et éliminer les emballages vides. Les remettre à un service de collecte spécifique aux produits professionnels comme la filière ADIVALOR, ou à un autre service de collecte spécifique comme EcoDDS pour les produits grand public. Les récipients non totalement vidés doivent être éliminés comme des déchets dangereux.
Code d'élimination des déchets	06 13 01* Produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides

RUBRIQUE 14: INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT

ADR/RID/ADN

14.1 Numéro ONU	3077
14.2 Nom d'expédition des Nations unies	MATIERE DANGEREUSE DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, SOLIDE, N.S.A. (IMIDACLOPRIDE MELANGE)
14.3 Classe(s) de danger pour le transport	9
14.4 Groupe d'emballage	III
14.5 Marque dangereux pour l'environnement	OUI
Code danger	90

Cette classification n'est en principe pas valable pour le transport par bateau-citerne sur les voies navigables. Veuillez vous adresser au fabricant pour plus d'informations.

IMDG

14.1 Numéro ONU	3077
14.2 Nom d'expédition des Nations unies	ENVIRONMENTALLY HAZARDOUS SUBSTANCE, SOLID, N.O.S. (IMIDACLOPRID MIXTURE)
14.3 Classe(s) de danger pour le transport	9
14.4 Groupe d'emballage	III
14.5 Polluant marin	OUI

IATA

14.1 Numéro ONU	3077
14.2 Nom d'expédition des Nations unies	ENVIRONMENTALLY HAZARDOUS SUBSTANCE, SOLID, N.O.S. (IMIDACLOPRID MIXTURE)
14.3 Classe(s) de danger pour le transport	9
14.4 Groupe d'emballage	III
14.5 Marque dangereux pour l'environnement	OUI

Quick-FDS [10662-40771-02388-010633] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

10/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

14.6 Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
Voir les sections 6 à 8 de cette fiche de données de sécurité.

14.7 Transport en vrac conformément à l'annexe II de la convention Marpol et au recueil IBC
Pas de transport en vrac conformément au Recueil IBC.

RUBRIQUE 15: INFORMATIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION

15.1 Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

Information supplémentaire

Classement OMS : III (Peu dangereux)

Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (Décret n° 2014-285)

Rubrique n° 4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique (aigüe ou chronique de cat. 1)

15.2 Évaluation de la sécurité chimique

Une évaluation du risque chimique n'est pas exigée.

RUBRIQUE 16: AUTRES INFORMATIONS

Texte des mentions de danger mentionnées dans la Section 3

H302	Nocif en cas d'ingestion.
H315	Provoque une irritation cutanée.
H317	Peut provoquer une allergie cutanée.
H318	Provoque de graves lésions des yeux.
H335	Peut irriter les voies respiratoires.
H400	Très toxique pour les organismes aquatiques.
H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Abréviations et acronymes

ADN	Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure
ADR	Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route
ETA	Estimation de la Toxicité Aiguë
No.-CAS	Numéro d'enregistrement des Chemical Abstracts Services (CAS)
Conc.	Concentration
No.-CE	Numéro d'enregistrement CE (Communauté Européenne)
CE _x	Concentration d'Effet pour X%
EINECS	Inventaire européen des substances chimiques commerciales existantes
ELINCS	Inventaire européen des substances chimiques notifiées
NE/EN	Norme européenne
UE	Union Européenne
IATA	International Air Transport Association : Réglementation IATA (Association Internationale du Transport Aérien) pour le transport aérien des marchandises dangereuses
IBC	International Code for the Construction and Equipment of Ships Carrying Dangerous

Quick-FDS [10662-40771-02388-010033] - 2018-10-26 - 11:19:32

FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ conformément au Règlement
(CE) No. 1907/2006



QUICK BAYT

Version 4 / F
102000027208

11/11
Date de révision: 01.03.2018
Date d'impression: 01.03.2018

	Chemicals in Bulk (IBC Code); Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC)
CLx	Concentration d'Inhibition pour X%
IMDG	International Maritime Dangerous Goods : Code maritime international des marchandises dangereuses
CLx	Concentration Létale pour X%
DLx	Dose Létale pour X%
LOEC/LOEL	Concentration/Dose minimale avec effet observé
MARPOL	MARPOL : International Convention for the prevention of marine pollution from ships - Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
N.O.S./N.S.A	Not otherwise specified / Non Spécifié par Ailleurs
NOEC/NOEL	Concentration/Dose Sans Effet Observé pour la totalité des organismes exposés. NOEC/NOEL en anglais.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
RID	Règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses
TWA	Valeur limite de moyenne d'exposition
UN	Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la Santé

Les informations données dans la présente fiche de données de sécurité sont conformes aux dispositions des Règlements (CE) no. 1907/2006 et (UE) no. 2015/830 et leurs amendements. Cette fiche complète les notices techniques d'utilisation mais ne les remplace pas. Les renseignements qu'elle contient sont basés sur l'état de nos connaissances relatives au produit concerné, à la date indiquée. L'attention des utilisateurs est en outre attirée sur les risques éventuellement encourus lorsqu'un produit est utilisé à d'autres usages que ceux pour lesquels il est conçu. Les informations données satisfont aux dispositions réglementaires communautaires en vigueur. Elle ne dispense en aucun cas l'utilisateur de connaître et d'appliquer l'ensemble des textes réglementaires nationaux en vigueur.

Objet de la révision: Section 2 : Identification des dangers.

Les modifications par rapport à la dernière version sont mises en évidence en marge. Cette version remplace toutes les éditions précédentes.

CONCLUSION

SAS AGRIPORC FC exploite actuellement deux bâtiments principaux pour l'élevage porcin dans le cadre d'un atelier engraisseur, régulièrement déclaré au titre de la réglementation ICPE. Le projet, consiste en la création d'un nouveau atelier d'engraissement par la construction d'un bâtiment et ses annexes sur le même site et destiné à la même filière de valorisation. Au terme du projet, le site d'élevage atteindra le seuil de l'enregistrement au titre des ICPE, comme actuellement.

L'analyse du projet et de la réglementation actuelle en matière d'élevage porcin met en évidence que l'ensemble du site sera exploité de manière conforme à l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2102 de la nomenclature des ICPE. La production respectera les cahiers des charges du groupement de producteurs Franche Comté Élevage et de la demande du marché.

Par ailleurs, des mesures sont prévues afin de limiter l'impact de l'activité de SAS AGRIPORC FC sur l'environnement :

- Prise en compte de l'environnement humain :
 - o Respect des distances d'éloignement des premiers tiers (premier tiers à 175 m),
 - o Mesures d'intégration paysagère : couleurs sobres (gris, beige), entretien du site et végétalisation.
- Maitrise des rejets d'eaux usées:
 - o Conception des installations permettant la collecte de tous les rejets aqueux,
 - o Fosse dimensionnée pour gérer l'ensemble des effluents liquides,
 - o Aucun rejet direct vers le milieu naturel.
- Maitrise des effluents :
 - o Valorisation des déjections sur les terres agricoles de plusieurs agriculteurs locaux, encadrée par un Plan d'épandage rédigé par la Chambre d'Agriculture du Doubs
 - o Respect des bonnes pratiques agricoles.
- Gestion de la sécurité du site :
 - o Mesures de prévention : stockages sécurisés, vérifications périodiques des équipements,
 - o Mesures de protection en cas d'incident ou accident : extincteurs localisés aux points stratégiques, réserve incendie, consignes en cas d'urgence affichées.

L'ensemble des dispositions prises permettront à SAS AGRIPORC FC d'exploiter son élevage tout en respectant son environnement naturel et humain.